



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

## Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 17 FÉVRIER 1917.

QUEBEC, SATURDAY, 17TH FEBRUARY, 1917.

### Nominations

Québec, 25 janvier 1917.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

L. A. Dupuis, notaire, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, percepteur du revenu pour le district de Kamouraska. 731

Elie Lemay, greffier de la cour de magistrat pour le comté du Lac St-Jean à Hébertville station. 733

Les lieutenant colonel E.-S. Bernard, du 171<sup>st</sup> Batt. capitaine R. Gauvin, 87<sup>th</sup> régiment, lieutenant Lévis Bourassa, 6<sup>th</sup> régiment, lieutenant V. Greffard, 22<sup>nd</sup> O. Bataillon, lieutenant J.-C. Kelly, du 55<sup>th</sup> régiment, major W. D. Birchall, du 5<sup>th</sup> régiment Royal Highlanders of Canada, juges de paix en vertu des dispositions de l'article 3361 S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues. 735

### Appointments

Quebec, 25th January, 1917.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz:

L. A. Dupuis, notary, of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, to be collector of revenue for the district of Kamouraska. 732

Elie Lemay, to be clerk of the Magistrate's Court for the county of Lake Saint John, at Hébertville station. 734

Lieutenant-Colonel E. S. Bernard, of the 171<sup>st</sup> Battl. Captain R. Gauvin, 87<sup>th</sup> Regiment, Lieutenant Lévis Bourassa, 6<sup>th</sup> Regiment, Lieutenant C. Greffard, 22<sup>nd</sup> Overseas Battalion, Lieutenant J. C. Kelly, of the 55<sup>th</sup> Regiment, Major W. D. Birchall, of the 5<sup>th</sup> Regiment Royal Highlanders of Canada, to be justices of the peace, under the provisions of article 3361 Q. R. S. 1909, for a period of six months, with jurisdiction over the whole of the province, to administer the oath to recruits. 736

Québec, 25 janvier 1917.

M. Jean-Baptiste Jodoin, gentilhomme, de Montréal, juge de paix, pour le district de Montréal.

Québec, 3 février 1917.

M. Frédéric Berger, cultivateur, de Saint-Théodore d'Acton, comté de Bagot, juge de paix, pour le district de Saint-Hyacinthe.

M. Edouard Coursolles Gagnon, comptable, de Sault-au-Mouton, comté de Saguenay, juge de paix pour le district de Saguenay. 737

Le capitaine J. A. Michaud, du 61<sup>ème</sup> régiment, lieutenant Roméo Déry, de la 20<sup>ème</sup> Batterie, juges de paix, en vertu des dispositions de l'article 3361 S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois, avec juridiction sur toute la province aux fins d'assermenter les recrues 739

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-huit août 1907, pour la paroisse de Saint-Léonard, comté de Nicolet, et de nommer par commission en date du 25 janvier 1917, M. M. Elzéar Demers, Grégoire Leblanc, fils d'Antoine et Arthur Bergeron, fils de Luc, cultivateurs, de la dite paroisse, membres de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 27 mars 1914, pour le canton Ditton, comté de Compton et de nommer par commission en date du 25 janvier 1917, MM. Majorix Bourret, marchand, Tancrede Gaboury, cultivateur, Tancrede Hallé, marchand, Louis Pouliot, N. E. Gariépy et Aldege Cabana, marchands, de la Patrie, comté de Compton, membres de la dite cour. 741

Quebec, 25th January, 1917.

Jean Baptiste Jodoin, gentleman, of Montreal, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

Quebec, 3rd February, 1917.

Frederic Berger, farmer, of Saint Theodore d'Acton, county of Bagot, to be a justice of the peace for the district of Saint Hyacinthe.

Edouard Coursolles Gagnon, accountant, of Sault-au-Mouton, county of Saguenay, to be a justice of the peace for the district of Saguenay. 738

Captain J. A. Michaud, of the 61st Regiment, Lieutenant Romeo Dery, of the 20th Battery, to be justices of the peace under the provisions of article 3361 of the Q. R. S., 1909, for a period of six months, with jurisdiction over the whole of the Province, to administer the oath to recruits. 740

His Honor the lieutenant governor has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes dated the twenty eight August, 1907, for the parish of Saint Leonard, county of Nicolet, and to appoint by commission dated the twenty fifth January, 1917, Messrs. Elzéar Demers, Gregoire Leblanc, son of Antoine, and Arthur Bergeron, son of Luc, farmers, of said parish, members of said court.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes dated the twenty seventh of March, 1917, for the township Ditton, county of Compton, and to appoint by commission dated the twenty fifth January, 1917, Messrs Majorix Bourret, merchant, Tancrede Gaboury, farmer, Tancrede Halle, merchant, Louis Pouliot, N. E. Gariépy and Aldege Cabana, merchants, of La Patrie, county of Compton, members of said Court. 742

## Lettres patentes

## "Metropole Lumber Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du 7 février 1917, constituant en corporation MM. René Chênevert, Philéas Caumartin, avocats, Emile Théberge, gérant, Thomas Robillard, huissier, H. E. Théberge, sténographe, de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire et exercer un commerce général de bois, de moulins, d'établissements où l'on travaille le bois, sous toutes ses formes, y compris la coupe, le flottage, le sciage, l'équarrissage, la fabrication, le transport, l'achat et la vente du bois, des produits forestiers et des essences de toutes les catégories et espèces, la fabrication et la vente des effets et articles totalement ou partiellement faits de bois, y compris aussi la confection du bois de pulpe ainsi que de tous les articles qui en sont composés; aussi un négoce général de gros et de détail, et faire toutes autres choses qui se rattachent à ces objets, avec pouvoir de construire, bâtir, outiller, établir, entretenir et exploiter des moulins, scieries, fabriques de bois, maisons, magasins, entrepôts, forges et usines ainsi que tous autres bâtiments et les structures nécessaires ou propres à la réalisation des divers objets et fins de la corporation projetée;

Acheter, louer ou autrement acquérir la tota-

## Letters patent

## "Metropole Lumber Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th of February, 1917, incorporating Messrs. René Chênevert, Philéas Caumartin, advocates, Emile Théberge manager, Thomas Robillard, bailiff, et A. E. Théberge, stenographer, of Montreal, for the following purposes:

To carry and prosecute a general lumbering, milling and wood manufacturing business in all its branching, including the logging, driving, sawing, milling, manufacturing, shipping, buying and selling of lumber and limber products and wood of all kinds and descriptions and the manufacture and sale of goods and articles wholly or partially made of wood and including the manufacture of pulp wood and all articles made therefrom and also a general mercantile business, both wholesale and retail and to do all things as are incidental to such objects, with power to build, erect, equip, establish, maintain and operate mills, mill buildings, wood working factories, houses, stores, warehouses, blacksmith shops and machine shops and all other buildings and erections necessary or convenient for the carrying out of the various purposes and objects of the proposed company;

To purchase, lease or otherwise acquire the

lité ou aucune partie du commerce, de la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits et privilèges que possèdent et dont jouissent aucune personne, société ou corporation exerçant aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la présente corporation, et les payer, soit totalement soit partiellement en numéraire, ou totalement ou partiellement en obligations, en actions libérées ou avec d'autres valeurs de la compagnie, ou autrement, ou assumer le passif d'aucune telle personne, société ou corporation;

Se fusionner avec aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire toutes autres choses se rattachant ou tendant à la réalisation des fins ci-haut, sous le nom de "Metropole Lumber Company, limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux milles (2000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,  
709-7-2 C. J. SIMARD,

**"Montreal Feather & Down Company,  
limited".**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 7 février 1917, constituant en corporation MM. Solon Eliasoph, Nathaniel Harold Solomon et John MacNaughton, avocats, Edward Sweeting, comptable, et Michael Léon Brown, courtier, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, importer, exporter, exercer le commerce et l'industrie du duvet, du coton, de la laine, de la soie ainsi que de tous et d'aucun de leurs produits et sous-produits, et de tous les articles de commerce de même nature ou d'aucune autre;

Acquérir par achat, louage ou autrement, et bâtir, construire, entretenir, exploiter, améliorer, et faire le commerce d'immeubles, de moulins, fabriques, magasins, bâtiments, résidences à l'usage des employés ou autres, et structures de toute description, affecter et approprier les terrains de la compagnie à des fins de constructions, de chemins, bâtisses et autres commodités, et généralement disposer de terrains et propriétés et les améliorer;

Acquérir par achat, louage ou autrement, tenir des magasins, vendre aucun des produits de la corporation ou des produits de même nature;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, des lettres de change, des connaissements, et d'autres instruments négociables;

Émettre des récépissés négociables ou non de marchandises emmagasinées par la compagnie; prêter des deniers, garantir l'exécution des entreprises ou autrement aider aucune personne, société ou compagnie avec lesquelles la présente corporation sera en relations d'affaires;

Souscrire, soumissionner, émettre à commission ou autrement, prendre, détenir, négocier et convertir les actions, parts et valeurs de toutes espèces dans des compagnies avec lesquelles la présente corporation sera en relations d'affaires;

Accepter en garantie d'aucune dette de la compagnie des nantissements de valeurs, mortgages et hypothèques grevant la propriété des débiteurs de la corporation et retenir la propriété mobilière

whole or any part of the business property, franchises, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company and to pay therefor, either wholly or partly in cash or wholly partly in bonds, paid-up shares or other securities of the company or otherwise or to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To amalgamate with any other company, having objects altogether or in part similar to those of this company;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Metropole Lumber Company, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

C. J. SIMARD,  
710-7-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Montreal Feather & Down Company,  
limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th of February, 1917, incorporating Messrs. Solon Eliasoph, Nathaniel Harold Solomon and John MacNaughton, advocates, Edward Sweeting, accountant, and Michael Leon Brown, broker, of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, deal in, manufacture down, cotton, wool, silk, and all and any of the products and by-products thereof, and all articles of commerce of a similar or any other nature;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to erect, construct, maintain, operate, improve, and deal in real estate, mills, factories, storehouses, buildings, houses for employees, or others, and work of every description, and to convert and appropriate any lands of the company for roads, buildings, and other conveniences, and generally to deal with and improve land and property;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to operate stores, to sell any of the products of the company or products of a similar nature;

To draw, make, accept, endorse execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, and other negotiable instruments;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company; to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company, with which the company, may have business relations;

To subscribe for, to undertake, issue on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stock, shares, and securities of all kinds, of companies with which this company may have business relations;

To take as securities for any debt to the company chattel mortgages, mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company and to take movable or immovable property

ou immobilière des débiteurs de la compagnie en garantie, et réciproquement donner la même garantie pour aucunes obligations contractées ou aucune somme de deniers qu'elle empruntera;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération avec aucune personne ou société, promouvoir, aider à promouvoir, former ou organiser des compagnies, syndicats ou d'autres associations de toute nature aux fins d'acquérir aucune propriété de la présente corporation et d'en prendre charge, procurer leur avancement, ou pour aucune autre fin qu'il plaira à la présente compagnie de poursuivre;

Acheter, louer ou autrement acquérir détenir, posséder, développer, échanger ou autrement faire valoir les concessions, droits, privilèges, marques de commerce, plantations, manufactures, brevets, licences et franchises propres ou convenant au commerce de la corporation;

Acquérir aucune entreprise ou industrie semblables totalement ou partiellement à celles de la compagnie, avec l'installation, le fonds de commerce, l'achalandage, les marques de commerce, l'actif et les franchises de toutes espèces, et exercer aucune autre industrie qui peut être convenablement exercée conjointement avec aucun des objets précités, et les payer en numéraire, en actions, en capital de la corporation, ou autrement;

Conclure aucun arrangement avec aucune autorité, municipale, ou autre, qui semblera se rapporter aux objets de la compagnie, obtenir de telles autorités les droits, privilèges et concessions que la corporation croira bon d'obtenir et d'exercer, et à l'exécution ces conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Fabriquer, acheter, ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, vendre, céder, transférer, négocier, trafiquer des effets, marchandises ainsi que de la propriété de toute catégorie et description;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie, ou aucune partie d'icelle, en compensation de ce qu'elle jugera avantageux, et particulièrement pour des parts, du capital ou des valeurs de la présente ou d'aucune autre corporation;

Accomplir tous autres actes qui se rattachent à la réalisation des susdits objets ou y tendent;

Rémunérer par paiement en numéraire, et, avec l'assentiment des contributeurs, en actions ou avec du capital, ou d'aucune autre manière, aucune personne, société ou corporations, pour services rendus ou futurs, en faisant souscrire aidant à faire souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucun nombre de parts de la présente compagnie, ou valeurs d'icelle, ou dans sa formation, son organisation ou la gestion de ses affaires;

Les susdits objets, pouvoirs ou fins de la corporation seront réputés distincts et indépendants les uns des autres, et la compagnie pourra poursuivre la réalisation et exercer tous et chacun de ces objets, pouvoirs ou fins, abstraction faite des autres, et nulle clause ne sera restreinte dans sa généralité ou autrement interprété en fonction d'aucune autre clause des objets, pouvoirs et fins;

Faire toutes les choses précitées et chacune d'elles comme principaux, mandataires, à l'entreprise, comme fidéicommissaires ou en aucune autre qualité, et soit seuls ou soit en association avec d'autres, sous le nom de "Montreal Feather & Down Company, limited," avec un fonds social de quarante-neuf mille cinq cent piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

of debtors of the company in pledge, and reciprocally to give the same security for any debts contracted or money borrowed by the company;

To enter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interests, or co-operation with any person or firm, and to promote, aid in promoting, form or organize companies, syndicates, or other partnership of all kinds for the purposes of acquiring and undertaking any property of this company or of advancing the objects thereof or for any other purposes which may be expedient to this company to enter into;

To purchase, lease or otherwise acquire, to hold, own, use, develop, exchange, sell or otherwise turn to account, concessions, rights, privileges, trade marks, plantations, factories, patents, permits and franchises, suitable or convenient for the business of the company;

To acquire any undertaking or business similar in whole or in part to that of the company, together with the plant, stock in trade, good-will, trade-marks, assets and franchises of all kinds, and to carry on any other business which may conveniently be carried on in connection with any of the above objects; and to pay for the same in cash, shares, or stock of the company, or otherwise;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, and to obtain from such authorities any rights, privileges and concessions, which the company may think advisable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangement, rights, privileges and concessions;

To manufacture, purchase, or otherwise acquire, hold, use, own, sell, assign, transfer, trade, deal in goods, wares and merchandise and property of every class and description;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may fit, and in particular for shares, stock or securities of this or any other company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To remunerate by payment in cash and, with the approval of the shareholders, in shares or stock, or in any other manner, any person, firm or corporations, for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company, or any other securities of the company, or in the formation or promotion of the company in the conduct of the business;

The above objects, powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers or purposes, without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed as having regard to any other clause of such objects, powers or purposes;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Montreal Feather & Down Company, limited", with a capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,  
711—7-2 C. J. SIMARD,

**"Montreal Metropole, limitée".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept février 1917, constituant en corporation MM. Hormidas St-Amant, comptable, Louis A. Guimond, notaire, Francis Mackay, notaire, Maurice Mackay, étudiant en notariat et Lucien Morin, étudiant en notariat, de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, exploiter, vendre, aliéner, hypothéquer, prendre à loyer et louer toutes espèces de biens mobiliers et immobiliers, terrains, mines, carrières, pouvoirs d'eau, fabriques et industries quelconques, brevets d'inventions, marques de commerce, journaux et publications, droits d'auteur, créances et biens de toutes sortes, y compris le droit de faire le commerce de tous matériaux, marchandises, propriétés mobilières et immobilières, de les hypothéquer, vendre, échanger ou autrement aliéner, construire et exploiter et de faire toutes affaires se rapportant à ces objets;

Acquérir les biens et affaires, en tout ou en partie, de toutes personnes ou compagnies en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou se fusionner avec elle ou vendre ses biens et affaires à toutes telles compagnies ou personnes, y compris les actions et obligations de toutes telles compagnies, et payer pour telles acquisitions en actions, bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies; souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans toutes autres compagnies foncières; vendre ou transiger sur ses biens pour toutes considérations que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débentures, obligations ou autres garanties de toutes autres compagnies; signer, accepter et endosser tous billets promissoires, lettres de change, mandats et autres valeurs négociables, faire des avances en argent ou des prêts aux clients et aux autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution de tous contrats;

Agir comme agents ou courtiers dans toutes affaires de la nature de celles ci-dessus mentionnées, soit à titre de principal ou d'agents;

Rémunérer par paiement en argent ou par actions ou obligations, ou de toute autre manière, toutes personnes ou corporations pour services rendus, émettre et allouer des actions libérées, bons ou obligations de la compagnie en paiement de toutes affaires, propriétés, droits, privilèges, actions ou autres valeurs ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu de ses pouvoirs; accepter des valeurs mobilières ou immobilières en paiement d'actions de cette compagnie; et généralement faire toutes transactions et choses se rapportant comme principal ou accessoires aux objets mentionnées ci-dessus, sous le nom de "Montreal Metropole, limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'une (\$1.00) piastre chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,  
743—7-2 C. J. SIMARD,

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

C. J. SIMARD,  
717—7-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Montreal Metropole, limitée".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day February, 1917, incorporating Messrs. Hormidas St-Amant, accountant, Louis A. Guimond, notary, Francis Mackay, notary, Maurice Mackay, student-at-law, of Montreal, for the following purposes:

To acquire, own, operate, sell, exchange, alienate, hypothecate, hire and lease all kinds of moveable and immoveable property, lands, mines, quarries, water powers, factories and industries whatsoever, patents, trade marks, newspapers and publications, copyrights, claims and moveable property of every kind including the right to deal in all materials, merchandise, moveable and immoveable property, hypothecate, sell, exchange or otherwise alienate, construct on and exploit same, and do everything in connection therewith;

To acquire in whole or in part the property and business of any persons or company altogether or partly similar to those of the present company or to amalgamate therewith or sell its property and business to any such companies or persons, including the shares, and bonds of any such companies, and to pay for such acquisition in shares, bonds, debentures or other securities of such companies, to subscribe for or otherwise acquire and hold shares in any other financial companies; to sell or deal with its own property for such considerations as the company may deem proper and in particular for shares, debentures or other securities of any other companies; to sign, accept, endorse any promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable instruments, to make advances of money or loans to customers and other persons having dealings with the company and to guarantee the execution of all contracts;

To act as agents and brokers in any business of a like nature to the above, either as principal or agent;

To remunerate in cash or by shares or bonds or in any other manner all persons or corporations for services rendered, to issue and allot paid up shares, bonds, or obligations of the company in payment of any business, property, rights, privileges, shares or other securities or rights which the company may legally acquire by virtue of its powers; to accept moveable or immoveable securities in payment of shares of this company; and generally to carry on any transactions or things incidental or accessory to the above mentioned objects, under the name of "Montreal Metropole, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

C. J. SIMARD,  
744—7-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Langlois & Paradis, limitée".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de février 1917, constituant en corporation Charles Achille Langlois et Etienne Paradis, négociants; Lionel-Albert Langlois, Cyrille Paradis et Louis-Alphonse Lefebvre, commis, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire en gros le commerce d'épicerie, denrées alimentaires et denrées coloniales de toutes sortes, et le commerce général de tous effets et marchandises de quelque nature que ce soit, et exercer et exploiter toute industrie pour la préparation et la fabrication des dits effets et marchandises;

Importer, exporter, fabriquer, produire, acheter, échanger tous produits, marchandises, articles et effets se rapportant aux dits commerces et industries, ainsi que toutes matières premières qui peuvent y être requises ou s'y rattacher;

Agir comme agents de manufacturiers, de producteurs et de commerçants en semblables matières;

Acquérir et continuer le commerce exercé et l'entreprise actuellement exploitée par la société Langlois & Paradis, de la cité de Québec, composée de Charles-Achille Langlois et Etienne Paradis; en conséquence faire l'acquisition en tout ou en partie des biens mobiliers et immobiliers leur appartenant, y compris l'achalandage les marques de commerce, le stock, les marchandises, les livres, contrats, droits, créances, valeurs et dettes actives, en se chargeant de leurs obligations et dettes passives, et payer le tout, y compris les dettes passives en actions libérées de la compagnie ou autrement, ou partie en actions et partie autrement; de telle sorte que la compagnie, dès qu'elle aura fait cette acquisition, soit de plein droit subrogée dans tous les droits de la dite société Langlois & Paradis, pour le recouvrement de leur créance et pour toutes autres fins, sans qu'il soit besoin de transport, de signification, ni d'enregistrement;

Accepter, passer, exploiter, louer, échanger, vendre, aliéner les propriétés mobilières et immobilières utiles à l'entreprise de la compagnie, ou pour recouvrer des créances, ou pour en faciliter et assurer le recouvrement, et accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques, en paiement ou en garantie de dettes; vendre, acquérir, détenir, échanger, vendre et aliéner des biens de toute nature, réels ou personnels, dans le cours de son commerce et dans l'exploitation de son entreprise;

Faire toute convention et conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la fusion des entreprises, la concession réciproque ou coopération, avec toutes personnes, compagnies, corporations ou associations engagées ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est elle-même autorisée à exercer, dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie ou s'y rattachant;

Acquérir, posséder, vendre, céder des actions, obligations, bons, débentures, ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant une industrie ou un commerce de même nature ou s'y rattachant;

Employer ses fonds en tout ou en partie pour l'achat d'actions d'autres compagnies ou corporations, les placer sur toutes espèces de valeurs, personnelles ou réelles, obligations, bons, débentures, actions, hypothèques ou autres garanties, de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables;

Emprunter des deniers et en garantir le paie-

**"Langlois & Paradis, limitée".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1917, incorporating Charles Achille Langlois and Etienne Paradis, traders; Lionel Albert Langlois, Cyrille Paradis and Louis Alphonse Lefebvre, clerks, of the city of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale, in groceries, food-stuffs and colonial goods of every kind and generally deal in all wares and merchandise of every kind whatever and to carry on and exploit any business for the preparation and manufacture of said wares and merchandise;

To import, export, manufacture, produce, buy, exchange all products, goods, wares and merchandise incidental to the aforesaid businesses and industries, and also all raw-products required therefor or incidental thereto;

To act as agents for manufacturers, and producers of and traders in similar goods;

To acquire and continue to carry on the business and undertaking now being carried on by the firm of Langlois & Paradis, of the city of Quebec, composed of Charles Achille Langlois and Etienne Paradis; consequently to acquire in whole or in part, the moveable and immoveable property owned by said firm, including the goodwill, trade marks, stock in trade, merchandise, books, contracts, rights, claims, securities and accounts receivable and to take over their liabilities and accounts payable and to pay for the whole, including accounts payable, in paid up shares of the company or otherwise, or partly in shares and partly otherwise; in such a way, that after the acquisition of the above, the company shall be subrogated to all the rights of said firm of Langlois & Paradis, for the collection of their claims and all other purposes, without the need of transfer, notification, registration;

To accept, hand over, exploit, lease, exchange, sell, alienate the moveable and immoveable property suitable for the company or for the recovery of claims, or to facilitate and guarantee the payment of same, and to accept and receive immoveables and hypothecs in payment of or as the security for debts; to sell, acquire, hold, exchange, sell and alienate property of every kind, real or personal, in business dealings and in the carrying on of its undertakings;

To enter into any agreement or arrangement for the sharing of profits, reciprocal concession or co-operation with any persons, companies, corporations or associations, engaged in or about to engage in any business or industry which the present company is authorized to carry on or in any undertaking conducive or incidental to the attainment of the objects of the present company;

To acquire, own, sell, transfer shares, obligations, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation carrying on a business or trade similar or incidental to the above;

To apply the whole or part of its funds to the purchase of shares of other companies or corporations, invest same in all kinds of property, real or personal, obligations, bonds, debentures, shares, hypothecs or other securities, in such manner and upon such conditions as may be deemed fit;

To borrow monies and guarantee the reim-

ment par bons, débetures, hypothèques ou autrement;

Faire toutes choses se rapportant à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de ses objets, et exercer toute industrie et tout commerce susceptibles d'être exercés avec ceux mentionnés ci-dessus, sous le nom de "Langlois & Paradis, limitée", avec un fonds social de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,  
749—7-2 C.-J. SIMARD.

bursement thereof by means of bonds, debentures, hypothecs or otherwise;

To do all things incidental to the undertaking of the company, the carrying on of its business and the attainment of its purposes, and to carry on any trade and business capable of being carried in connection with those above mentioned, under the name of "Langlois & Paradis, limitée", with a capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, to be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,  
750—7-2 Assistant Provincial Secretary.

#### "Le comptoir provincial, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de février 1917, constituant en corporation Joseph Giguère, médecin, de l'Annonciation; Méville Duclous, comptable; Olidor Duclous, agent; Léon Duquette, maître-cordonnier; Joseph E. Parent, notaire; de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne; Michel L. Sibarium, imprimeur, de Montréal; J.-H. Bisailon, manufacturier; J.-G. Latour, médecin, de Saint-Jérôme; dans les buts suivants:

De faire en son nom corporatif des opérations, des prêts et placements de toutes sortes, excepté le commerce de banque;

De prendre et posséder des hypothèques et des obligations de chemin de fer, de municipalités ou autres sortes d'obligations, sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux, que ses obligations constituent ou non une charge sur des immeubles situées dans la province;

De posséder ces hypothèques, de les vendre et de les transporter, selon son gré;

De posséder sous tous rapports en ce qui regarde le prêt et le placement de ses capitaux et ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir et posséder;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, débetures et d'autres instruments négociables et transportables;

Etre procureur aux fins d'émettre et countersigner les certificats d'actions, de débetures ou d'autres obligations d'aucune association, corporation municipale ou autre, agir comme agents de cession et registraires des dites parts, débetures ou autres obligations, et administrer aucun fonds d'amortissement d'icelle, aux conditions convenues;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer aucune personne ou compagnie, pour services rendus ou futurs en plaçant, en aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucun nombre de parts du capital de la corporation, ou ses obligations, ou ses autres valeurs, ou à l'occasion de sa formation, de son organisation, ou dans la gestion de ses affaires, sous le nom de "Le comptoir provincial, limitée", avec un fond social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

#### "Le comptoir provincial, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1917, incorporating Joseph Giguère, physician, of l'Annonciation; Méville Duclous, accountant, Olidor Duclous, agent, Léon Duquette, manufacturer of boots and shoes, Joseph E. Parent, notary, of Saint Jérôme, county of Terrebonne; Michel L. Sibarium, printer, of Montreal; J.-H. Bisailon, manufacturer; J.-G. Latour, physician, of Saint Jérôme, for the following purposes:

To carry on in its corporate name loan and investment transactions of every kind, banking business excepted;

To take and hold hypothecs and railway, municipal or other bonds on the security of which it wishes to loan its funds, whether the property thus hypothecated or mortgaged is situated within or outside the province;

To own such hypothecs and sell and transfer same as it may think fit;

To have in all respects as regards the loan and investment of its funds and its business the same powers and privileges as any individual may enjoy;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present corporation;

To draw, make, accept, indorse, pay out and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To act as attorney for the issuing and countersigning of certificates of shares, debentures or other obligations of any association, municipal or other corporation and to act as transfer agents and registrars of said shares, debentures and other obligations and to administer any sinking fund in relation thereto on such conditions as may be agreed upon;

With the approval of the shareholders, to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or in guaranteeing the placing of any number of shares of the capital stock of the corporation, or its bonds or other securities, or in or about its formation, organization or in the conduct of its business, under the name of "Le Comptoir Provincial, limitée", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Jérôme, comté de Terrebonne

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,  
751-7-2 C.-J. SIMARD.

The principal place of the business of the corporation, to be at Saint Jérôme, county of Terrebonne.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,  
752-7-2 Assistant Provincial Secretary.

**" Club Laval-sur-le-Lac, limitée "**.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de février 1917, constituant en corporation MM. Ernest Gohier, ingénieur civil; Joseph Lucien Bigras, négociant, d'Outremont; Gustave Monette avocat; Léon Daniel Clément, notaire, de Montréal; Horace Gohier, négociant, de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, dans les buts suivants:

D'établir, maintenir, organiser et conduire un club pour le bénéfice et avantage des membres de la compagnie; de promouvoir et procurer divers amusements aux membres de la compagnie et à leurs amis; de construire, louer et aménager une maison pour le club, pourvue de tous les avantages, à l'usage des membres du club; d'accorder à tous les membres de la compagnie et à leurs amis tous les privilèges, avantages et accommodations d'un club; de meubler cette maison de club, de voir à son fonctionnement et son administration, et d'en permettre l'usage aux membres du club, aux actionnaires de la compagnie et à leurs amis, soit gratuitement, soit sujet à des conditions à être fixées; d'administrer toutes et chacune des affaires de ce club, et faire généralement ce qui sera convenu, dans l'intérêt du club;

D'établir et maintenir un ou des champs de golf, des cours de tennis ou autres jeux que le conseil d'administration de la compagnie, du club jugeront à propos;

D'acquérir par achat, bail ou autrement, dans la but et pour l'avantage de ce club, des meubles et des immeubles, et en particulier toutes fermes et tous terrains, y construire des édifices, les meubler de meubles meublant, livres, instruments de musique, jeux et toutes autres accommodations;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous immeubles ou meubles, droits, ou autres biens acquis par la compagnie par aucun titre ou avec l'approbation des actionnaires pour rémunération, pour services rendus, ou devant être rendus à la compagnie de quelque manière que ce soit;

S'algamer avec toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie aucun des biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, obligations, débentures ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie, ou dont cette dernière peut avoir les pouvoirs de disposer;

Faire généralement tout ce qui sera utile ou nécessaire pour parvenir aux fins ci-dessus;

Acquérir, posséder, administrer les dits immeubles, les vendre, les échanger; construire toutes espèces de bâtisses pour des clubs d'amusement et de sport;

Prendre à loyer et exploiter pour d'autres personnes ou compagnies des immeubles servant à des fins de sport ou d'amusements et en retirer une rémunération quelconque;

**" Club Laval-sur-le-Lac, limitée "**.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1917, incorporating Messrs. Ernest Gohier, civil engineer, Joseph Lucien Bigras, trader, of Outremont, Gustave Monette, advocate, Leon Daniel Clement, notary, of Montreal, Horace Gohier, trader, of the town of St Laurent, district of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain, organize and manage a club for the benefit and advantages of the members of the company; to promote and procure various amusements to the members of the company and their friends; to construct, lease and furnish a club-house, provided with all commodities for the use of the club-members; to grant to all the members of the company and their friends all the privileges, advantages and accommodations of a club; to furnish such club-house, supervise the working and management of same and permit the use thereof to the members of the club, the shareholders of the company and their friends, either gratuitously or on such conditions as may be determined; to manage all and any of the affairs of such club and generally do all things deemed to be, in the interest of the club;

To establish and maintain one or several golf links, tennis lawns or other games which the board of directors of the company and club may think fit

To acquire by purchase, lease or otherwise, for the purposes and benefit of such club, moveables and immoveables, and especially all farms, and lands and erect buildings thereon, furnish same with furniture books, musical instruments, games and all other accommodations;

To issue paid up and non-assessable shares, bonds and other securities of the company, in payment or part payment of any immoveables or moveables, rights or other property acquired by the company under any title or with the approval of the shareholders as the remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever;

To amalgamate with any company having objects altogether or partly similar to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company any of the company's property and in particular any shares, bonds, debentures or other securities of other companies belonging to this company and which it is empowered to dispose of;

To generally do all acts deemed necessary for or conducive to the attainment of the above objects;

To acquire, own, manage, the said immoveables, sell and exchange same; to erect all kinds of buildings for amusement clubs and sporting purposes;

To take on lease and exploit, for other persons or companies, immoveables for sporting and amusement purposes and to derive revenues therefrom;

Donner à loyer et confier l'exploitation de ses propres immeubles à d'autres personnes ou compagnies pour les mêmes fins, moyennant rémunération;

Emettre si le bureau de direction le juge à propos, des actions privilégiées et des actions ordinaires;

Recevoir de ses actionnaires une contribution quelconque, annuelle ou autre, pour le maintien de son exploitation, l'entretien des bâtiments et généralement pour toutes fins d'exploitation des affaires de la compagnie fixer le montant de telles contributions, et prélever par tous les moyens légaux toutes contributions aux dates fixées par les règlements de la compagnie;

Accepter toute personne autre que les actionnaires de la compagnie comme membre du club, jouissant de tous les privilèges que la compagnie jugera à propos de conférer moyennant les conditions qui pourront être fixées par elle;

Etablir des règlements pour le maintien de la compagnie, et la bonne conduite de ses membres, et tels règlements, une fois approuvés par la majorité des actionnaires de la compagnie auront force de loi et obligeront tous les actionnaires de la compagnie;

Fixer les conditions des transports des actionnaires de la compagnie et spécialement réserver à la compagnie par son bureau de direction le droit d'accepter ou de refuser tels transports, et ce dans le but de contrôler la qualité de ses actionnaires;

Expulser, en lui remboursant le prix d'achat de ses parts, tout actionnaire ou membre de la compagnie dont la conduite laisserait à désirer;

Faire tous actes, transactions, règlements quelconques nécessaires et utiles pour les fins de la dite compagnie;

Accepter des souscriptions au capital-actions de la dite compagnie payables par versements;

Vendre aucune partie des immeubles ou autre propriété appartenant à la compagnie, pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement et accepter de l'argent, actions, obligations, débiteures, stock en garantie de toute autre compagnie, en paiement ou partie de paiement d'iceux;

Acquérir, acheter, posséder, céder, vendre des actions, stocks, débiteures ou garanties dans toute autre compagnie ayant les mêmes objets, en tout ou en partie que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ou en disposer;

Prendre et tenir des hypothèques, obligations, garanties ou charges, pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou avancé par la compagnie aux acquéreurs ou pour les frais de constructions ou autres améliorations;

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches, acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder des immeubles, vendre, louer, échanger ou autrement faire le commerce d'immeubles, ou toute partie d'iceux, et en disposer et en développer, améliorer et disposer en tout ou en partie de telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtiments sur les dits immeubles ou sur toute partie d'iceux;

Conclure avec toutes et chacune des autorités soit fédérales, soit provinciales, soit municipales, locales ou autres, tout arrangement qui pourrait aider la compagnie à obtenir le but et l'objet de la compagnie; d'obtenir de toute telle autorité tous

To give on lease and confide the exploitation of its own immoveables to other persons or companies for the same purposes, for a consideration;

To issue, if thought fit by the Board of Directors, preferred and common stock;

To receive from its shareholders some kind of a fee annual or otherwise for the sustenance of its undertaking, the maintenance of the buildings and generally for all the business purposes of the company and to fix the amount of such fee and collect same by all legal means on such dates as may be fixed by the by-laws of the company;

To accept any person not being a shareholder of the company, as a club member, such person to enjoy all the privileges which the company may think fit to grant subject to such conditions it may fix;

To pass by-laws for the maintenance of the company, and the proper conduct of the members thereof, such by-laws after due approval by a majority of the shareholders of the company to have force of law and bind all the shareholders of the company;

To fix the conditions of the transfers of the shareholders of the company and especially to reserve to the company, through its Board of Directors, the right to accept or refuse such transfers, and that with a view of controlling the status of its shareholders;

To expel, after the reimbursement of the purchase price of his shares, any shareholders or member of the company guilty of improper conduct;

To do all acts, transactions and pass all by-laws whatever deemed necessary or suitable for the company's purposes;

To accept subscriptions for shares of the capital stock of said company payable in instalments;

To sell or otherwise dispose of any part of the immoveables or any property of the company, for such considerations and on such terms and conditions as the company may think fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures and stock or securities of any other company in full or part payment thereof;

To acquire, buy, own, assign, sell or dispose of shares, stock, debentures or securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of this company or carrying on any business capable of being carried, directly or indirectly, for the benefit of this company;

To take and hold hypothecs, mortgages, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or of any moneys due to the company by the purchasers or of any advances made by the company to the purchasers or for building purposes or other improvements;

To carry on a real estate business in all branches thereof, acquire by purchase, lease or otherwise, and to own immoveables, sell, lease, exchange or otherwise deal in and dispose of immovable property or any part thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To erect dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof;

To enter into any agreement with all and any authorities, federal, provincial, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects and purposes and to obtain from any such authority any permits, rights,

permis, droits, privilèges et concessions que la compagnie croira avantageux d'obtenir et d'exercer;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière restreints ou limités par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de 'Club Laval-sur-le-Lac, limitée', avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Laval-sur-le-Lac.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,  
755-7-2 C.-J. SIMARD.

privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and exercise;

The powers specified in each paragraph hereof shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Club Laval-sur-le-Lac, Limitée", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, to be at Laval-sur-le-Lac.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,  
756-7-2 Assistant Provincial Secretary.

**"The St. Mary's Telephone System, limited".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de février 1917, constituant en corporation: Jules Norbert Boucher, prêtre, curé; Julien Joseph Boucher, rentier, Daniel Paquet, cultivateur, du canton Ely, district de Bedford; Edmond Joseph Boucher, taxidermiste et Charles Rogers, barbier, d'Auburn, Maine, Etats-Unis d'Amérique, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement la ligne de téléphone à circuit métallique, possédée par le révérend J.-N. Boucher, prêtre-curé de Sainte-Marie d'Ely, district de Bedford. Cette ligne étant située dans le canton Ely, comté de Shefford, dans le canton Melbourne, comté de Richmond et dans le canton Durham, comté de Drummond, et s'étendant sur une longueur de soixante milles dont l'extrémité nord, est à Richmond, comté de Richmond, l'extrémité sud, est à Racine, comté de Shefford, l'extrémité ouest, est à West-Ely, comté de Shefford, et l'extrémité est, est à Sainte-Marie d'Ely, comté de Shefford;

Acquérir par achat, bail ou autrement, tous les poteaux, accessoires et instruments actuellement possédés par ledit Révérend J.-N. Boucher, et servant à l'exploitation et à l'entretien de la dite ligne;

Acquérir par achat, bail ou autrement tous les contrats d'abonnement pour un terme de quatre et cinq ans signés en faveur du dit Révérend J.-N. Boucher;

Acquérir par achat, bail ou autrement tous les contrats d'échange passés entre ledit Révérend J.-N. Boucher et les Compagnies Bell Téléphone Co. of Canada, Eastern Townships Telephone Co et Melbourne Ridge Telephone Co.;

Utiliser, exploiter, développer la dite ligne de téléphone, solliciter des abonnements et en percevoir tous les revenus;

Se fusionner avec toute autre compagnie dont les fins sont semblables à celles de la présente compagnie et vendre ou autrement disposer de l'entreprise ou d'une partie d'icelle pour la compensation que la compagnie jugera bon;

Conclure des engagements au sujet du partage des profits ou de la fusion des intérêts, avec toute personne ou corporation exerçant ou engagée dans une industrie ou transaction que la présente compagnie est autorisée à exercer ou de conduire;

Conclure des engagements ou ententes au sujet de l'échange téléphonique avec toutes autres compagnies aux termes jugés convenables;

Acquérir par achat, bail ou autrement la propriété mobilière ou immobilière utilisée par le dit

**"The St. Mary's Telephone System, limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1917, incorporating Messrs. Jules Norbert Boucher, parish priest, Julien Joseph Boucher, annuitant, Daniel Paquet, farmer, of the township of Ely, district of Bedford, Edmond Joseph Boucher, taxidermist, and Charles Rogers, barber, of Auburn Maine, one of the United States of America, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, the wire circuit telephone line owned by the Reverend J. N. Boucher, parish priest, of Sainte Marie d'Ely, district of Bedford, such line being situated in the township of Ely, county of Shefford, in the township of Melbourne, county of Richmond, and in the township of Durham, county of Drummond, sixty miles long, the north end being at Richmond, county of Richmond, the south end being at Racine, county of Shefford, the west end at West Ely, county of Shefford and the east end at Sainte Marie d'Ely, county of Shefford.

To acquire by purchase, lease or otherwise, all the poles, accessories and instruments now owned by the said Reverend J. N. Boucher and used in the operation and maintenance of said line;

To acquire by purchase, lease or otherwise, all the subscriber's contracts made out for a period of four and five years in favor of said Reverend J. N. Boucher;

To acquire by purchase, lease or otherwise all the exchange contracts entered into by the said Reverend J. N. Boucher and the Bell Telephone Co. of Canada, the Eastern townships Telephone Co. and the Melbourne Ridge Telephone Co.;

To utilize, operate and develop the said telephone line, canvass for subscribers and collect all revenues;

To amalgamate with any other company with purposes similar to those of the present company and to sell or otherwise dispose of its undertaking or any part thereof for such consideration as may be deemed fit;

To enter into any arrangements for sharing of profits or union of interests, with any person or corporation carrying on or engaged in any business or transaction which the present company is authorized to carry on or engage in;

To enter into any arrangements or agreements respecting telephone exchanges with any other companies on such terms as may be deemed fit;

To acquire by purchase, lease or otherwise the moveable and immoveable property used by the

Révérend J.-N. Boucher dans l'intérêt de la dite ligne téléphonique;

Acquérir par achat, bail ou autrement toute autre propriété mobilière ou immobilière jugée nécessaire à l'exploitation de ladite ligne téléphonique;

Acquérir par achat, bail ou autrement tous droits de passage sur propriété privée, tout permis de construction concédé par les municipalités ou particuliers au dit Révérend J.-N. Boucher;

Acquérir par achat, bail ou autrement les contrats passés entre le dit Révérend J.-N. Boucher et certains particuliers pour l'opération des "Centrals";

Souscrire et prendre des actions ou des parts dans toute autre compagnie développée par la présente compagnie ou dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Emettre et répartir comme actions acquittées, des parts du capital-actions de la compagnie, en compensation d'effets, droits, intérêts ou toute autre propriété achetée ou acquise, pour travaux faits, garanties données ou promises ou pour services rendus ou qui seront rendus dans l'intérêt de la compagnie, y compris les services rendus ou qui seront rendus par les promoteurs de la compagnie;

La compagnie exploitera la dite ligne dans la province de Québec, sous le nom de "St. Mary's Telephone System, limited" avec un fonds social de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte-Mary d'Ely.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,  
801-7-2 C.-J. SIMARD.

said Reverend J.-N. Boucher for the operation of said telephone line;

To acquire by purchase, lease or otherwise any other moveable or immoveable property deemed necessary for the operation of said telephone line;

To acquire by purchase, lease or otherwise any right of-ways on private property, building permits granted by municipalities or individuals to said Reverend J.-N. Boucher;

To acquire by purchase, lease or otherwise the contracts entered into by the said Reverend J.-N. Boucher and certain individuals for the operation of centrals;

To subscribe for and take stock or shares in any other company promoted by the present company or with objects similar to those of the present company;

To issue and allot as fully paid up, shares of the capital stock of the company as the consideration for effects, rights, interests or any other property bought or acquired, work done, given or promised guarantees or for services rendered or to be rendered in the interest of the company including services rendered or to be rendered by the promoters of the company;

The company shall operate its said line in the province of Quebec, under the name of "St. Mary's Telephone System Limited", with a capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.-00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation to be at Sainte-Marie-d'Ely.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

80 C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

**"La Compagnie d'Automobile Martel, limitée".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 janvier 1917, constituant en corporation MM. Henry Weinfeld, Marcus Mayer Sperber, Jacob Yale Fortier, Abraham Muhlstock, avocats et Jean-Charles Duhamel, comptable, de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et disposer de toutes espèces de voitures véhicules, wagons, traineaux, wagons-moteurs, automobiles, voitures mues par traction animale, à vapeur, à gazoline, électrique ou aucun autre pouvoir, roues, ressorts, essieux, lampes, harnais, accessoires d'automobiles, gazoline, huile et toutes autres accessoires, jantes, bois et toutes choses appartenant à l'industrie et au commerce ci-dessus énumérés;

Exercer toute industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira capable d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou censée augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie, ou les rendre profitable, manufacturer, acheter, vendre et disposer d'articles effets et marchandises;

Acquérir et posséder des biens, propriétés, privilèges, franchises, contrats, baux, biens fonciers et autres droits de toute personne, maison ou compagnie exerçant une industrie similaire et généralement les affaires de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce que cette compagnie est autorisée d'exercer;

**"La Compagnie d'Automobile Martel, limitée".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third January, 1917, incorporating Messrs. Henry Weinfeld, Marcus-Mayer Sperber, Jacob Yale Fortier, Abraham Muhlstock, advocates, and Jean-Charles Duhamel, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell and deal in all kinds of carriages, vehicles, wagons, sleighs, motor wagons, automobiles, vehicles drawn by animal traction, steam, gasolene, electricity or any other motive power, wheels, springs, axles, lamps, harnesses, automobile supplies, gasolene, oil and spirit and any other supplies, rims, lumber and any other things pertaining to the trade and business above enumerated;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its property or rights; to manufacture, purchase, sell and dispose of goods, wares and merchandise;

To acquire and own the assets, property, privileges, franchises, contracts, leases, real estate and other rights of any person, firm or company carrying on a similar business and generally the business of any person or company carrying on a business which this company is authorized to carry on or engage in;

Faire toutes réparations et améliorations à toutes espèces de voitures, véhicules, wagons, traineaux, wagons moteurs, automobiles, voitures mues par traction animale ou voitures à gazoline, électriques ou à toutes autres choses se rapportant aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Agir comme agent pour entreposer, emmagasiner, acheter, vendre et disposer de toutes pièces, de voitures, véhicules, wagons, traineaux, wagons-moteurs, automobiles, voitures mues par traction animale ou voitures à gazoline, électriques ou aucun autre pouvoir, pour d'autres personnes ou compagnies pour l'achat, vente, échange ou location de tous produits se rapportant aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs, faire toutes affaires incidentes pour l'exercice des objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Acquérir et employer de la vapeur, de l'électricité ou autres pouvoirs pour les fins susdites;

Recevoir en paiement de marchandises ou pour travaux faits des actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par une compagnie semblable, les donner ou en disposer;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie ou compagnies ayant des objets similaires à ceux énumérés dans les présentes à tels termes et conditions que la compagnie choisiera;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie, pour telle compensation que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont, en tout ou en partie semblable à ceux de cette compagnie;

Emettre des actions libérées, obligations, débetures, en paiement total ou partiel d'aucune propriété mobilière ou immobilière, droits réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que cette compagnie peut également acquérir, et aussi émettre des actions libérées, obligations ou autres valeurs en paiement total ou en échange d'actions, obligations, débetures, ou autres valeurs d'aucune autre compagnie faisant des affaires semblables en tout ou en partie, ou se rapportant aux affaires de cette compagnie;

Placer et disposer des fonds de la compagnie non immédiatement requis, de telle manière qu'il pourra en être déterminé de temps à autres;

Demander et acquérir à n'importe quels termes, des brevets d'invention, droits de brevets, procédés, concessions, licences, marques de fabrique, droits d'auteurs ou autres privilèges ou protections de même nature pour ou se rapportant à aucune matière, articles fabriqués ou en dépendant ou convenant aux affaires de la compagnie, les faire valoir en les manufacturant ou travaillant ou en octroyant des licences ou autrement;

Les pouvoirs de chacun des paragraphes ci-dessus ne seront limités ni restreints par induction ou déduction des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "La Compagnie d'Automobile Martel, limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de janvier 1917.

Le sous-secrétaire de la province,  
611-6-2 C.-J. SIMARD.

To repair and improve all kinds of carriages, vehicles, wagons, sleighs, motor wagons, automobiles, vehicles drawn by animal traction, steam, gasolene, electricity or any other motive power, wheels, springs, axles, lamps, automobile supplies, rims, lumber and any other things pertaining to the trade and business afore enumerated;

To act as agents for warehousing, storing, buying, selling and dealing in all parts of carriages vehicles, wagons, sleighs, motor wagons, automobiles, vehicles drawn by animal traction, gasolene, electricity or any other motive power, for other persons or companies, for the purchase, sale, exchange or lease of any such products relating to the objects for which the company is incorporated;

To do all acts, exercise all powers and carry on any business incidental to the carrying on of the objects for which the company is incorporated;

To acquire and use steam, electricity or any other power or force for the above purposes;

To receive in payment of goods sold or work done, shares, bonds, debentures or other securities issued by any such company, and to distribute or dispose of the same;

To amalgamate with any other company or companies having objects similar to those herein enumerated upon such terms and conditions as the company shall see fit;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company shall see fit, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company having objects similar, in whole or in part, to those of this company;

To issue fully paid shares, bonds, debentures in payment or part payment of any property, moveable or immovable, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which this company may lawfully acquire, and also to issue fully paid shares, bonds or other securities in full payment or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company carrying on a similar business, in whole or in part or relating thereto;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such a manner as may from time to time be determined;

To apply for and acquire upon any terms, brevets d'invention, patent rights, processes, concessions, licenses, trade marks, copyrights or any other privileges or protections of a similar nature for or connected with any matter, manufactured articles or things connected therewith, to render the same profitable by manufacturing, working, granting licenses in respect of or otherwise disposing of the same;

The powers in each paragraph above mentioned shall not be limited or restricted by reference or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "La Compagnie d'Automobile Martel, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares, of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty third day of January, 1917.

C.-J. SIMARD,  
612-6-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Aetna Development Company, limited".**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de février 1917, constituant en corporation M.M. George Vipond Cousins, Nathaniel Rennie Curry et Aubray Huntingdon Elder, avocats; Darley Burleigh Smith, gérant et Dorothy Dance, sténographe, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, louer ou autrement acquérir, soit pour placement, soit pour revente, et posséder soit comme propriétaires incommutables ou autrement, et vendre aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables, et en faire commerce, les terrains, maisons, bâtiments et autre propriété immobilière ou mobilière, ainsi qu'aucun intérêt en iceux, et créer, vendre et faire commerce de biens-fonds concédés à bail ou en tenure franche, et généralement disposer et trafiquer par vente, louage, échange ou autrement de terrains, bâtiments, maisons et autres propriétés quelconques mobilières ou immobilières; exercer un commerce général de courtage en immeuble, y compris l'entreprise d'enquêtes d'estimations, de ventes, d'échanges, de baux, de subdivisions et d'autres choses semblables;

Développer et faire valoir aucun terrain acquis par la corporation ou sur lequel elle est intéressée, et particulièrement en l'adaptant et le préparant à des fins de construction ou autrement, en construisant, altérant, démolissant, décorant, entretenant, meublant, préparant et améliorant des structures de toute et d'aucune sorte, et en plantant d'arbres, pavant, drainant, labourant et cultivant les terrains, en les louant par bail ou convention, en prêtant des deniers et faisant contrats et arrangements de toutes espèces avec des constructeurs, entrepreneurs, locataires ou autres;

Construire, ériger, bâtir, réparer et altérer les bâtiments et autres structures, et posséder, acheter, détenir, vendre et faire commerce de toutes les catégories et espèces de pierre, chaux, sable, brique, bois, ferronnerie et autres matériaux ou articles employés dans la construction;

Faire et conclure aucun arrangement ou aucune convention à l'effet de paver, macadamiser, niveler, nettoyer ou arroser les rues ou chemins, de construire, ouvrir et réparer des conduits, citernes, drains, égouts ou rues;

Acquérir par achat, louage ou autrement, ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, ou du passif d'aucune personne ou corporation exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de propriétés convenant à ses fins; et les payer, soit totalement soit partiellement, en obligations, en débetures, en actions libérées, ou avec d'autres valeurs de la corporation;

Acquérir par achat, louage ou autrement, et prendre des parts, des obligations, des débetures ou d'autres valeurs d'aucune compagnie exerçant, se proposant d'exercer, ou se livrant à aucune commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, et les vendre, détenir, les réemettre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Emettre et distribuer des actions de la corporation en paiement intégral ou partiel d'aucun commerce, franchise, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, bail, licence, ou contrat que la compagnie est autorisée à acquérir;

Vendre, louer ou autrement aliéner la propriété et l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelles, en compensation de ce qu'elle croira avantageux, et particulièrement pour des actions, des débetures, des obligations ou des valeurs d'aucune autre corporation;

**"Aetna Development Company, limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the third day of February, 1917, incorporating M.M. George Vipond Cousins, Nathaniel Rennie Curry, and Aubray Huntingdon Elder, barristers-at-law; Darley Burleigh Smith, manager, and Dorothy Dance, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire either for investment or resale and to hold either absolutely as owner or otherwise and to sell on such terms and conditions as the company may deem expedient, and to traffic in land, houses, buildings, and other property, immoveable or moveable, and any interest therein and to create, sell and deal in freehold and leasehold ground rents and generally to deal and traffic by way of sale, lease, exchange, or otherwise, in land and buildings and house property and any other property whether moveable or immoveable; to carry on a general real estate agency business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like;

To develop and turn to account any land acquired by or in which the company is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes or otherwise, and by constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, furnishing, fitting up and improving buildings of any or every nature, and by planting, paving, draining, farming, cultivating, the same and by leasing the same on business lease or business agreement and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, contractors, tenants or others;

To construct, erect, build, repair, and alter buildings or other structures, and to buy, own, hold, sell, and deal in buildings of all kinds and descriptions and in stone, lime, sand, bricks, timber, hardware, and other materials or articles used in building;

To make and to enter into any agreement or covenant for paving, macadamizing, grading, cleaning or watering streets, or highways, and for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains, sewers, or streets;

To acquire by purchase, lease, or otherwise, or to undertake the whole or any part of the business property or liabilities of any person or company carrying on any business, which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay for the same, either in whole or in part in the bonds, debentures, fully paid up shares or other securities of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or to take the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in any business which this company is authorized to carry on, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To issue and allot full paid shares of the company in payment or part payment of any business franchise, undertaking, property, right, power, privilege, lease, licence, or contract which the company is authorized to acquire;

To sell, lease, or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may see fit, and in particular for shares, debentures, bonds, or securities of any other company;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel à la concession réciproque ou autrement, avec aucun gouvernement, ou aucune autorité municipale ou autre, ou avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à ou sur se proposant d'exercer aucune négoce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation; garantir l'exécution de leurs entreprises avec ou sans garantie, prêter des deniers, ou autrement aider aucune personne ou compagnie entreprenant de construire ou d'améliorer aucune propriété dans laquelle la corporation est intéressée;

Assurer le remboursement des argents garantis ou payables par et en vertu d'obligations, d'actions, contrats, d'hypothèques, charges, débiteures, ou autres valeurs d'aucune personne ou entreprise dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Conclure, avec aucun gouvernement, ou aucune autorité fédérale, provinciale, municipale, locale ou autre, aucun arrangement qui semblera se rattacher aux objets de la corporation ou à aucun d'eux;

Placer et employer les deniers disponibles de la corporation aux conditions et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Distribuer aucun bien de la compagnie, en espèce, à ses actionnaires;

Faire toutes ou aucune des choses précitées, soit comme principaux, soit en qualité d'agents, entrepreneurs ou procureurs;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent à la réalisation d'aucun des objets ci-haut;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par référence à aucun autre paragraphe des présentes ou déduction d'icelui, par référence au nom de la corporation ou déduction d'icelui;

Rémunérer aucune personne, société ou corporation pour vente ou placement d'aucun nombre d'actions du capital de la compagnie en payant à telle personne, société ou corporation une commission n'excédant pas dix pour cent (10%) de la valeur au pair des parts ainsi vendues ou souscrites, tel que le détermineront les directeurs de la compagnie, sous le nom de "Aetna Development Company, limited", avec un fonds social de cent quarante mille piastres (\$140,000.00), divisé en mille quatre cent (1400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
625-6-2 ALEXANDRE DESMEULES.

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction, which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; and to guarantee the contracts of either with or without security and to lend money to, or otherwise assist any person or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested;

To guarantee the payment of money secured by or payable under or in respect of bonds, shares, contracts, mortgages, charges, obligations, or other securities of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company;

To enter into arrangements with any government or authority, federal, provincial, municipal, local, or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, upon such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To distribute any of the property of the company in specie among its shareholders;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or attorneys;

To do all such others things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph hereof or by reference to or inference from the name of the company;

To remunerate any person, firm or corporation, for the selling or the placing of any share or shares in the capital stock of the company by paying to any such person, firm or corporation a commission or commissions of such amount not exceeding ten per cent (10%) of the par value of the shares so sold or placed as the directors of the company may determine, under the name of "Aetna Development Company, limited", with a capital stock of one hundred and forty thousand dollars (\$140,000.00) divided into one thousand four hundred (1400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of February, 1917.

ALEXANDRE DESMEULES,  
626-6-2 Acting-Assistant-Provincial Secretary.

## Lettres Patentes supplémentaires

## Supplementary Letters Patent

### "Wabakin Fish Company, limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huit février 1917, à la compagnie "Abitibi Fish

### "Wabakin Fish Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the eight day of February, 1917, changing the

Company, limited", par lesquelles son nom est changé par celui de "Wabakin Fish Company, limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,  
745-7-2 C.-J. SIMARD.

name of the Abitibi Fish Company limited, to that of "Wabakin Fish Company, limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,  
746-7-2 Assistant-Provincial Secretary.

## Demandes pour lettres-patentes

## Applications for Letters Patent

Avis public est par les présentes donné au public que Eugène Desmarais, marchand d'ornements d'église, Hormisdas-F Lauzon, imprimeur, Joseph-Emile Lachapelle, notaire, Wilfrid Monette, médecin, Michel-U. Lefils, teneur de livres, Séraphin-Jules Granger, bourgeois, et Onésime Champagne, bourgeois, résidant tous en la cité de Montréal, s'adresseront au conseil des ministres provincial (lieutenant-gouverneur en conseil), après que le présent avis aura été publié pendant quatre semaines consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, pour obtenir des lettres-patentes, les constituant en corporation, en vertu de la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire, sous le nom de "Compagnie générale de frais funéraires, limitée", avec un capital autorisé de cent cinquante mille piastres, divisé en quinze cents actions de cent piastres chacune;

Que les objets pour lesquels cette constitution en corporation va être demandée sont les suivants:

Faire tous les divers contrats et opérations de l'assurance et de la réassurance funéraire; faire et exécuter des polices, contrats, conventions ou engagements écrits ou imprimés, en tout ou en partie, suivant les exigences de chaque cas; et généralement exécuter toutes les matières et choses relatives à ces fins et propres à les atteindre, pourvu qu'avant le commencement de ses opérations, la compagnie se conforme, au sujet du dépôt et du permis, et en tout point, à la loi des assurances de Québec;

Faire affaire comme entrepreneurs généraux de pompes funèbres et comme manufacturiers de fournitures relatives à l'entreprise de pompes funèbres; continuer le service de la morgue et de la cour du coroner;

Acquérir le fonds de commerce et la clientèle actuellement exploitée par la "Compagnie générale de frais funéraires, limitée", incorporée à Ottawa, et faisant affaires à Montréal comme entrepreneurs généraux de pompes funèbres, ainsi que tous les biens-meubles et immeubles appartenant à cette dite compagnie; en affectuer le paiement par des actions acquittées de la dite compagnie devant être incorporée;

Assumer toutes les obligations, et spécialement acheter ou autrement acquérir, par bail, échange ou autre titre légal, et posséder toutes les propriétés immobilières et mobilières qui peuvent être nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation, et payer telles acquisitions ou détentions en argent, en obligations ou en actions acquittées de la dite compagnie; vendre, échanger, louer toute ou partie des propriétés mobilières et immobilières susdites, pour toute considération jugée convenable;

Construire, entreprendre et exploiter sur tout terrain acquis ou possédé par la compagnie des bâtisses ou dépendances pouvant être nécessaires à la mise en opération des entreprises et du commerce de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement,

Public notice is hereby given that Eugène Desmarais, dealer in church ornaments, Hormisdas-F. Lauzon, printer, Joseph-Emile Lachapelle, notary, Wilfrid Monette, physician, Michel-U. Lefils, book-keeper, Séraphin Jules Granger, gentleman, and Onésime Champagne, gentleman, all residing in the city of Montreal, will apply to the Lieutenant Governor in Council of the province of Quebec, after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, during four consecutive weeks, for letters patent, to constitute them under the Quebec Insurance Act, respecting funeral insurance, a body politic and corporate, under the name of "Compagnie générale de frais funéraires, limitée", with an authorized capital stock of one hundred and fifty thousand dollars, divided into fifteen hundred shares of one hundred dollars each.

The purposes for which incorporation is sought are:

To issue funeral insurance and re-insurance contracts and to transact the business of funeral insurance and re-insurance; to issue and carry out policies, contracts, agreements or engagements, written or printed, in whole or in part, according to the exigencies of each particular case; and generally to execute all acts and things incidental to its purposes and conducive to the attainment of same, provided that before commencing operations, the company shall comply with the provisions of the Quebec Insurance Act, with regards to deposit, license and all other exigencies.

To carry on a general funeral undertaking business and the manufacture of funeral undertakers' supplies; to continue looking after the morgue and to be at the disposal of the coroner for funeral undertaking purposes;

To acquire the stock in trade and goodwill of the business now carried on as a going concern by the "Compagnie générale de frais funéraires, limitée", incorporated at Ottawa, and carrying on business at Montreal as general funeral undertakers, together with the moveable and immovable property belonging to said company; and to pay for same in paid up shares of said company now seeking incorporation;

To take over all liabilities and especially to buy or otherwise acquire by lease, exchange or other legal title, and to own all moveable and immovable property which may be necessary for the objects for which this company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash, bonds or paid up shares of said company; to sell, exchange, lease the whole or part of the aforesaid moveable or immovable property for such consideration as may be deemed fit;

To construct, undertake and exploit on any land acquired or held by the company, buildings or dependencies deemed necessary for the carrying on of the undertaking and business of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or

de toute personne ou compagnie, un commerce semblable à celui de la compagnie, comme commerce en opération ou autrement, et le payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie; acheter et détenir des actions de toute autre compagnie d'assurance funéraire; se fusionner ou s'associer avec toute autre société ou compagnie faisant le commerce de l'assurance funéraire pour conclure et faire des conventions concernant les risques conjoints et réciproques et toute autre affaire et transaction de cette compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie des actions, obligations (debentures), valeurs ou propriétés appartenant à la compagnie ou, avec l'approbation des actionnaires, leur distribuer des actions acquittées non assujetties à appel, en considération des travaux faits ou des services rendus; rémunérer toute autre personne ou toute compagnie pour les services rendus, dans le passé ou dans l'avenir, relativement à la souscription d'un nombre quelconque de parts dans le capital-actions de la compagnie, d'obligations ou d'autres valeurs de la compagnie, à l'occasion de sa formation, de son organisation ou de la gestion de ses affaires;

Emettre des obligations (debentures) garanties par les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, qu'elle possède actuellement ou qu'elle possèdera dans l'avenir; faire, accepter, endosser et émettre des billets à ordre, lettres de change, chèques, mandats et autres effets négociables;

Généralement faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs qui sont conformes aux lois concernant les compagnies d'assurance de la province de Québec.

Le principal siège d'affaires de la compagnie projetée sera à Montréal, dans l'arrondissement (district) de Montréal.

En foi de quoi, nous avons signé, à Montréal, ce vingt-sixième jour du mois de janvier mil neuf cent dix-sept.

EUG. DESMARAIS,  
19, rue Notre-Dame-Ouest,  
H.-F. LAUZON,  
9 Champagne.  
W. MONETTE,  
846, Notre-Dame-Ouest.  
S.-J. GRANGER,  
1397, Sainte-Catherine-Est.  
M. LEFILS,  
67 Dufresne.  
J.-E. LACHAPPELLE, N. P.  
1253, Sainte-Catherine-Est.  
O. CHAMPAGNE,  
639, Notre-Dame-Est.  
Le procureur des requérants,  
J.-E. LACHAPPELLE, N. P.

1253 Sainte-Catherine-Est, Montréal. 521-5-4

Avis est par les présentes donné au public que Arsène Bonnier, entrepreneur de pompes funèbres, de Montréal; Alfred Bonnier, entrepreneur de pompes funèbres, de Verdun; Ernest Bonnier, agent, de Montréal; Henri Allard, épicière, de Verdun, et Hormisdas Corbeil, bourgeois, de Verdun, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, après que le présent avis aura été publié pendant quatre semaines consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*, pour obtenir des lettres patentes les constituant en corporation, en vertu de la loi des assurances de Québec, sous le nom de "Bonnier Frères, assurance funéraire, limitée", avec un capital autorisé de cent cinquante mille piastres divisé en quinze cents actions de cent piastres chacune.

otherwise, from any person, firm or company, any business similar to that of the company, as a going concern or otherwise, and to pay for same in cash or in bonds or in paid up shares of the company; to buy and hold shares in any other funeral insurance company; to amalgamate or enter into partnership with any other society or company carrying on a funeral insurance business, to make and enter into agreements respecting joint and reciprocal risks and any other business and transaction of the company;

To distribute to the shareholders of the company, shares, debentures, securities or property belonging to the company or, with the approval of the shareholders, to distribute to them paid up and non-assessable shares as the consideration for work done or services rendered; to remunerate any other person or company for services rendered or to be rendered in or about the subscription of a any number whatever of shares in the capital stock of the company, debentures or other securities of said company, or in or about its formation, organization or the conduct of its business;

To issue debentures secured by the moveable or immoveable property of the company, which it now owns or may own in the future; to make, accept, endorse and issue bills payable, bills of exchange, cheques, warrants and other negotiable instruments;

Generally to do all acts and exercise all powers granted by the laws governing insurance companies in the Province of Quebec.

The principal place of business of the proposed company will be at Montreal, in the district of Montreal.

In testimony whereof we have signed these presents at Montreal, this twenty sixth day of the month of January, one thousand nine hundred and seventeen.

EUG. DESMARAIS,  
19 Notre Dame West.  
H.-F. LAUZON,  
9 Champagne.  
W. MONETTE,  
846 Notre Dame West.  
S.-J. GRANGER,  
1397 Sainte Catherine East.  
M. LEFILS,  
67 Dufresne.  
J.-E. LACHAPPELLE, N. P.  
1253 Sainte Catherine East.  
O. CHAMPAGNE,  
639 Notre Dame East.  
J.-E. LACHAPPELLE, N. P.  
Attorney for applicants.

1253 Sainte Catherine East, Montreal. 522-5-4

Public notice is hereby given that Arsène Bonnier, funeral undertaker, of Montreal; Alfred Bonnier, funeral undertaker, of Verdun; Ernest Bonnier, agent, of Montreal; Henri Allard, grocer, of Verdun, and Hormisdas Corbeil, gentleman, of Verdun, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette* during four consecutive weeks, for letters patent to constitute them under the Quebec Insurance Act, a body politic and corporate, under the name of "Bonnier Frères, assurance funéraire, limitée" with an authorized capital stock of one hundred and fifty thousand dollars, divided into one thousand five hundred shares of one hundred dollars each.

Que les objets pour lesquels cette constitution en corporation va être demandée, sont les suivants:

Faire tous les divers contrats et opérations de l'assurance et de la réassurance funéraire; faire et exécuter des polices, contrats, conventions ou engagements écrits ou imprimés, en tout ou en partie, suivant les exigences de chaque cas; et généralement exécuter toutes les matières et choses relatives à ses fins et propres à les atteindre, pourvu qu'avant le commencement de ses opérations, la compagnie se conforme, au sujet du dépôt et au permis, et en tous points, à la loi des assurances de Québec;

Faire affaire comme entrepreneurs généraux de pompes funèbres et comme manufacturiers de fournitures relatives à l'entreprise de pompes funèbres;

Acquérir le fonds de commerce et la clientèle actuellement exploitée par "Bonnie Frères", entrepreneurs de pompes funèbres, en la cité de Montréal, ainsi que tous les biens meubles et immeubles appartenant à cette dite compagnie; en effectuer le paiement par des actions acquittées de ladite compagnie devant être incorporée;

Assumer toutes les obligations, et spécialement acheter ou autrement acquérir par bail, échange ou autre titre légal, et posséder toutes les propriétés immobilières et mobilières qui peuvent être nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation, et payer telle acquisition ou détention, en argent, en obligations, ou en actions acquittées de ladite compagnie; vendre, échanger, louer toutes ou partie des propriétés mobilières ou immobilières susdites, pour toute considération jugée convenable;

Construire, entreprendre et exploiter sur tout terrain acquis ou possédé par la compagnie des bâtisses ou dépendances pouvant être nécessaires à la mise en opération des entreprises et du commerce de la compagnie;

Acquérir, par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie, un commerce semblable à celui de la compagnie, comme commerce en opération ou autrement, et le payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie; acheter et détenir des actions de toute autre compagnie d'assurance funéraire; se fusionner ou s'associer avec toute autre société ou compagnie faisant le commerce de l'assurance funéraire, pour conclure et faire des conventions concernant les risques conjoints et réciproques et toute autre affaire et transaction de cette compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie des actions, obligations (débitures), valeurs ou propriétés appartenant à la compagnie ou, avec l'approbation des actionnaires, leur distribuer des actions acquittées non assujetties à appel, en considération des travaux faits ou des services rendus; rémunérer toute autre personne ou toute compagnie pour les services rendus, dans le passé ou dans l'avenir, relativement à la souscription d'un nombre quelconque de parts dans le capital-actions de la compagnie, de "débitures" ou d'autres valeurs de la compagnie, à l'occasion de sa formation, de son organisation ou de la gestion de ses affaires;

Émettre des obligations et "débitures" garanties par les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, qu'elle possède actuellement ou qu'elle possèdera dans l'avenir; faire, accepter, endosser et émettre des billets à ordre, lettre de change, chèques, mandats et autres effets négociables;

Généralement faire tous les actes et exercer

The purposes for which incorporation is sought are:

To issue funeral insurance and re-insurance contracts and to transact the business of funeral insurance and re-insurance; to issue and carry out policies, contracts, agreements or engagements, written or printed, in whole or in part, according to the exigencies of each particular case; and generally to execute all acts and things incidental to its purposes and conducive to the attainment of same, provided that before commencing operations, the company shall comply with the provisions of the Quebec Insurance Act, with regards to deposit, license and all other exigencies.

To carry on a general funeral undertaking business and the manufacture of funeral undertakers' supplies;

To acquire the stock in trade and goodwill of the business now carried on as a going concern by Bonnie Frères, funeral undertakers, in the city of Montreal, together with the moveable and immoveable property belonging to said company; and to pay for same in paid up shares of said company now seeking incorporation;

To take over all liabilities and especially to buy or otherwise acquire by lease, exchange or other legal title, and to own all moveable and immoveable property which may be necessary for the objects for which this company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash, bonds or paid up shares of said company; to sell, exchange, lease the whole or part of the aforesaid moveable or immoveable property for such consideration as may be deemed fit;

To construct, undertake and exploit on any land acquired or held by the company, buildings or dependencies deemed necessary for the carrying on of the undertaking and business of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any person, firm or company any business similar to that of the company, as a going concern or otherwise, and to pay for same in cash or in bonds or in paid up shares of the company; to buy and hold shares in any other funeral insurance company; to amalgamate or enter into partnership with any other society or company carrying on a funeral insurance business, to make and enter into agreements respecting joint and reciprocal risks and any other business and transaction of the company;

To distribute to the shareholders of the company shares, debentures, securities or property belonging to the company, or with the approval of the shareholders, to distribute to them paid up and non-assessable shares as the consideration for work done or services rendered; to remunerate any other person or company for services rendered or to be rendered in or about the subscription of a any number whatever of shares in the capital stock of the company, debentures or other securities of said company or in or about its formation, organization or the conduct of its business;

To issue bonds and debentures secured by the moveable or immoveable property of the company, which it now owns or may own in the future; to make, accept, endorse and issue bills payable, bills of exchange, cheques, warrants and other negotiable instruments;

Generally to do all acts and exercise all powers

tous les pouvoirs qui sont conformes aux lois concernant les compagnies d'assurance de la province de Québec.

Le principal bureau d'affaires de la compagnie projetée sera à Montréal, dans le district de Montréal.

En foi de quoi nous avons signé à Montréal, ce dix-huitième jour du mois de janvier mil neuf cent dix-sept.

ARSENE BONNIER,  
2260 Jacques-Hertel, Montréal.  
ALFRED BONNIER,  
1246 Wellington, Verdun.  
ERNEST BONNIER,  
2260 Jacques-Hertel, Montréal.  
H. ALLARD,  
1143 Gertrude, Verdun.  
H. CORBEIL,  
1250 Wellington, Verdun.

Le procureur des requérants,  
J.-E. LACHAPPELLE, N. P.  
1253 Sainte-Catherine-Est,  
Montréal.

405-4-4

granted by the laws governing insurance companies in the Province of Québec.

The principal place of business of the proposed company will be at Montreal, in the district of Montreal.

In testimony whereof we have signed these presents at Montreal, this eighteenth day of the month of January, one thousand nine hundred and seventeen.

ARSENE BONNIER,  
2260 Jacques Hertel, Montreal.  
ALFRED BONNIER,  
1246 Wellington, Verdun.  
ERNEST BONNIER,  
2260 Jacques Hertel, Montreal  
H. ALLARD,  
1143 Gertrude, Verdun.  
H. CORBEIL,  
1250 Wellington, Verdun.

J.-E. LACHAPPELLE, N. P.,  
Attorney for petitioners.  
1253 Sainte Catherine East, Montreal. 406-4-4

## Département de l'instruction publique

## Department of Public Instruction

260-16.

Québec, 12 février 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, le territoire suivant dont les limites sont les suivantes:

Borné vers le nord par les limites nord de la ville de Lachine, vers l'est par la ligne limitative qui sépare le lot No. 753 du lot No 752, aux plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Lachine, vers le sud par le centre de l'Avenue Saint-Antoine, vers l'ouest par la ligne séparative des lots Nos 759 et 293 auxdits plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Lachine, ledit territoire comprenant en leur entier les lots numéros originaux 752 et 759 auxdits plan et livre de renvoi officiels et de les annexer à celle de Très Saint-Sacrement, même comté. 791-7-2

1187-16.

Québec, 14 février 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Martinville, dans le comté de Compton, les lots suivants du canton Clifton, savoir: Nos 18 à 27 inclus des rangs 9 et 10 et 11 et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "St. Martin, village", l'autre partie devant à l'avenir être désignée sous le nom de Saint-Martin, paroisse. 793-7-2

2054-16.

Québec, 14 février 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'annexer à la municipalité de Grand-Remou, dans le comté d'Ottawa, les lots Nos 15 à 24 inclus du rang I, canton Lytton, et 1 à 24 inclus du rang II, même canton. Ces lots n'appartiennent à aucune municipalité scolaire. 795-7-2

260-16.

Quebec, 12th February, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, the territory hereunder described the limits of which are:

Bounded on the north by the north limit of the town of Lachine, on the east by the division line between lot No. 753 and lot No. 752, of the official plan and book of reference of the town of Lachine, on the south by the middle line of Saint Antoine Avenue, on the west by the division line between lots Nos. 759 and 293 of the official plan and book of reference for the town of Lachine, the said territory being made up of the whole of the lots original numbers 752 and 759 on said official plan and book of reference, and to annex same to that of Très Saint-Sacrement, same county. 792-7-2

1187-16.

Québec, 14th February, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Martinville, in the county of Compton, the following lots of the township of Clifton, to wit: Nos. 18 to 27, both exclusive, of ranges 9, 10 and 11 and to erect all that territory into a distinct school municipality under the name of St. Martin village, the remaining part to be known in future under the name of Saint Martin, parish. 794-7-2

2054-16.

Quebec, 14th February, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to annex to the municipality of Grand-Remou, in the county of Ottawa, the lots Nos. 15 to 24, both inclusive, of range I, township of Lytton, and 1 to 24 inclusive of range 11, same township. These lots form no part of any school municipality. 796-7-2

2870-16.

Québec, 14 février 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Flore, dans le comté de Saint-Maurice, les lots Nos 72 à 83 inclusivement, part de Nos 144 sur une largeur de 8 arpents, partie sud-est des Nos 143 142 et 141 sur une largeur de 10 arpents, partie des Nos. 133, 134, 135 et 136 depuis le cordon du rang Saint-Olivier, jusqu'à la rivière Grand'Mère, partie des lots Nos. 137, 138, 139, 140, à partir du cordon du rang Saint-Olivier jusqu'aux limites de la ville de Grand'Mère, tous du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, et de les annexer à celle de Grand'Mère, dans le comté de Champlain.

797-7-2

2870-16.

Quebec, 14th February, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Sainte Flore, in the county of Saint Maurice, the lots Nos. 72 to 83, inclusively, part of Nos. 144, 8 arpents wide, the southeast part of lots Nos. 143, 142 and 141 10 arpents wide part of Nos. 133 134 135 and 136 from the range line of Saint Olivier's range to Grande Mère river, part of lots Nos. 137, 138, 139, 140, from the range line of Saint Olivier's range, to the limits of the town of Grand'Mère, all of the official cadastre of the parish of Sainte Flore and to annex same to that of Grand'Mère, in the county of Champlain.

798-7-2

1346-16.

Québec, 14 février 1917.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Pontmain, dans le comté de Labelle, les lots Nos 14 à 23 rang 1, canton Wabasse

2 à 23 " 2, " " " et de les annexer à celle de Notre-Dame-du-Laus, dans le même comté.

799-7-2

1346-16.

Quebec, 14th February, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Notre Dame de Pontmain, in the county of Labelle, the Nos.

14 to 23, range 1, Wabasse township,  
2 to 23, " 2, " " "  
2 to 23, " 3, " " "  
1 to 23, " 4, " " " and to annex same to that of Notre Dame du Laus, in the same county.

800-7-2

3452-16

Québec, 12 janvier 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu deux requêtes demandant de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Est les lots Nos 1, 2, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 5 et 6, du 4ème rang du canton de Templeton; 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 2c, 3a, 3b, 4a, 4b, 5a, 5b, 6, 7a, et 7b du 5ème rang, même canton; 1a, 1b, 1c et 1d, du 6ème rang, même canton; 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 3a, 3b, 3c, 3d, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 4f, 4g, 4h, 4i, 4j, du 2ème rang, même canton; 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c, du 3ème rang du dit canton Templeton, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de l'Ange-Gardien, comté de Labelle.

641-6-2

3452-16

Quebec, 12th January, 1917.

Notice is hereby given by the superintendent that two applications are made to detach from the school municipality of Templeton-East lots Nos 1, 2, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 5 and 6, of the 4th range of Templeton township; 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 2c, 3a, 3b, 4a, 5a, 4b, 5b, 6, 7a and 7b of the 5th range, same township; 1a, 1b, 1c and 1d, of the 6th range, same township; 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 3a, 3b, 3c, 3d, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 4f, 4g, 4h, 4i, 4j, of the 2nd range, same township; 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c, of the 3rd range of said Templeton township, and to annex all the above territory to the school municipality of l'Ange-Gardien, county of Labelle.

642-6-2

### Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 4028. Dame Lena Lipsey, de la cité et du district de Montréal, épouse de Samuel Arnovitz, agent, du même lieu, dûment autoriser à ester en justice, demanderesse; vs ledit Samuel Arnovitz, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huit février 1917.

Le procureur de la demanderesse,  
ISIDORE BALLON,  
83 Craig-Ouest, Montréal. 713-7-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1231. Dame Riva-Leah Eliasewitz, de la cité et du district de Montréal, épouse de Abraham-Isaac Fineberg, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Abraham Isaac Fineberg, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 19 janvier 1917.

Le procureur de la demanderesse,  
S. ELIASOPH,  
623-5-5

### Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, superior court. No. 4028. Dame Lena Lipsey, of the city and district of Montreal, wife of Samuel Arnovitz, agent, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Samuel Arnovitz, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the said defendant, on February 8th, 1917.

ISIDORE BALLON,  
Attorney for plaintiff.  
83 Craig West, Montreal. 714-7-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1231. Dame Riva-Leah Eliasewitz, of the city and district of Montreal, wife of Abraham-Isaac Fineberg, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Abraham-Isaac Fineberg, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on 19th January, 1917.

S. ELIASOPH,  
Attorney for Plaintiff,  
624-6-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2115. Dame Mary Lebit, des cité et district de Montréal, épouse de Georges Cronney, ci-devant épiciier et maintenant commis, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Georges Cronney, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29 janvier 1917.

L'avocat de la demanderesse,  
A. FORTIN.

Anthime Fortin, avocat,  
97 Saint-Jacques.  
Montréal, 1er février 1917. 809—7-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2115. Dame Mary Lebit, of the city and district of Montreal, wife of Georges Cronney, heretofore grocer and now clerk, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Georges Cronney, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 29th January, 1917.

A. FORTIN,  
Attorney for Plaintiff.

Anthime Fortin, advocate,  
97 Saint Jacques.  
Montreal, 1st February, 1917. 810—7-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4414. Dame Florina Saint-Louis, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Henri Bohémier, agent, du même lieu; vs le dit Henri Bohémier, défendeur.

La demanderesse dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens le 20 novembre 1916.

Les procureurs de la demanderesse,  
LEONARD & GALLAGHER,

Montréal, 20 novembre 1916. 631—6-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4414. Dame Florina Saint-Louis, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Henri Bohémier, agent, of the same place, plaintiff; vs the said Henri Bohémier, defendant.

The plaintiff duly authorized to ester en justice, has instituted an action for separation as to property on the 20th November, 1916.

LEONARD & GALLAGHER,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th November, 1916. 632—6-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1167. Dame Delvina Banville, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-François-Hormisdas Lauzon, mécanicien, ci-devant du même lieu, et maintenant en lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph-François-Hormisdas Lauzon, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 31 janvier 1917.

Les procureurs de la demanderesse,  
H. PELLETIER & CLOUTIER.

Montréal, 7 février 1917. 663—6-5

Canada, province of Quebec, district of Montreal, No. 1167, Superior Court. Dame Delvina Banville, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph-François-Hormisdas Lauzon, heretofore of the same place, now of unknown places, machinist, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Joseph-François-Hormisdas Lauzon, defendant.

An action for separation as to bed and board has been taken in this cause, on the 31st day of January, 1917.

H. PELLETIER & CLOUTIER,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th February, 1917. 664—6-5

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, No 803, Cour supérieure. Dame Léa Robin, épouse commune en biens de J.-Hector Duguay, marchand-tailleur, de la ville de Terrebonne, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit J.-Hector Duguay, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le quinzième jour de janvier mil neuf cent dix-sept.

Le procureur de la demanderesse,  
EMILE-L. SASSEVILLE,

Sainte-Scholastique, ce 16 janvier 1917.  
371—4-5

Canada, province of Quebec, district of Terrebonne, No. 803, Superior Court. Mrs Léa Robin, wife common as to property of J.-Hector Duguay, tailor and merchant, of Terrebonne, said district, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said J.-Hector Duguay, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fifteenth day of January, nineteen hundred and seventeen.

EMILE-L. SASSEVILLE,  
Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, 16th January, 1917.  
372—4-5

Dame Philomène Cloutier, des cité et district de Montréal, épouse de Maxime Trottier, entrepreneur, du même lieu, a institué, ce cinquième jour de janvier 1917, une action en séparation de biens contre Maxime Trottier.

Montréal, 5 janvier 1917. 373—4-5

Mrs. Philomène Cloutier, of the city and district of Montreal, wife of Maxime Trottier, builder, of the same place, has instituted, the 5th day of January, 1917, an action for separation as to property against Maxime Trottier.

Montreal, 5th January, 1917. 374—4-5

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska, No 435, cour supérieure. Dame Carry Dion, épouse commune en biens de Edmond Lemaire, marchand-tailleur, tous deux de la ville de Drummondville, district d'Arthabaska, demanderesse; vs le dit Edmond Lemaire, défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été intentée dans la présente cause.

Daté à Arthabaska, ce 28 décembre 1916.

Les procureurs de la demanderesse;  
GARCEAU & RINGUET.

307—4-5

Canada, Province of Quebec, District of Arthabaska, No. 435, Superior Court. Dame Carry Dion, wife of Edmond Lemaire, tailor, of the town of Drummondville, district of Arthabaska, plaintiff; vs the said Edmond Lemaire, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 28th day of December, 1916.

Arthabaska, 28th December, 1916.  
GARCEAU & RINGUET,  
Attorneys for Plaintiff.

398—4-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2836. Dame Rosa Landry, de la cité d'Outremont, épouse de Auguste Chevalier, négociant, de ladite cité d'Outremont, dans le district de Montréal, a institué une action en séparation de biens contre son époux, ledit Auguste Chevalier, le 20 novembre 1916.

Le procureur de la demanderesse,

Montréal, 7 février 1917. L.-A. RIVET.  
699—6-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2836. Dame Rosa Landry, of the city of Outremont, wife of Auguste Chevalier, trader, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her husband, the said Auguste Chevalier, on the twentieth day of November, 1916.

L.-A. RIVET,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 7th February, 1917. 700—6-5

### Assemblée

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie du chemin de fer Shefford, Bagot & Missisquoi aura lieu lundi, le 26 février 1917, à une heure p. m., à l'hôtel Windsor, en la cité de Granby, Québec, pour procéder à l'élection des directeurs et considérer d'autres affaires.

Le secrétaire.

Granby, 5 février 1917. W.-S. BULLOCK.  
715—7-2

The annual general meeting of shareholders of Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Company will be held on Monday, 26th February, 1917, at one o'clock, p. m., at Windsor Hotel, city of Granby, Quebec, for election of directors and other business.

W.-S. BULLOCK,  
Secretary.

Granby, 5th February, 1917. 716—7-2

### Meeting

### Compagnies autorisées à faire des affaires

La Compagnie "Ohio Iron and Metal Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John-M. Zehner, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

Québec, 7 février 1917. C.-J. SIMARD.  
727

### Companies authorized to do business

The Company "Ohio Iron and Metal Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John-M. Zehner, of Montreal.

C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 7th February, 1917. 728

La Compagnie "Fellows Medical Manufacturing Company, inc." a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Lawrence Davis, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

Québec, 7 février 1917. C.-J. SIMARD.  
729

The Company "Fellows Medical Manufacturing Company, inc." has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Lawrence Davis, of Montreal.

C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 7th February, 1917. 730

## Compagnie, bureau chef

## Company, head office

Province de Québec, district de Québec. La compagnie Langlois & Paradis, limitée, donne avis que son bureau et domicile légal est situé au No 19 de la rue Saint-Jacques, dans la cité de Québec, où est le principal siège de ses affaires.

753

Le secrétaire,  
C.-A. LANGLOIS.

Province of Quebec, district of Quebec. Notice is hereby given by the Company "Langlois & Paradis, limitée", that its head office and legal domicile is situated at No. 19 Saint James street, in the city of Quebec.

754

C.-A. LANGLOIS,  
Secretary.

## Faillite

## Bankruptcy

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. Dans l'affaire de Sibley & Huot (couvreurs), Montréal, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un bordereau de dividende amendé et final a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au 26 février 1917; après laquelle date, le dividende sera payable à mon bureau.

Le curateur,  
C.-W. BAKER.

Bureau de Baker, Geraghty & Cie,  
232 rue Saint-Jacques, Montréal. 717

Province of Quebec, district of Montreal, superior court. In the matter of Sibley & Huot (roofers), Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that an amended and final divided sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 26th day of February, 1917, after which date the dividend will be payable at my office.

C.-W. BAKER,  
Curator.

Office of Baker, Geraghty & Co.,  
232 Saint James street, Montreal. 718

## District d'Arthabaska.

## District of Arthabaska.

Dans l'affaire de Nap. Mercier, marchand général, Sainte-Julie, station, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 24 février 1917.

Ce dividende sera payable à notre bureau, le ou après le 26 février 1917.

Les curateurs conjoints,  
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,  
Québec, 8 février 1917. 723

In the matter of Nap. Mercier, general merchant, Sainte Julie Station, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 24th of February, 1917.

This dividend will be payable at our office, on or after the 26th of February, 1917.

BEDARD & BELANGER,  
Joint curators.

Office: 101 Saint Peter street.  
Quebec, 8th February, 1917. 724

## District de Québec.

## District of Quebec.

Dans l'affaire de Alphonse Grenier, entrepreneur-menusier, Québec, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 28 février 1917.

Ce dividende sera payable à notre bureau, le ou après le 1er mars 1917.

Les curateurs conjoints,  
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,  
Québec, 10 février 1917. 725

In the matter of Alphonse Grenier, joiner, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 28th of February, 1917.

This dividend will be payable at our office, on or after the 1st of March, 1917.

BEDARD & BELANGER,  
Joint curators.

Office: 101 Saint Peter street.  
Quebec, 10th February, 1917. 726

Re: R. Lambert, de Notre-Dame-des-Anges, Qué., marchand, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour le district de Québec, en date du 12 février 1917, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens du dit insolvable.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations, dûment assermentées, dans les trente jours de cette date.

Les curateurs-conjoints,  
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureau: 147 Côte de la Montagne,  
(édifice Bossé), Québec.  
Québec, 12 février 1917. 747

Re: R. Lambert, of Notre-Dame-des-Anges, Que., merchant, insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the superior court for the district of Quebec, dated 12th February, 1917, the undersigned have been appointed joint curators to the assets of the above estate.

The creditors of the said insolvent are requested to file their claims, duly sworn to, within thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,  
Joint Curators.

Offices: 147 Mountain Hill,  
(Bossé building), Québec.  
Québec, 12th February, 1917. 748

Province de Québec, district de Beauharnois, cour supérieure. *In re*: Succession vacante Edouard McGowan, insolvable, Sainte-Martine, Qué.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 15 mars 1917, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

Le curateur,  
VINCENT LAMARRE.

Bureau : 820, édifice "Power".  
Montréal, 13 février 1917. 759—7-2

Province of Quebec, district of Beauharnois. Superior Court. *In re*: Vacant estate Edward McGowan, insolvent, Sainte Martine, Que.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 15th March, 1917, after which date dividends will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,  
Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.  
Montreal, 13th February, 1917. 760—7-2

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *In re*: Mde A. St. Vincent (Beaudry & Frère), 101 Beaubien E. Montréal, insolvable.

Avis est donné par la présente que le 8ième jour de février, 1917, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers de ladite insolvable sont requis de filer leurs réclamations à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal, sous trente jours du présent, avis s'ils ne l'ont déjà fait.

Le curateur,  
VINCENT LAMARRE,

Bureaux : 820 édifice "Power".  
Montréal, 12 février 1917. 763

Province of Quebec, district of Montreal, superior court. *In re*: Mrs. A. St. Vincent (Beaudry & Frère), 101 Beaubien st. E. Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 8th day of February, 1917, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of the court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claims at my office, 83 Craig street West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,  
Curator.

Office: 820 "Power" bldg.  
Montreal, 12th February, 1917. 764

Roberval, cour supérieure. Dans l'affaire de J.-Arthur Guérin, marchand, de Saint-Jérôme, failli.

Ledit J.-Arthur Guérin ayant fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 10 novembre 1916, avis est par les présentes donné à ses créanciers d'être présents au bureau du protonotaire pour le district de Roberval, à Roberval, le 27 février 1917, à dix heures du matin, pour donner leur avis sur la nomination d'un curateur et des inspecteurs.

Le gardien provisoire,  
C.-A. SYLVESTRE,

767

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *In re*: Joseph Martel, Montréal, insolvable.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, rendu le 13 février 1917, nous avons été nommés curateurs aux biens dudit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette faillite, sont requises de les produire devant nous, dans les 30 jours de cette date.

Les curateurs,  
GEORGE DUCLOS,  
LOUIS-H. DUCLOS,

Bureau de Duclos & Duclos, liquidateurs 90 Saint-Jacques, Montreal.  
Montréal, 13 février 1917. 771

Roberval, superior court. In the matter of J.-Arthur Guerin, merchant, of Saint Jérôme, insolvent.

The said J.-Arthur Guerin having made an assignment of his property for the benefit of his creditors, on the 10th November, 1916, notice is hereby given to the creditors to be present at the office of the protonotary for the district of Roberval, at Roberval, on the 27th February, 1917, at ten o'clock in the forenoon, to give their advice respecting the appointment of a curator and inspectors.

C.-A. SYLVESTRE,  
Provisional guardian.

768

Province of Quebec, district of Montreal, superior court. *In re*: Joseph Martel, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the superior court, dated the 13th February, 1917, we have been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate, are requested to file them with us within 30 days from this date.

GEORGE DUCLOS,  
LOUIS-H. DUCLOS,  
Curators.

Office of Duclos & Duclos, liquidators, 90 Saint James street, Montreal.  
Montreal, 13th February, 1917. 772

District d'Arthabaska. Dans l'affaire de Ludger Labbé, commerçant, Bulstrode station, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date de ce jour, nous avons été nommés curateurs-conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

Les curateurs-conjoints,  
BEDARD & BELANGER.

Bureau : 101 rue Saint-Pierre.  
Québec, le 12 février 1917. 773

District of Arthabaska. In the matter of Ludger Labbé, trader, Bulstrode Station, insolvent.

Notice is hereby given that according to an order of the court, dated this day, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,  
Joint curators.

Office: 101 Saint Peter street,  
Quebec, 12th February, 1917. 774

Province de Québec, district de Saint-François, cour supérieure. *In re*: Joseph Lauzon, Chartierville, Qué., insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 3 mars, 1917, après laquelle date les dividendes seront payables, à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

Le curateur,

VINCENT LAMARRE.

Bureaux: 820 édifice "Power",  
Montréal, 13 février 1917.

761

Province of Quebec, district of Saint Francis, superior court. *In re*: Joseph Lauzon, Chartierville, Que., insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 3rd March, 1917, after which date dividends will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office: 820 "Power bldg.

Montreal, 13th February, 1917.

762

Province de Québec, district de Montcalm, cour supérieure. *Re*: J.-E. Morauville, Nominin-gue, Qué., failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier dividende sera payable au bureau de Chartrand & Turgeon, 55 Saint-François-Xavier, Montréal, le ou après le 5 mars 1917.

Les contestations devront m'être produites avant cette date.

Le curateur,

P.-L. TURGEON,

Bureau de Chartrand & Turgeon,

55 Saint-François-Xavier, Montréal. 775

Province of Quebec, district of Montcalm, superior court. *Re*: J.-E. Morauville, Nominin-gue, Que., insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend will be payable at the office of Chartrand and Turgeon 55 Saint François Xavier street, Montreal, on or after the 5th of March, 1917.

Contestations must be filed with me before that date.

P.-L. TURGEON,

Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,

55 Saint François Xavier, Montreal. 776

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 29. *In re*: B. Damiens & J.-H. David, Montréal, faillies.

Avis est donné que le 8 février 1917, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession des sus-nommés qui ont fait cession judiciaire de tous leurs biens et effets au bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, assermentées doivent être produites à notre bureau, sous un mois de cette date.

Les curateurs,

F.-R. VINET,

P.-H. DUFRESNE,

Bâtisse Banque Nationale,  
99 rue Saint-Jacques.

Montréal, 17 février 1917.

803

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 29. *In re*: B. Damiens & J.-H. David, Montreal, insolvents.

Notice is hereby given that on the 8th February, 1917, by order of the Court, we were appointed curators to the estate of the above named who have made a judicial abandonment of their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed at our office, within one month.

F.-R. VINET,

P.-H. DUFRESNE,

Curators.

Banque Nationale Building,  
99 Saint James street.

Montreal, 17th February, 1917.

804

Province de Québec, district de Saint-François, cour supérieure. *In re*: Robert Price, Sherbrooke, Qué., insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 1er mars 1917, après laquelle date les dividendes seront payables à notre bureau.

Les curateurs,

ALLAIRE & LEBLANC.

Bureau de Allaire & Leblanc,

No 87 rue Wellington.

Sherbrooke, Qué., 12 février, 1917.

807

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court. *In re*: Robert Price, Sherbrooke, Que., insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objections until the 1st day of March, 1917, after which date dividends will be payable at our office.

ALLAIRE & LEBLANC,

Curators.

Office of Allaire & Leblanc,

No. 87, Wellington street.

Sherbrooke, Que., 12th February, 1917. 808

## Liquidation

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 27. *In re*: "Bariteau Café, Ltd", en liquidation.

Avis est par les présentes donné que le soussigné a été nommé liquidateur de la compagnie (en liquidation), par jugement du 10ième jour de février 1917.

Les créanciers de la compagnie (en liquidation) et toutes personnes ayant des réclamations contre elle devront produire leurs réclamations, attestées

## Winding up

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 27. *In re*: Bariteau Café, Ltd, in liquidation.

Notice is hereby given that on the tenth of February, 1917, by an order of the court, the undersigned was appointed liquidator to the above company (in liquidation).

All persons having claims against the above company (in liquidation) must file their claims, duly-attested under oath, with me, at his office,

sous serment entre les mains du liquidateur, à son bureau, au No 90 de la rue Saint-Jacques, à Montréal, le ou avant le 14ième jour de mars prochain (1917).

Le liquidateur,  
**GEORGE DUCLOS,**  
 Bureau de Duclos & Duclos,  
 Liquidateurs,  
 90 Saint-Jacques, Montréal.  
 Montréal, 12 février 1917. 769

No. 90 Saint James street, at Montreal, on or before the 14th day of March, 1917.

**GEORGE DUCLOS,**  
 Liquidator.  
 Office of Duclos & Duclos,  
 Liquidators,  
 90, Saint James street, Montreal.  
 Montreal, 12th February, 1917. 770

**LA SOCIÉTÉ BIENVEILLANTE ST-ROCH  
 EN LIQUIDATION**

Je donne avis que j'ai été nommé liquidateur de La Société Bienveillante St-Roch. Toutes personnes ayant des réclamations à faire valoir contre cette société, à quelque titre que ce soit, sont priées de les produire au bureau du soussigné le ou avant le quinze mars prochain, et toutes personnes endettées envers ladite société sont priées de payer au soussigné dans le même délai.

**P.-E.-EMILE BELANGER,**  
 de Labrègue, Bélanger & Labrègue,  
 Notaires,  
 18 rue Buade.  
 Québec, 12 février 1917. 765

**"LA SOCIÉTÉ BIENVEILLANTE ST-ROCH"  
 IN LIQUIDATION**

I hereby give notice that I was appointed liquidator of "La Société Bienveillante St-Roch". All parties having claims to produce against said society, under any title whatever, are requested to file same at the office of the undersigned on or before the fifteenth day of March next. And all parties indebted against said society are requested to pay off their debts to the undersigned within the same delay.

**P.-E.-EMILE BELANGER,**  
 Of Labrègue, Bélanger & Labrègue,  
 Notaries,  
 18 Buade street.  
 Quebec, 12th February, 1917. 766

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 30. *In re*: "The Belair Tank & Tower Company, limited", en liquidation; et Oscar Beauchamp, liquidateur.

Avis est par les présentes donné que M. Oscar Beauchamp, comptable, à Montréal, a été nommé liquidateur de la compagnie en liquidation par jugement du 6ième jour de février courant (1917).

Les créanciers de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des réclamations contre elle, devront produire leurs réclamations, attestées sous serment, entre les mains du liquidateur, à son bureau, dans l'édifice "La Presse", chambre No 15, 51 rue Saint-Jacques, à Montréal, le ou avant le 14ième jour de mars prochain (1917).

Le liquidateur,  
**OSCAR BEAUCHAMP.**  
 Montréal, 13 février 1917. 805

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 30. *In re*: The Belair Tank & Tower Company, limited, in liquidation; and Oscar Beauchamp, liquidator.

Notice is hereby given by the present that Mr. Oscar Beauchamp, accountant has been appointed liquidator of the said company in liquidation by judgment rendered the 6th day of February, 1917.

Creditors of said company in liquidation and claims against it, will have to produce their claims, sworn, in the hands of the liquidator, at his office, room 15, "La Presse" building, 51 Saint James street, at Montreal on or before the 14th day of March next (1917).

**OSCAR BEAUCHAMP,**  
 Liquidator.  
 Montreal, 13th February, 1917. 806

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, cour supérieure, No 4085. *In re*: Battle Island Paper Company, en liquidation.

Avis est par les présentes donné par John-Edward Houseman et Georges St-Pierre, de Chicoutimi, les liquidateurs-conjoints nommés en cette affaire, qu'il a été déposé entre leurs mains copie d'un acte de vente passé devant Ray, Belleau, notaire, de Chicoutimi, le 20 janvier 1917, No 7972 de ses minutes, pour les biens et droits ci-après décrits appartenant à la dite compagnie en liquidation, cette vente faite par les liquidateurs susnommés à M. Lévi S. Chapman, avocat, de Syracuse, dans l'état de New-York, et les biens mentionnés dans cet acte de vente étant décrits comme suit, savoir:

1. Tous droits, titre et intérêt de la Battle Island Paper Company, dans un certain lot de terre faisant partie du lot cent quatre-vingt-dix-huit (198), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Alphonse, borné en front par la Baie des Ha! Ha!, en arrière par une ligne droite tirée à l'embouchure du ruisseau le plus proche jusqu'à la limite du lot No 197 du dit cadastre; en joignant au nord le dit ruisseau et au sud la ligne de séparation des lots Nos 198 et 199, les dits terrains n'ayant pas plus que vingt-cinq chaînes de profondeur—avec tous bâtiments, appareils et accessoires sur ladite propriété;

Canada, province of Quebec, district of Chicoutimi, superior Court, No. 4095. *In re*: Battle Island Paper Company, In liquidation.

Notice is hereby given by John Edward Houseman and Georges St-Pierre, the joint liquidators appointed in the above matter that there has been lodged with them a copy of a deed of sale passed before Ray Belleau, notary, of Chicoutimi, on the 20th January, 1917, No. 7972 of his minutes, of the hereinafter described property and rights belonging to said company in liquidation, said sale being made by the aforesaid liquidators to Mr. Lévi-S. Chapman, advocate, of Syracuse, in the State of New York, and the property mentioned in said deed of sale being described as follows, to wit:

1. All the rights, title and interest of Battle Island Paper Company in that certain lot of land forming part of lot one hundred and ninety eight (198) of the official plan and book of reference for the parish of Saint Alphonse bounded in front by Ha! Ha! Bay, in depth by a straight line drawn at the head of the nearest brook to the line of lot No. 197 of said cadastre; joining by the north said brook and to the south by the line that divides lots Nos 198 and 199, said lands not having more than twenty five chains in depth— together with all buildings, fixtures and accessories upon the said property;

2. 50 mille carrés, plus ou moins, de concessions détenues sous permis du gouvernement de la province de Québec, et décrits comme étant la concession No 2, du canton Otis, comté de Chicoutimi, sauf et excepté les lots de la dite concession dûment distraits aux termes du dit permis;

21 ½ milles carrés, plus ou moins, de concessions forestières détenues sous permis du gouvernement de la province de Québec, et décrits comme étant la concession No 1, Canton Otis, à déduire les lots exceptés aux termes du dit permis;

50 milles carrés, plus ou moins, de concessions forestières détenues sous permis du gouvernement de la province de Québec et désignés comme étant la limite No 2 de la Rivière-à-Mars;

50 milles, plus ou moins, de concessions forestières détenues sous permis du gouvernement de la Province de Québec, et décrit comme étant la limite No. 2, de la Rivière-à-Mars.

Moins, cependant, et à distraire des deux dites concessions en dernier lieu mentionnées une certaine étendue de terre mesurant 25,600 acres en superficie, plus ou moins, formant la partie sud des concessions Nos 1 et 2 de la rivière à Mars, laquelle dite étendue de terre a été vendue par la compagnie du chemin de la Baie des Ha! Ha! à la Battle Island Paper Company, par acte passé devant C.-E. Taschereau, notaire public, le 14 janvier 1913, et suivant la description au long qui en est donnée au dit acte;

3. Tous droits, titres et intérêts de la Battle Island Paper Company aux grèves, aux eaux, pouvoirs hydrauliques, franchises, droits et privilèges décrits dans un acte d'obligation et hypothèque passé devant C.-E. Taschereau, notaire public, le 19 novembre 1908, et aussi la propriété immobilière de toutes sortes transportée, cédée et attribuée à The Columbia Trust Company, en vertu de toutes conditions et stipulations mentionnées, et sujette à icelles, dans un certain acte de fiducie en faveur de The Columbia Trust Company, en date du 1er jour de juillet 1908, sans aucune exception ni réserve;

L'acte de vente ci-dessus mentionné a été consenti en vertu d'un jugement rendu par l'honorable juge Duplessis, juge de la cour supérieure pour le district de Chicoutimi, et avis est de plus donné qu'il a été déposé entre les mains des dits liquidateurs, le certificat du registraire préparé en la manière voulue par la loi, et que les noms de ceux qui ont possédé les immeubles et toutes les propriétés mentionnés dans le dit acte de vente pendant les trois dernières années sont The Columbia Trust Company et Battle Island Paper Company, et tout créancier de la dite compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers à faire valoir sur les biens vendus sont présentement avertis qu'ils ont le droit dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, d'offrir une surenchère sur le prix d'achat porté dans le dit acte de vente, pourvu que les dits enchérisseurs se conforment aux articles 7555 et 7556 des Statuts refondus de la province de Québec.

Le tout en la manière voulue et conformément aux articles 7552 et suivants des statuts refondus de la province de Québec, de 1909, de manière à ce que la dite vente ait l'effet du décret.

Les liquidateurs-conjoints,  
J.-E. HOUSEMAN,  
GEO. ST-PIERRE.

de Battle Island Paper Company,  
Chicoutimi, le 25 janvier 1917. 445—4—2

2. 50 square miles, more or less, of limits held under licence from the Government of the province of Quebec, and described as limit No 2, in the township of Otis, county of Chicoutimi, save and except the lots in the said limit duly excepted by the terms of the said license;

21 and ½ square miles, more or less, of timber limits held under license from the Government of the province of Quebec and described as limit No. 1 township Otis, save and except the lots excepted by the terms of the said license;

50 square miles, more or less, of timber limits held under licence from the Government of the province of Quebec, and described as limit No. 1, Rivière à Mars;

50 square miles, more or less, of timber limits held under license from the Government of the province of Quebec and described as limit No. 2, Rivière à Mars.

Less, however, and to be deducted from the said two last mentioned limits a certain extent of land containing 25600 acres in superficies, more or less, forming the southernly part of limits Rivière à Mars Nos 1 and 2, which said extent of land was sold by The Ha! Ha! Bay Railway Company to Battle Island Paper Company, by deed passed before C.-E. Taschereau, notary public, on the 14th January, 1913, and as the same is at length described therein;

3. All the rights, title and interest of the Battle Island Paper Company to all water, water rights and water powers, franchises, rights and privileges described in a deed of mortgage and hypothec passed before C.-E. Taschereau, notary public, on the 19th November, 1908, and also the moveable property of all kind, transferred, assigned and conveyed to The Columbia Trust Company, in virtue of and subject to all conditions and stipulations contained in a certain deed of trust deed in favour of The Columbia Trust Company, dated the 1st day of July, 1908, without any reserve or exception.

The above sale has been made pursuant to a judgment of the Honourable Justice Duplessis, a Judge of the Superior Court for the district of Chicoutimi, and notice is further given that there has been lodged with the said liquidators, the certificate of the Registrar prepared in the manner prescribed by law, and that the immoveables and all other property mentioned in said deed of sale were owned and possessed during the last three years by The Columbia Trust Company and the Battle Island Paper Company, and any creditor of said company in liquidation, and any person having hypothecary or real rights upon the property sold are hereby notified that they have the right, during the fifteen days following the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, to offer an increase over the purchase price mentioned in said deed of sale, provided said bidders comply with the provisions of article 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the Province of Quebec.

The whole in the manner prescribed by and pursuant to articles 7552 and following of the revised statutes of the Province of Quebec, 1909, so as to give said sale the effect of a sheriff's sale.

J.-E. HOUSEMAN,  
GEO. ST-LIERRE,

Joint liquidators,

of Battle Island Paper Company,  
Chicoutimi, 25th January, 1917. 446—4—5

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, No 4085, Cour supérieure. *In re: Battle Island Paper Company, en liquidation.*

Avis est par les présentes donné par John-Edward Houseman et Georges Saint-Pierre, de Chicoutimi, les liquidateurs-conjoints nommés en cette affaire, qu'il a été déposé entre leurs mains copie d'un acte de vente passé devant Ray. Belleau, notaire, de Chicoutimi, le 20 janvier 1917, No 7973 de ses minutes, pour les droits appartenant à la dite compagnie en liquidation en et sur l'immeuble désigné en cet acte, cette dite vente faite par les liquidateurs susnommés à M. Levi S. Chapman, avocat, de Syracuse, dans l'état de New-York,— les droits vendus et l'immeuble mentionné dans ce dit acte étant décrits comme suit, savoir:

Tous les droits résultant à Battle Island Paper Company d'un bail consenti en faveur de cette compagnie par Le gouvernement de la province de Québec, par acte devant Joseph Allaire, notaire, de Québec, le 8 juin 1911, No 15237 de ses minutes, enregistré à Chicoutimi, le 13 juin 1911, sous le No 21231, relativement aux droits suivants et qui sont textuellement décrits dans le dit acte de Bail, comme suit, savoir:

Tout le lot de grève qui fait partie du lit de la Baie des Ha! Ha! de la rivière Saguenay, aux bouches de la rivière à Mars, en front du village de Bagotville et de la paroisse Saint-Alexis, canton de Bagot, comté de Chicoutimi, indiqué par des lignes en vert sur le plan ci-annexé et signé par les parties, et dont les bornes peuvent être plus particulièrement décrites comme suit, à savoir: à partir du point marqué "A" sur ledit plan à l'intersection de la ligne de division entre les lots du cadastre numéros quatre-vingt-dix-sept et quatre-vingt-dix-huit (97 et 98) de la paroisse de Saint-Alexis, avec la ligne visible des hautes marées de la Baie des Ha! Ha!, une ligne dans la direction nord trente degrés et cinquante minutes (30° 50') à l'est du méridien astronomique ou aux environs, dix neuf cent cinq pieds (1905 pds.), plus ou moins, jusqu'à l'encoignure extrême est d'un quai construit par ladite Battle Island Paper Company, comme à "B", de là, vers le nord, trente huit degrés et quarante cinq minutes (38° 45') à l'ouest du méridien astronomique ou aux environs, dix-sept cent soixante-quinze pieds (1775 pds), plus ou moins, jusqu'à l'encoignure extrême nord d'un autre quai, point "C"; de là, vers le nord quatre-vingt-huit degrés (88°) à l'ouest du méridien astronomique, sept cent quarante pieds (740 pds) plus ou moins jusqu'au point "D" où se trouve le poteau érigé sur la ligne visible des hautes marées de la Baie des Ha! Ha! et à deux cent vingt-deux pieds (222 pds) de distance, plus ou moins, mesurés dans une direction nord de dix degrés quarante neuf minutes (10° 49') est astronomique, à partir du point d'intersection de l'alignement ouest de la rue Mars avec l'alignement nord de la rue de la Fabrique; de là dans une direction générale vers le sud, ladite ligne visible des hautes marées de la Baie des Ha! Ha! jusqu'au poteau érigé à l'orée du "Petit Bras de la rivière à Mars", point "E"; de là au sud cinquante trois degrés dix minutes (53° 10') à l'est du méridien astronomique, en ligne droite, mille deux cent cinquante quatre pieds (1254 pds.) de longueur, plus ou moins, jusqu'au point à l'extrémité nord-est du lot cadastral numéro cent (100) de ladite paroisse de Saint-Alexis, étant le point de rencontre de la rive sud ou droite de la rivière à Mars avec ladite ligne visible des hautes marées de la Baie des Ha! Ha!, point "F", delà dans une direction générale sud-est, la dite ligne visible des hautes marées de la Baie

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 4085, Superior Court. *In re: Battle Island Paper Company, in liquidation.*

Notice is hereby given by John Edward Houseman and Georges St. Pierre, of Chicoutimi, the joint-liquidators appointed in this matter, that there has been filed with them a copy of a deed of sale passed before Ray. Belleau, notary, of Chicoutimi, on the 20th January, 1917, No. 7973 of his minutes, for the rights belonging to the said company in liquidation in and on the immoveable designated in the said deed, such said sale being made by the aforesaid liquidators to Mr. Levi S. Chapman, advocate, of Syracuse, in the State of New York—the rights sold and the immoveable mentioned in the said deed being described as follows, to wit:

All the rights accruing to the Battle Island Paper Company from a lease executed in favor of the said company by the Government of the province of Quebec, by a deed before Joseph Allaire, notary, of Quebec, on the 8th June, 1911, No. 15237 of his minutes, registered at Chicoutimi, on the 13th June, 1911, under the No. 21231, relating to the following rights and that are textually described in the said deed of lease, as follows, to wit:

All that certain water lot being a portion of the bed of the "Baie des Ha! Ha!" of the river Saguenay, at the mouth of the river à Mars, in front of the village of Bagotville, and parish of Saint Alexis, township of Bagot, county of Chicoutimi, indicated within lines shaded green on the plan hereto annexed and signed by the parties, and the boundaries of which may be more particularly described as follows, to wit: Commencing at the point marked "A" on the said plan at the intersection of the division line between cadastral lots numbers ninety seven and ninety eight (97 and 98) of the parish of Saint Alexis, with the apparent line of high water mark of the "Baie des Ha! Ha!" a line running north thirty degrees and fifty minutes (30° 50') east astronomically or thereabout, nineteen hundred and five feet (1905ft), more or less, to the eastern most corner of a pier erected by the said Battle Island Paper Company as at "B"; thence, north thirty eight degrees forty five minutes (38° 45') west astronomically or there about, seventeen hundred and seventy five feet (1775ft), more or less, to the northern most corner of an other pier as at "C"; thence, north eighty eight degrees (88°) west astronomically, seven hundred and forty feet (740ft) more or less, to "D" being at the post erected on said apparent line of high water mark of the "Baie des Ha! Ha!" and two hundred and twenty two feet (222ft) distant, more or less, measured in a direction north ten degrees forty nine minutes (10° 49') east astronomically, from the point of intersection of the west alignment of Mars street with the north alignment of Fabrique street; thence in a general southerly direction, said apparent line of high water mark of the "Baie des Ha! Ha!" to the post erected at the mouth of the "Petit Bras of River à Mars" as at "E"; thence south fifty three degrees, ten minutes (53° 10') east astronomically, straight line, one thousand two hundred and fifty four feet (1254ft) long more or less, to the north eastern most point of cadastral lot number one hundred (100) of the said parish of Saint Alexis, being the point where the south or right bank of River à Mars meets said apparent line of the high water mark of the "Baie des Ha! Ha!" as at "F"; thence in a general south easterly direction, said apparent line of high water mark of the "Baie des Ha! Ha!" to the place of commencement. The water lot above described

des Ha! Ha! jusqu'au point de départ. Le lot de grève ci-haut décrit comme une étendue de quatre-vingts acres (80), plus ou moins.

Mais avec réserve et distraction du terrain susdécrit la partie d'icelui cédée par le gouvernement de la province de Québec à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha!, par acte devant Joseph Allaire, notaire, de Québec, le 10 janvier 1914, No 16422, de ses minutes et dûment enregistré.

L'acte de vente ci-dessus mentionné a été consenti en vertu d'un jugement de l'honorable juge Duplessis, juge de la cour supérieure pour le district de Chicoutimi, et avis est de plus donné qu'il a été déposé entre les mains des dits liquidateurs, le certificat du registraire préparé en la manière voulue par la loi, et que les noms de ceux qui ont possédé et occupé le dit immeuble pendant les trois dernières années sont Battle Island Paper Company; et tout créancier de la dite compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers à faire valoir sur les droits et l'immeuble susdécrits sont présentement avertis qu'ils ont le droit, dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, d'offrir une surenchère sur le prix d'achat porté dans le dit acte de vente, pourvu que les dits enchérisseurs se conforment aux dispositions des articles 7555 et 7556 des Statuts refondus de la province de Québec;

Le tout en la manière voulue et conformément aux articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, de 1909, de manière à ce que la dite vente ait l'effet du décret.

J.-E. HOUSEMAN,  
GEO. ST. PIERRE,

Liquidateurs-conjoints  
de Battle Island Paper Company,  
Chicoutimi.

Chicoutimi, le 25 janvier 1917. 447—4-5

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, cour supérieure, No 4985. *In re*: Battle Island Paper Company en liquidation.

Avis est par les présentes donné par John Edward Houseman et Georges St-Pierre, de Chicoutimi, les liquidateurs conjoints nommés en cette affaire, qu'il a été déposé entre les mains des dits liquidateurs, copie d'un acte de vente passé devant Ray, Belleau, notaire, de Chicoutimi, le vingt janvier mil neuf cent dix-sept, No 7971 de ses minutes, pour certains terrains appartenant à la dite compagnie en liquidation, et communément désignés sous le nom de "Freehold Land Property", cette vente faite par les liquidateurs susnommés à la Banque Nationale, et les immeubles mentionnés dans cet acte de vente sont décrits comme suit, savoir:

Un certain terrain contenant vingt-cinq mille six cents acres en superficie, situé dans le comté de Chicoutimi, formé de la partie sud de la location forestière "Rivière à Mars No 1" et de la partie nord de la location forestière "Rivière à Mars No 2", le tout borné comme suit, savoir:

Au nord, une ligne courant est-ouest astronomique établie par M. larpenteur L.-A. Milot, et située à un mille mesuré dans une direction nord vingt-huit degrés douze minutes est astronomique (N. 28' 12" E. Ast.) à partir du point d'intersection du prolongement de la ligne séparative des cantons Ferland et Boileau et de la rive droite de la rivière à Mars. Cette ligne mesurant cent trente-sept chaînes et quatre-vingt mailles (137.80chs) à l'est de la rivière à Mars, et cent cinquante-huit chaînes et cinquante

covers a superficial area of eighty (80) acres, more or less.

But with the reserve and to be withdrawn from the land hereabove described the part of same ceded by the Government of the Province of Quebec to the Ha! Ha! Bay Railway Company, by deed before Joseph Allaire, notary, of Quebec, on the 10th January, 1914, No. 16422 of his minutes, and duly registered.

The above sale has been made pursuant to a judgment of the Honorable Justice Duplessis, judge of the Superior Court for the district of Chicoutimi, and notice is further given that there has been filed with the said liquidators, the certificate of the Registrar prepared in the manner prescribed by law, that the lands mentioned in the aforesaid deed of sale were owned and possessed during the last three years by the Battle Island Paper Company; and that any creditor of the said company in liquidation, and any person having hypothecary or real rights upon the aforesaid rights and lands are hereby notified that they have the right, during the fifteen days following the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, to offer an increase over the purchase price mentioned in the said deed of sale, provided said bidders comply with the provisions of articles 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the Province of Quebec;

The whole in the manner prescribed and pursuant to articles 7552 and following of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, so as to give the said sale the effect of a sheriff's sale.

J.-E. HOUSEMAN,  
GEO. ST. PIERRE,

Joint-Liquidators.  
Battle Island Paper Company,  
Chicoutimi.

Chicoutimi, 25th January, 1917. 448—4-5

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 4085. *In re*: Battle Island Paper Company in liquidation.

Notice is hereby given by John Edward Houseman and Georges St-Pierre, of Chicoutimi, the joint liquidators appointed in the above matter, that there has been lodged with them, a copy of a deed of sale passed before Ray, Belleau, notary, of Chicoutimi, the twentieth January, one thousand nine hundred and seventeen, No. 7971 of his minutes, of certain lands belonging to said company in liquidation, and commonly designated under the name of Freehold Land Property, said sale being made by the aforesaid liquidators to La Banque Nationale, and the immoveables mentioned in said deed of sale being described as follows, to wit:

That certain tract of land containing twenty five thousand six hundred acres in superficies, situate in the county of Chicoutimi, made up of the south part of the timber berth of "River à Mars No. 1" and of the north part of the timber berth of "River à Mars No. 2", the whole being bounded as follows, viz:

On the north, by a line running east-west astronomically established by land surveyor L.-A. Milot, and situate one mile distant measured in a direction north twenty eight degrees and twelve minutes east astronomically (N. 28', 12' East. Ast.) from the intersection point of the prolongation of the division line of the townships of Ferland and Boileau and of the right bank of river à Mars. Said line measuring one hundred and thirty seven chains and eighty links (137.80chs) east of the river à Mars and

te mailles (158. 50 chs.) à l'ouest de cette même rivière;

Au sud, le quarante-huitième (48e) parallèle de latitude nord sur une longueur de deux cent vingt et une chaînes (221 chs.), plus ou moins;

A l'est, une ligne brisée, parallèle à des lignes de compensation menées sur la dite rivière à Mars et distante de deux milles et demi ( $2\frac{1}{2}$ m.) de celle-ci, mesurée dans une direction sud soixante et un degrés et quarante-huit minutes est astronomique (S. 61' 48' E. Ast.) dont les courses et les longueurs sont comme suit: sud treize degrés vingt-cinq minutes ouest astronomique (S. 13' 25' O. Ast.) trente-sept chaînes et quatre-vingt-dix mailles (37. 90 chs.), sud trente-cinq degrés, trente-cinq minutes est astronomique (S. 35' 35' E. Ast.) cinquante-six chaînes (56 chs), sud, vingt-sept degrés, trente-cinq minutes est astronomique (S. 27' 35' E. Ast.) cent quatre chaînes et cinq mailles (104. 05 chs) trente-trois degrés, vingt-cinq minutes ouest astronomique (S. 33' 25' O. Ast.) cent-cinquante chaînes (150 chs) sud, deux degrés trente minutes est astronomique (S. 2' 30' E. Ast.) cinquante-trois chaînes (53 chs), sud quarante-six degrés ouest astronomique (S. 46' O' Ast.), quarante-sept chaînes et sept mailles (47. 7. chs), sud dix degrés ouest astronomique (S. 10' O. Ast.) cent dix-sept chaînes (117 chs), sud sept degrés est astronomique (S. 7' E. Ast.) cent vingt-huit chaînes et soixante-quatorze mailles (128. 74 chs), sud huit degrés ouest astronomique (S. 8' O. Ast.), quatre-vingts chaînes (80 chs), plus ou moins;

A l'ouest, par une ligne brisée parallèle aux dites lignes de compensation menées sur la rivière à Mars et dont les différentes courses et longueurs sont comme suit:

Sud vingt-sept degrés, vingt et une minutes ouest astronomique (S. 27' 21' O. Ast.) neuf chaînes et trente mailles (9.30 chs), sud trente degrés ouest astronomique (S. 30' O. Ast) cent trente-quatre chaînes (134 chs), sud deux degrés trente minutes est astronomique (S. 2' 30' E. Ast.) cinquante-quatre chaînes (54 chs), sud quarante-six degrés ouest astronomique (S. 46' O. Ast.) quarante-six chaînes (46 chs), sud dix degrés ouest astronomique (S. 10' O. Ast.) cent dix-sept chaînes (117 chs), sud sept degrés est astronomique (S. 7' E. Ast.) cent vingt-huit chaînes et soixante et quatorze mailles (128. 74 chs), sud huit degrés ouest astronomique (S. 8' O. Ast.) quatre-vingt-seize chaînes (96 chs), sud quarante-cinq degrés trente minutes est astronomique (S. 45' 30' E. Ast.), cent quatre-vingt-dix chaînes (190 chs), sud quatre degrés est astronomique (S. 4' E. Ast.) vingt-neuf chaînes (29 chs), plus ou moins;

Le terrain ci-dessus décrit est formé d'une partie du canton Simon, d'une partie du canton Ferland et pour le résidu de terrains non encore arpentés, le tout dans le comté de Chicoutimi;

L'acte de vente ci-dessus mentionné a été consenti en vertu d'un jugement rendu par l'honorable juge Letellier, et avis est de plus donné qu'il a été déposé entre les mains des dits Houseman et St-Pierre, le certificat du registraire préparé en la manière voulue par la loi, et les noms de ceux qui ont possédé les dits terrains mentionnés dans l'acte de vente précité pendant les trois dernières années sont: Battle Island Paper Company, et tout créancier et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers à faire valoir sur les terrains ainsi vendus sont présentement avertis qu'ils ont le droit, dans les quinze jours qui suivront la der-

one hundred and fifty eight chains and fifty links (158.50chs) west of same river.

On the south, the forty eighth (48th) parallel of north latitude, a distance of two hundred and twenty chains (221chs), more or less.

On the east, a broken line, parallel to compensation lines running on said river à Mars, and two and a half miles ( $2\frac{1}{2}$ m.) distant thereof, measured in a direction south sixty one degrees and forty eight minutes east astronomically (S. 61', 48' E. Ast.) the courses and distances being as follows: south, thirteen degrees, twenty five minutes west astronomically (S. 13', 25' W. Ast.), thirty seven chains and ninety links (37.90chs), south thirty five degrees, thirty five minutes east astronomically (S. 35', 35' E. Ast.), fifty six chains (56 chs.), south, twenty seven degrees, thirty five minutes east astronomically (S. 27', 35' E. Ast.), one hundred and four chains and five links (104.05 chs), south, thirty three degrees, twenty five minutes west astronomically (S. 33', 25' W. Ast.), one hundred and fifty chains (150 chs.), south, two degrees, thirty minutes east astronomically (S. 2', 30' E. Ast.), fifty three chains (53 chs.), south, forty six degrees west astronomically (S. 46', 0' W. Ast.), forty seven chains and seven links (47. 7. chs), south ten degrees west astronomically (by S. 10' W. Ast.) one hundred and seventeen chains (117 chs.), south, seven degrees east astronomically (S. 7', 0' E. Ast.), one hundred and twenty eight chains and seventy four links (128.74 chs.), south eight degrees west astronomically (S. 8', 0' W. Ast.), eighty nine chains (89 chs.), more or less.

On the west by a broken line parallel to said compensation lines running to said river à Mars, the different directions and lengths thereof being as follows, viz:

South, twenty seven degrees, twenty one minutes west astronomically (S. 27', 21' W. Ast.), nine chains and thirty links (9.30 chs.), south, thirty degrees west astronomically (S. 30', 0' W. Ast.), one hundred and thirty four chains (134 chs.), south, two degrees, thirty minutes east astronomically, (S. 2', 30' E. Ast.), fifty four chains (54 chs.), south, forty six degrees west astronomically (S. 46' W. Ast.), forty six chains (46 chs.), south, ten degrees west astronomically (S. 10' W. Ast.), one hundred and seventeen chains (117 chs.), south, seven degrees east astronomically (S. 7' E. Ast.), one hundred and twenty chains and seventy four links (128.74 chs.), south, eight degrees west astronomically (S. 8' W. Ast.), ninety six chains (96 chs.), south, forty five degrees, thirty minutes east astronomically (S. 45', 30' E. Ast.), one hundred and ninety chains (190 chs.), south, four degrees east astronomically (S. 4' E. Ast.), twenty nine chains (29 chs.), more or less.

The tract of land hereinabove described is made up of part of the township of Simon, part of the township of Ferland, and as to the residue, of unsurveyed lands, the whole in the county of Chicoutimi.

The above sale has been made pursuant to a judgment of the Honourable Justice Letellier, and notice is further given that there has been lodged with the said Houseman and St-Pierre, the certificate of the Registrar prepared in the manner prescribed by law, that the lands mentioned in the aforesaid deed of sale were owned and possessed during the last three years by the Battle Island Paper Company, and that any creditor and any person having hypothecary or real rights upon the lands sold are hereby notified that they have the right, during the fifteen days following the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, to offer an increase

nière insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, d'offrir une surenchère sur le prix d'achat porté dans le dit acte de vente, pourvu que les dits enchérisseurs se conforment aux dispositions des articles 7555 et 7556 des Statuts refondus de la province de Québec, de 1909.

Le tout en la manière voulue et conformément aux articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la Province de Québec, de 1909, de manière à ce que la dite vente ait l'effet du décret.

Les liquidateurs-conjoints,  
J.-E. HOUSEMAN,  
GEO. ST. PIERRE,

de Battle Island Paper Company,  
Chicoutimi.

Chicoutimi, le 25 janvier 1917. 443-4-5

over the purchase price mentioned in the deed of sale provided said bidders comply with the provisions of articles 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909.

The whole in the manner prescribed by and pursuant to articles 7552 and following of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, so as to give said sale the effect of a sheriff's sale.

J.-E. HOUSEMAN,  
GEO. ST-PIERRE.

Joint liquidators  
of Battle Island Paper Company,  
of Chicoutimi.

Chicoutimi, 25th January, 1917. 444-4-5

### Ventes par licitation

Canada, province de Québec, district de Beauharnois, No 3060, cour supérieure. Robert-Henry Wheatley *et al*, demandeurs; vs George-A. Wheatley *et al*, défendeurs.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Salaberry-de-Valleyfield, dans le district de Beauharnois, rendu le 5 février 1917, dans une cause dans laquelle Robert-Henry Wheatley, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Clothilde, district de Beauharnois, William-B. Wheatley, menuisier de White Lake, état de New-York, Dame Euphemia-Stewart Wheatley, épouse séparée de biens de William Duffy, plombier, du village de Lachute, et ce dernier pour autoriser son épouse, sont demandeurs et George-Albert Wheatley, de la cité et du district de Montréal, Dame Adah-Mary Wheatley, du canton de Franklin, district de Beauharnois, épouse de Benjamin Pennington, cultivateur, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, Dame Sarah-Ann Dunn, de la paroisse de Sainte-Clothilde, district de Beauharnois, veuve de feu George Wheatley, en son vivant, cultivateur, de ladite paroisse de Sainte-Clothilde, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble situé dans la paroisse de Sainte-Clothilde et connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous le numéro 935, moins la partie vendue à "The Canada Atlantic Railway Co.", pour sa voie ferrée—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Ledit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZE MARS prochain, dans la salle d'audience, séance tenante, au palais de justice, à Salaberry de Valleyfield, à DIX heures de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour. Et toute opposition afin d'annuler, aux fins de charges ou de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le procureur des demandeurs,  
J.-G. LAURENDEAU.  
Valleyfield, le 5 février 1917. 619-6-2

### Sales by licitation

Canada, province of Quebec, district of Beauharnois, No. 3060, Superior Court. Robert-Henry Wheatley *et al*, Plaintiff's; vs George-A. Wheatley *et al*, Defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, rendered on the 5th February, 1917, in a cause wherein Robert Henry Wheatley, farmer, of the parish of Sainte Clothilde, district of Beauharnois, William B. Wheatley, joiner, of White Lake, State of New York, Dame Euphemia Stewart Wheatley, wife separated as to property of William Duffy, plumber, of the village of Lachute, and the latter to authorize his wife are Plaintiffs; and George Albert Wheatley, of the city and district of Montreal, Dame Adah Mary Wheatley, of the township of Franklin, district of Beauharnois, wife of Benjamin Pennington, farmer, of the same place, and the latter both personally and to authorize his wife, Dame Sarah Ann Dunn, of the parish of Sainte-Clothilde, district of Beauharnois, widow of the late George Wheatley, in his lifetime, farmer, of said parish of Sainte-Clothilde, are Defendants, ordering the licitation of a certain immoveable situate in the parish of Sainte Clothilde and known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, under number 935, less the portion thereof sold to the Canada Atlantic Railway Co., for its right-of-way—with a house and other buildings thereon erected.

The hereabove immoveable will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWELFTH day of MARCH next, sitting the Court, in the Court Room, at the Court House, at Salaberry de Valleyfield, at TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the Prothonotary's office of said Court. And any oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of said Court, at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudication; and any oppositions for payment must be filed within six days next to the adjudication, and failing to file their oppositions within the delays hereby given, the parties will be foreclosed from the right of so doing.

J.-G. LAURENDEAU,  
Attorney for Plaintiffs.  
Valleyfield, 5th February, 1917. 620-6-2

Avis est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement rendu par la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Montréal, le cinquième jour de février 1917, dans une cause dans laquelle Antonio Courteau, employé civique, des cité et district de Montréal, est demandeur; et Dame Donalda Mazurette, épouse de Edmond Martineau, et ledit Edmond Martineau tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes; et Dame Philomène Desmarais, épouse de Louis Madeline, et ledit Louis Madeline, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir:

1. Un emplacement sis et situé au village Saint-Jean-Baptiste, de Montréal, ayant front sur l'avenue Laval, connu et désigné comme lot numéro onze cent soixante-treize (1173), sur le plan et au livre de renvoi de subdivision du lot de terre connu et désigné comme lot numéro quinze (15), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste—avec bâtiesse dessus érigés.

2. Un emplacement sis et situé sur l'avenue Laval, cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mille cent soixante quatorze (1174), du plan de subdivision légalement fait du lot de terre primitif, connu et désigné sous le No (15) quinze, du plan et du livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste—avec bâtiesse dessus érigés.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIEME jour de MARS mil neuf cent dix-sept, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal, chambre No 31; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposé au greffe du protonotaire de ladite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

L'avocat du demandeur,  
Z. FONTAINE.

Montréal, 6 février 1917.

645—6—2

Province de Québec, district de Montréal,  
Cour supérieure, No 667.

#### LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de l'honorable Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 29 janvier 1917, dans une cause dans laquelle Mary Ferris, veuve de feu John Leahy, des cité et district de Montréal, est demanderesse; et John Leahy, autrefois des cité et district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, est défendeur, ordonnant la licitation d'un immeuble décrit comme suit, savoir:

L'emplacement situé à l'encoignure nord-ouest des rues Saint-Rémi et Vaillant, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro mille six cent quatre-vingt-sept (1687) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse

Notice is hereby given, that by and in virtue of a judgment rendered by the Superior Court, sitting at the city of Montreal, in the district of Montreal, on the fifth day of February, 1917, in a cause in which Antonio Courteau, civic employee, of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Donalda Mazurette, wife of Edmond Martineau, and the said Edmond Martineau as much personally as for the purpose of authorizing his wife to the issue of these presents, and Philomene Desmarais, wife of Louis Madeline, and the said Louis Madeline, as much personally as for the purpose of authorizing his wife to the issue of these presents, all of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immoveables properties designated as follows, to wit:

1. A lot of land situated in the village "Saint Jean Baptiste", of Montreal, having front on Laval avenue, known and designated as lot number one thousand, one hundred and seventy three (1173), on the plan and book of reference of the subdivision of the lot of land known and designated as lot number fifteen (15) on the official plan and book of reference of the village of "Saint Jean Baptiste"—with buildings thereon erected.

2. A lot of land situated on Laval avenue, city of Montreal, known and designated as lot number one thousand, one hundred and seventy four (1174), of the subdivision plan legally done of the lot of land primitively known and designated as lot number fifteen (15), of the plan and book of reference of the village "Saint Jean Baptiste",—with buildings thereon erected.

The immoveables hereinabove described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FOURTEENTH day of MARCH, 1917, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon, sitting the court, in room 31, in the court house of the city of Montreal; subject to the conditions of the judgments therein authorizing the sale and subject to the charges and conditions mentioned in the specifications deposited in the prothonotary's office of the said court; and the opposition to annul, to secure charges and to withdraw to said licitation must be deposited in the prothonotary's office of said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and opposition for payment shall be filed during the six days after the adjudication; and being the parties in default of filing said opposition in the delay mentioned in those presents, they will be forclosed from so doing.

Z. FONTAINE,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 6th February, 1917. 646—6—2

Province of Quebec, district of Montreal,  
No. 667, Superior court.

#### LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the Honourable the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the 29th day of January, 1917, in a cause in which Dame Mary Ferris, widow of the late John Leahy, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and John Leahy, formerly of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, is defendant, ordering the licitation of that certain immoveable described as follows, to wit:

That certain emplacement situate at the north west corner of Saint Rémi and Vaillant streets, in the city of Montreal, known and designated as lot number one thousand six hundred and eighty seven (1687), on the official plan and book

de Montréal, mesurant quarante (40) pieds de largeur en front sur la rue Saint-Rémi par quatre vingt-quinze (95) pieds de profondeur, à laquelle profondeur il s'élargit jusqu'à soixante (60) pieds sur une plus grande profondeur de vingt-cinq (25) pieds et mesurant en superficie cinq mille trois cent (5300) pieds, ces dimensions étant approximatives; borné en front au nord-est par la rue Saint-Rémi, en arrière au sud-ouest par le lot numéro mille six cent quatre-vingt-six (1686), d'un côté au sud-est par les lots numéros mille six cent quatre-vingt-huit (1688) et mille six cent quatre-vingt-dix (1690), et de l'autre côté au nord-ouest par la rue Vaillant,—avec bâtisses dessus construites.

L'immeuble plus haut décrit sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, le SEIZIEME jour de MARS 1917, dans la chambre 31, du Palais de justice, en la cité de Montréal, sujet au dépôt d'une somme de mille piastres (\$1,000.00) et aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges produit au bureau du protonotaire de la dite cour; et toutes oppositions afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation doivent être produites au plus tard douze (12) jours avant celui fixé, comme susdit, pour les vente et adjudication, et toutes oppositions afin de conserver doivent être produites sous six (6) jours suivant l'adjudication; et à défaut par les parties de produire les dites oppositions dans les délais impartis aux présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs de la demanderesse,  
GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LANGUEDOC & PARKINS.  
Montréal, 1er février 1917. 705-6-2

of reference of the parish of Montreal, measuring forty (40) feet in width in front on Saint Rémi street, by ninety five (95) feet in depth, at which depth it widens to a width of sixty (60) feet for a further depth of twenty five (25) feet, and containing a superficial area of fifty three hundred (5300) feet, measurement being more or less; bounded in front to the north east by Saint Rémi street, in rear to the south west by lot number one thousand six hundred and eighty six (1686), on one side to the south east by lots numbers one thousand six hundred and eighty eight (1688), and one thousand six hundred and ninety (1690), and on the other side to the north west by Vaillant street—with buildings thereon erected.

The immoveable above described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SIXTEENTH day of MARCH, 1917, in room 31 of the Court House, in the city of Montreal, subject to the deposit of the sum of one thousand dollars (\$1,000), and the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and all oppositions *à fin d'annuler à fin de charge ou à fin de distraire* of the said licitation must be deposited in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve (12) days before the day fixed, as aforesaid for the sale and adjudication, and all oppositions *à fin de conserver* must be deposited within six (6) days next following the adjudication; and in default of the parties depositing the said oppositions within the delays described by the present notice they will be foreclosed from so doing.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LANGUEDOC & PARKINS,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 1st February, 1917. 706-6-2

### Ventes pour taxes municipales.

#### PROVINCE DE QUÉBEC. VILLE D'IBERVILLE.

Avis public est par les présentes donné, par J.-Emile Bourguignon, soussigné, secrétaire-trésorier, que le terrain ci-après désigné et les constructions sus-érigées seront vendus à l'enchère publique, JEUDI le VINGT-DEUXIEME jour de février courant (1917), à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du soussigné, pour les taxes et charges dues à la ville d'Iberville, sur le lot de terre ci-après décrit et les constructions sus-érigées, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant le jour ci-dessus indiqué pour la vente.

### Sales for municipal taxes

#### PROVINCE OF QUEBEC. TOWN OF IBERVILLE.

Public notice is hereby given, by J.-Emile Bourguignon, undersigned, secretary treasurer, that the undermentioned lot of land, together with the buildings erected thereon, will be sold by public auction on THURSDAY, the TWENTY SECOND day of FEBRUARY instant (1917), at TEN o'clock in the morning, at the office of the undersigned, for the taxes and charges due to the town of Iberville upon the lot of land hereinafter described, together with all buildings erected thereon, unless the same be paid, with costs, before the day of sale hereinbefore indicated.

Nom du propriétaire Name of owner.	No du cadastre Cadastral number	Taxes municipales Municipal taxes.	Autres charges Other charges.	Intérêt Interest.	Total.
Succession de feu—Estate of late Eva McDonald	314	\$30.00	\$ 2.40	\$2.50	\$34.90

Donné à Iberville, ce premier jour de février 1917.  
Given at Iberville, this first day of February, 1917.  
609-610-6-2

Le secrétaire-trésorier de la ville d'Iberville,  
J.-E. BOURGUIGNON,  
Secretary treasurer of the town of Iberville.

## VENTES PAR LES SHÉRIFS

## BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir: } FORTUNAT JACQUES,  
No 3169. } de Saint-Joseph, de-  
mandeur; contre FERDINAND CLOUTIER, de  
Saint-Edouard-de-Frampton, défendeur.

La moitié sud-est du lot numéro vingt-un (21), du second rang du canton de Frampton, de cinq arpents de front sur la profondeur du rang, étant maintenant connue sous le numéro cent quatre-vingt-six (186), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton, le VINGT MARS prochain (1917), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,  
JOS.-V. NADEAU.

Bureau du shérif.

Saint-Joseph, Beauce, 13 février 1917.

[Première publication, 17 février 1917.]

777-7-2

## SHERIFFS' SALES

## BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit: } FORTUNAT JACQUES, of  
No. 3169. } Saint Joseph, plaintiff;  
against FERDINAND CLOUTIER, of Saint  
Edouard de Frampton, defendant

The south east half of the lot number twenty one (21), of the second range of Frampton township, of five arpents in front by the depth of the range, being now known under number one hundred and eighty six (186), of the official cadastre of said parish of Saint Edouard de Frampton—with the buildings and dependencies thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edouard de Frampton, on the TWENTIETH day of MARCH next (1917), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS.-V. NADEAU,  
Deputy Sheriff.  
Sheriff's office.

Saint Joseph, Beauce, 13th February, 1917.

[First publication, 17th February, 1917.]

778-7-2

## BEAUHARNOIS

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—district de Montréal.*

Valleyfield, à savoir: } DAME ALPHONSINE  
No 4158. } LEGRIS, deman-  
dresse; vs EDOUARD-R. DUFRESNE, défen-  
deur.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain morceau de terre faisant partie du No 359, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim-de-Chateauguay, ayant le dit morceau de terre cent-vingt-six pieds de largeur, mesure anglaise, par la profondeur qu'il peut y avoir depuis le chemin public à aller au lac Saint-Louis; borné en front par le chemin public, en profondeur par le lac Saint-Louis, d'un côté au nord-est par partie du dit lot No 359, appartenant à J.-A. Trudeau, et d'autre côté, au sud-ouest, par partie du même lot No 359, appartenant à Jos. Faubert—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim-de-Chateauguay, SAMEDI, le TROISIEME jour de MARS prochain 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
JEAN-BTE. DAMOUR.

Bureau du shérif.

Salaberry de Valleyfield, 23 janvier 1917.

439-4-2

[Première publication, 27 janvier 1917].

## BEAUHARNOIS

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Valleyfield, to wit: } DAME ALPHONSINE  
No 4158. } LEGRIS, Plaintiff;  
vs EDOUARD R. DUFRESNE, Defendant.

As belonging to said defendant:

That certain parcel of land forming part of lot No. 359, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joachim-de-Chateauguay, measuring, said parcel of land, one hundred and twenty six feet in width, english measure, by whatever depth there may be from the public road to lake Saint Louis; bounded in front by the public road, in rear by Lake Saint Louis, on one side to the north east by part of said lot No. 359, belonging to J.-A. Trudeau, and on the south west side by part of same lot No. 359, belonging to Jos. Faubert—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Joachim-de-Chateauguay, on SATURDAY, the THIRD day of MARCH next, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE. DAMOUR,  
Sheriff's office. Sheriff.

Salaberry de Valleyfield, 23rd January, 1917.

440-4-2

[First publication, 27th January, 1917].

## GASPÉ

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Dand la cour de magistrat.—New-Carlisle.*

Province de Québec, } **G** RÉGOIRE CHA-  
District de Gaspé. } **P** ADOS, mar-  
Comté de Bonaventure. } chant, demandeur ;  
No 1171. } vs **D** AVID HUARD,  
pêcheur, défendeur.

Un lopin de terre faisant partie du lot originaire lettre V, de la subdivision originaire connu comme étant le lot cadastral No 488 ; borné en front par la Baie-des-Chaleurs, à l'ouest par le lot cadastral No 487, au nord par le deuxième rang, et à l'est par le lot cadastral No 488a, le même se trouve situé dans le premier rang de la municipalité de Sainte-Germaine-de-l'Anse-aux-Gascons, de forme irrégulière, mesurant vingt-six acres et neuf dixièmes en superficie—avec une maison et une grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Germaine-de-l'Anse-aux-Gascons, JEUDI, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif, C. B.,  
W.-M. SHEPPARD.

Bureau du shérif,  
New-Carlisle, 9 février, 1917. 721—7-2  
[Première publication, 17 février 1917.]

## GASPÉ

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*In the Magistrate's Court.—New Carlisle.*

Province of Quebec, } **G** RÉGOIRE CHA-  
District of Gaspé. } **P** ADOS, mer-  
County of Bonaventure. } chant, plaintiff ; vs  
No. 1171. } **D** AVID HUARD, fish-  
erman, defendant.

A portion of land forming part of the primitive lot letter V, of the original subdivision known as cadastral lot No. 488 ; bounded in front by the Baie des Chaleurs, on the west by cadastral lot No. 487, on the north by the second range, and on the east by cadastral lot No. 488a, the same being in the first range of the municipality of Sainte Germaine de l'Anse aux Gascons, of irregular form, containing twenty six acres and nine tenths of an acre in superficies—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Germaine de l'Anse aux Gascons, on THURSDAY, the TWENTY SECOND day of MARCH next, at the hour of TEN in the forenoon.

W.-M. SHEPPARD,  
Sheriff, C. B.

Sheriff's office,  
New-Carlises, 9th February, 1917. 722—7-2  
[First publication, 17th February, 1917.]

## JOLIETTE

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Province de Québec, } **L** -J.-AIMÉ ROBIL-  
Joliette, à savoir : } **L** . LARD, deman-  
No 1075. } deur ; vs **N** APOLEON  
TREMBLAY, défendeur.

Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Esprit, contenant ce qu'il peut y avoir dans les bornes suivantes :

D'un côté par le chemin public, de l'autre côté par la rivière, dans les bouts par le terrain de M. Louis Durand, connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la paroisse de Saint-Esprit, comme faisant partie du numéro deux cent cinquante et un (Pt. No 251)—avec les bâtisses y érigées, y compris la fabrique de beurre ainsi que les engins, poulies, courroies, centrifuges et tout le grément incorporés à la fabrique et servant à son exploitation.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Esprit, MERCREDI, le VINGT ET UN MARS mil neuf cent dix-sept, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,  
JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif,  
Joliette, 12 février 1917. 779—7-2  
[Première publication, 17 février 1917.]

## JOLIETTE

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Province of Quebec, } **L** -J.-AIMÉ ROBIL-  
Joliette, to wit : } **L** . LARD, plaintiff ;  
No. 1075. } vs **N** APOLEON TREM-  
BLAY, defendant.

That parcel of land situate in the parish of Saint Esprit, of whatever contents enclosed within the following limits :

On one side by the public road, on the other side the river, at the ends by the land of Mr. Louis Durand, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Esprit, as forming part of the lot number two hundred and fifty one (Pt. No. 251)—with the buildings thereon erected, including the butter factory together with the engines, pulleys, belting, separaorts and other equipment of said factory and used for the working of same.

To be sold at the church door of the parish of of Saint Esprit, on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of MARCH, one thousand nine hundred and seventeen, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,  
Sheriff.

Sheriff's office,  
Joliette, 12th February, 1917. 780—7-2  
[First publication, 17th February, 1917.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **M** ICHEL LAFONTAINE  
No 7662. } demandeur ; contre  
**D** AME ROSE-ALBA BLAIS, défenderesse.

1. Une terre située dans la proisse de Saint-Viateur, au rang d'York, contenant environ trente arpents et soixante-quinze perches en superficie, connue sous les numéros deux cent

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior court.—District of Joliette.*

Joliette, to wit : } **M** ICHEL LAFONTAINE,  
No. 7662. } Plaintiff ; against **D** AME  
ROSE-ALBA BLAIS, Defendant.

1. That certain land situate in the parish of Saint Viateur, York range, containing about thirty arpents and seventy five perches in superficies, known under the numbers two hundred and

soixante-huit et deux cent soixante-dix, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Cuthbert.

2. Une terre située dans la même paroisse de Saint-Viateur contenant environ trente arpents en superficie, connue sous le numéro cent-trente-neuf, des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Cuthbert—avec les bâtisses dessus construites.

3. Une terre connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Barthélemi, où elle est située rang de la baie Belair, comme faisant partie du lot numéro cent soixante-cinq; bornée à un bout par le rang nord, à l'autre bout par Noël Grandpré, d'un côté par William Désy et Alfred Valois, et de l'autre par Honoré Dufresne.

4. Une terre en bois debout située à Saint-Barthélemi, au sixième rang de la seigneurie d'York ou Dusablée, connue sous les numéros huit cent-dix-sept, huit cent dix-huit et huit cent dix-neuf, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Barthélemi.

Pour être vendues MARDI, le VINGT-SEPT FEVRIER, mil neuf cent dix-sept, les deux premières désignées à la porte de l'église de Saint-Viateur, à UNE heure de l'après-midi, et les deux dernières à la porte de l'église de Saint-Barthélemi, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,  
JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif.  
Joliette, 22 janvier 1917. 419—4-2  
[Première publication, 27 janvier 1917.]

sixty eight and two hundred and seventy, of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Cuthbert.

2. Another land situate in said parish of Saint Viateur, containing about thirty arpents in superficies, known under number one hundred and thirty nine, of said official plan and book of reference of the parish of Saint Cuthbert—with the buildings thereon erected.

3. Another land situate in the parish of Saint Barthelemi, Bay Belair range, and known and designated on the official cadastre of said parish as forming part of the lot number one hundred and sixty five; bounded at one end by the north range, at the other end by Noël Grandpré, on one side by William Desy and Alfred Valois, and on the other side by Honoré Dufresne.

4. A land in standing timber situate at Saint Barthélemi, sixth range of York or Dusables seignior, known under the numbers eight hundred and seventeen, eight hundred and eighteen and eight hundred and nineteen, of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Barthélemi.

To be sold on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and seventeen, the lots firstly and secondly above described, at the church door of Saint-Viateur, at ONE o'clock in the afternoon, and the lots thirdly and fourthly above described, at the church door of Saint Barthélemi, at THREE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Joliette, 22nd January, 1917. 420—4-2  
[First publication, 27th January, 1917.]

## KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Cour supérieure.—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir: } LA COMPAGNIE  
No 6076. } DESJARDINS,  
demanderesse; contre les meubles et effets, les terres et héritages de JOSEPH LEVESQUE, père, défendeur,

Saisie en exécution comme appartenant au dit défendeur:

Une terre portant au cadastre et au livre de renvoi officiels du canton Armand, le numéro cinquante-trois-a (No 53a), rang B, du dit canton—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Honoré, comté de Témiscouata, JEUDI, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.  
Fraserville, 12 février 1917. 781—7-2  
[Première publication, 17 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Superior Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit: } LA COMPAGNIE DES-  
No. 6076. } JARDINS, plaintiff;  
against the moveables and effects, lands and tenements of JOSEPH LEVESQUE, senior, defendant.

Taken in execution as belonging to said defendant:

That certain farm bearing on the official cadastre and book of reference of the township of Armand, the number fifty three a (53a), range B, of said township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Honoré, county of Témiscouata, on THURSDAY, the TWENTY SECOND day of MARCH next, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J.-O. GIRARD,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Fraserville, 12th February, 1917. 782—7-2  
[First publication, 17th February, 1917.]

## MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour de circuit.—District de Montmagny.*

Montmagny, à savoir: } CYRILLE TAN-  
No 1103. } GUAY de, Saint-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Circuit court.—District of Montmagny.*

Montmagny, to wit: } CYRILLE TAN-  
No. 1103. } GUAY, of Saint

Camille, demandeur; contre JEAN BELANGER, du même lieu, défendeur, et ledit défendeur saisissant:

Comme appartenant audit Cyrille Tanguay:

Un terrain ou emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quinze (15), du sixième rang du canton de Bellechasse, dans la paroisse de Saint-Camille; borné au sud-ouest à Romain Racine, au nord et au nord-est à Abraham Lamontagne, au sud au chemin public—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain 1917, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
GEO. ROY,

Bureau du shérif.

Montmagny, 23 janvier 1917. 459—4-2  
[Première publication, 27 janvier 1917].

Camille, Plaintiff; against JEAN BELANGER, of the same place, Defendant, and the said defendant seizing:

As belonging to Cyrille Tanguay:

That certain lot of land or emplacement known and designated as forming part of the lot number fifteen (15), of the sixth range of the township of Bellechasse, in the parish of Saint Camille; bounded on the south west by Romain Racine, on the north and north east by Abraham Lamontagne, on the south by the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Camille, on the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY next, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montmagny, 23rd January, 1917. 460—4-2  
[First publication, 27th January, 1917].

## MONTRÉAL

### MANDAT DE CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir; } J.-G. DUHAMEL ET  
No 2827. } AL, curateurs aux  
biens de E.-W. JACOBS, failli; et JOSEPH  
DUQUETTE, requérant.

L'emplacement connu comme étant le lot numéro mille cinquante (1050), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, mesurant quarante-trois pieds de largeur sur l'avenue Coloniale, par trente-sept pieds dix pouces de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins; borné en front par ladite avenue Coloniale, en arrière par le lot numéro mille cinquante-six, dudit plan officiel, d'un côté par la rue Napoléon, et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro mille cinquante—avec le bâtiment dessus construit et le droit de passage sur ladite propriété, tel qu'établi dans un acte de vente en faveur de N. Matte, passé devant N. Séguin, notaire, le 15 février 1874.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 12 février 1917. 785—7-2  
[Première publication, 17 février 1917.]

## MONTREAL

### CURATOR'S MANDATE. FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit; } J.-G. DUHAMEL ET  
No. 2827. } AL, curators to the  
property of the E.-W. JACOBS, insolvent; and  
JOSEPH DUQUETTE, petitioner.

That certain emplacement known as lot number ten hundred and fifty (1050), upon the official plan and book of reference of the Saint Louis ward, of the city of Montreal, containing forty three feet in width along Colonial Avenue, by thirty seven feet ten inches in depth, english measure, and more or less; bounded in front by the said Colonial Avenue, in rear by lot number ten hundred and fifty six, on the said official plan, on one side by Napoleon street, and on the other side by the remainder of said lot number ten hundred and fifty—with building thereon erected and right of way over said property, as stated in a deed of sale in favour of N. Matte, passed before N. Seguin, notary, on the 15th of February, 1874.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th February, 1917. 786—7-2  
[First publication, 17th February, 1917.]

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir; } MICHAEL CLARKE,  
No 985. } demandeur; vs RO-  
BERT-J. McCAULEY, gérant, ès-qualité de  
curateur à la succession vacante de feu Dame  
Ellen Tracey, défendeur.

Les lots de terre situés dans le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros treize cent soixante et dix-sept et quatorze cent vingt-six (Nos 1377 et 1426), des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Sainte-Anne—avec les bâtisses dessus construites.

La suscite vente se fera sujette à l'usufruit créé en faveur de John Killoran durant sa vie, par contrat de mariage entre John Killoran et

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit; } MICHAEL CLARKE,  
No. 985. } Plaintiff; vs RO-  
BERT-J. McCAULEY, manager, in his quality  
of curator to the vacant estate of the late Dame  
Ellen Tracey, Defendant.

Two certain lots of land situate in Saint Ann's ward, in the city of Montreal, known and designated as lots numbers thirteen hundred and seventy seven and fourteen hundred and twenty six (Nos. 1377 and 1426), upon the official plan and in the book of reference of the said Saint Ann's ward—with the buildings thereon erected.

The above sale to be made subject to the usufruct created in favor of John Killoran during his lifetime, by deed of contract of marriage

Ellen Tracey, fait à Montréal, le seizième jour de juin, mil huit cent soixante-dix-neuf, et enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal-Ouest, le huitième jour d'août mil huit cent soixante et dix-neuf, sous le No 102930.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 février 1917. 787—7-2  
[Première publication, 17 février 1917.]

EX-PARTE

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } LA CITÉ DE MONT-  
No 1063. } REAL, demande-  
resse; vs MOSES TRITT ET AL, défendeurs.

Un lot de terre—avec bâtisses; borné en front par l'avenue Delorimier, et étant le lot de subdivision numéro un, du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (195-1), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui devait avoir lieu le 16ème jour d'octobre 1916, à dix heures de l'avant-midi, à mon bureau, en la cité de Montréal, aura lieu le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin, à mon bureau, en la cité de Montréal.

Un dépôt sera exigé du plus haut enchérisseur, avant l'adjudication finale, suivant le paragraphe 58, 62 Victoria, P. Q.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 février 1917. 789  
[Première publication, 17 février 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } GEORGE KYDD, de-  
No 2797. } mandeur; contre  
LUCIEN-L. CHARBONNEAU, défendeur.

Un emplacement borné en front par la rue Charlemagne et situé dans le quartier Rosemont, de la cité de Montréal, portant le numéro huit cent quatre-vingt-huit (888) de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt trois (183) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation—avec toutes les bâtisses dessus érigées et avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 février 1917. 811—7-2  
[Première publication, 17 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } LE CREDIT FON-  
No 3002. } CIER FRANCO-

CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demandeur; vs DAME MARIA YON, veuve de LOUIS-PHILIPPE DUBUC, héritière et ayant droit de Dame Cécilia Yon, veuve de feu Napoléon Poulin, défenderesse.

Une propriété sise et située en la cité de Maisonneuve, et composée de:

between John Killoran and Ellen Tracey, passed at Montreal, on the sixteenth day of June, one thousand eight hundred and seventy nine and registered in the registry office for the registration division of Montreal West, the eighth day of August, one thousand eight hundred and seventy nine, under No. 102930.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of MARCH next, at NOON.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th February, 1917. 788—7-2  
[First publication, 17th February, 1917.]

EX-PARTE

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE CITY OF MON-  
No. 1063. } TREAL, plaintiff ;  
vs MOSES TRITT ET AL, defendants.

That certain lot of land—with the buildings thereon; fronting on Delorimier Avenue, and being the subdivision lot number one, of lot number one hundred and ninety five (195-1), of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal.

Notice is hereby given that the sale of the above immoveable formerly announced to take place on the sixteenth day of October, 1916, at ten o'clock in the forenoon, at my office, in the city of Montreal, will take place on the TWENTY SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, at my office, in the city of Montreal.

A deposit shall be exacted from the highest bidder, before final adjudication, pursuant to paragraph 58, 62 Victoria P. Q.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th February, 1917. 790  
[First publication, 17th February, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } GEORGE KYDD, plain-  
No. 2797. } tiff; against LUCIEN-  
L. CHARBONNEAU, defendant.

That certain emplacement fronting on Charlemagne street and situate in Rosemont ward, of the city of Montreal, bearing number eight hundred and eighty eight (888), of the official subdivision of the lot number one hundred and eighty three (183), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation—with all the buildings thereon erected and the common use of the lane in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th February, 1917. 812—7-2  
[First publication, 17th February, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } LE CREDIT FONCIER  
No. 3002. } L FRANCO-CANADIEN,

a body politic and corporate duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs DAME MARIA YON, widow of Louis-Philippe Dubuc, heir and assign of Dame Cécilia Yon, widow of the late Napoléon Poulin, defendant.

That certain property lying and situate in the city of Maisonneuve and composed of:

1. Un morceau de terre situé en la ville de Maisonneuve, et faisant partie du lot de terre connu sous le numéro un (1), de la subdivision officielle du lot principal numéro quatorze (14), du cadastre hypothécaire du village incorporé d'Hochelaga, d'une largeur de quarante-cinq pieds par une profondeur de vingt-six pieds, mesure anglaise, et borné comme suit: en front par la rue Notre-Dame, en arrière par le lot numéro 14-28 du dit cadastre, d'un côté par le lot numéro treize de ce même cadastre, et de l'autre côté par l'avenue Pie IX.

2. Un lot de terre situé en la dite ville de Maisonneuve, faisant partie du lot connu sous le numéro vingt-huit, de la subdivision officielle du lot numéro quatorze, aux dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant soixante-quatre pieds de front sur l'avenue Pie IX, par quarante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la dite Avenue Pie IX, au nord-ouest par la balance du dit lot numéro vingt-huit, au nord-est par le dit lot numéro treize, des dits plan et livre de renvoi, et au sud-est par la dite partie du dit lot numéro 14-1 ci-dessus décrit.

Avec les bâties érigées sur les deux parties du lot ci-dessus décrites, le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 février 1917. 815-7-2  
[Première publication, 17 février 1917.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } SALEM-ROCH-OLIVIER DUFRESNE, bourgeois, des cité et district de Montréal, demandeur; vs DAME MARIE-MATHILDA-ZAIDA DUFRESNE, des cité et district de Montréal, épouse séparée de corps de Adélar Masurette dit Lapiere, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, dudit lieu de Montréal, défenderesse.

Un lot de terre faisant l'encoignure nord-est des rues Dufresne et Demontigny, dans le quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, contenant environ trente-neuf pieds de largeur sur la rue Dufresne, par trente-trois pieds et un tiers de profondeur sur la rue Demontigny, le tout, plus ou moins, mesure anglaise, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatorze cent quinze, aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Sainte-Marie, moins cependant une petite lisière de terre d'environ quatre pieds de largeur par toute la profondeur dudit lot exproprié par la cité de Montréal, pour l'ouverture de ladite rue Demontigny; borné ledit lot de terre, en front, par la rue Dufresne, en profondeur par le résidu dudit lot No 1415, d'un côté par la rue Demontigny, et de l'autre côté par le lot No 1416, du même cadastre,—avec bâties dessus construite, servitudes actives et passives et à la charge de payer à Salem-Roch-Olivier Dufresne, gentilhomme, domicilié numéro 43 de la rue Dufresne, en la cité de Montréal, dit district, sous forme de rente ou pension annuelle et viagère, une somme de cent cinquante dollars en deux versements semi-annuels de soixante et quinze dollars chacun, exigibles respectivement, le premier de novembre et le premier de mai chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de

1. That parcel of land situate in the city of Maisonneuve, and forming part of the lot of land known under number one(1), of the official subdivision of original lot number fourteen (14), of the hypothecary cadastre of the incorporated village of Hochelaga, of forty five feet in width by twenty six feet in depth, english measurement, and bounded as follows: in front by Notre Dame street, in rear by the lot number 14-28 of said cadastre, on one side by the lot number thirteen of same cadastre, and on the other side by Pie IX Avenue.

2. That certain lot of land situate in said city of Maisonneuve, forming part of the lot known under number twenty eight, of the official subdivision of lot number fourteen, on said official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing sixty four feet in front on Pie IX Avenue, by forty five feet in depth, english measure; bounded in front by said Pie IX Avenue, on the north west by the residue of said lot number twenty eight, on the north east by said lot number thirteen, of said plan and book of reference, and to the south east by that part of said lot number 14-1 above described.

With the buildings on the two portions of lot above described, the whole making up one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th February, 1917. 816-7-2  
[First publication, 17th February, 1917.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } SALEM-ROCH-OLIVIER DUFRESNE, bourgeois, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs DAME MARIE-MATHILDA-ZAIDA DUFRESNE, of the city and district of Montreal, wife separate as to bed and board of Adélar Masurette dit Lapiere, a party to these presents to authorize his said wife, of the said place, Montreal, Defendant.

A lot of land forming the northeast corner of Dufresne and Demontigny streets, in Saint Mary's ward, of the city of Montreal, containing about thirty nine feet in width on Dufresne street, by thirty three feet and one third in depth on Demontigny street, the whole, more or less, english measurement, forming part of the lot of land known and designated under the number fourteen hundred and fifteen, on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, less however a small strip of land of about four feet in width by the whole depth of the said lot expropriated by the city of Montreal, for the opening of the said Demontigny street; the said lot of land being bounded in front by Dufresne street, in depth by the residue of the said lot No. 1415, on one side by Demontigny street, and on the other side by the lot No. 1416, of the same cadastre—with building thereon erected, active and passive servitudes and subject to the charge of paying Salem-Roch-Olivier Dufresne, gentleman, domiciled at No. 43 Dufresne street, in the city of Montreal, said district, under the form of annual and life rent or board, the sum of one hundred and fifty dollars in two semi annual payments of seventy five dollars each, exigible respectively, the first of November and the first of May every year.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of MARCH

MARS prochain, à TROIS heures de l'après midi. next, at THREE o'clock in the afternoon.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX,

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 février 1917. 817-7-2  
[Première publication, 17 février 1917.]

Sheriff's office.

Montreal, 14th February, 1917. 818-7-2  
[First publication, 17th February, 1917.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } D A M E M A R I E  
No 18. } B E A U L I E U,  
veuve de Joseph Joron et épouse contractuellement  
séparée de biens de Eugène Berthelette, et  
de ce dernier dument autorisée, demanderesse;  
vs WILFRID JORON, défendeur.

1. Un terrain faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux (No 2), de la subdivision officielle du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois (No 3), de la subdivision officielle du lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre mille huit (No 4008), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comté d'Hochelaga, contenant douze pieds de largeur sur soixante-dix pieds de profondeur; borné comme suit: tenant en front vers le sud-est à la rue Angers, en profondeur vers le nord-ouest au lot No 4009-6-2, d'un côté au sud-ouest au résidu du dit lot No 4008-3-2, appartenant aux débiteurs, et de l'autre côté au nord-est au lot No 4008-3-3.

2. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro trois (No 3), de la subdivision officielle du lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre mille huit (No 4008), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal.

3. Un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro un (No 1), de la subdivision officielle du lot numéro deux (No 2), de la subdivision officielle du lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre mille huit (No 4008), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal.

4. Un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro deux (No 2), de la subdivision officielle du lot connu et désigné sous le numéro deux (No 2), de la subdivision officielle du dit lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre mille huit (No 4008), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal.

5. Un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro un (No 1), de la subdivision officielle du lot de terre connu et désigné sous le numéro un (No 1), de la subdivision officielle du dit lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre mille huit (No 4008), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal.

6. Un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro deux (No 2), de la subdivision officielle du lot connu et désigné sous le numéro un (No 1), de la subdivision officielle du dit lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre mille huit (No 4008), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

7. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro trois (No 3), de la subdivision officielle du lot connu et désigné sous le numéro un (No 1), de la subdivision officielle du dit lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } D A M E M A R I E B E A U  
No. 18. } L I E U, widow of  
Joseph Joron and wife contractually separated  
as to property to Eugène Berthelette, and  
by the latter duly authorized, Plaintiff; vs WIL-  
FRID JORON, Defendant.

1. That certain lot of land forming part of the lot known and designated under number two (No. 2), of the official subdivision of the lot of land known and designated under number three (No. 3), of the official subdivision of the original lot of land known and designated under number four thousand and eight (No. 4008), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, county of Hochelaga, containing twelve feet in width by seventy feet in depth; bounded as follows: in front to the south east by Angers street, in rear to the north west, by the lot No. 4009-6-2, on one side, to the south west, by the residue of said lot No. 4008-3-2, belonging to the debtors, and on the other side, to the north east, by the lot 4008-3-3.

2. That other lot of land known and designated under number three (No. 3), of the official subdivision of the original lot of land known and designated under number four thousand and eight, (No. 4008), on said official plan and book of reference of said parish of Montreal;

3. That other lot of land known and designated under number one (No. 1), of the official subdivision of lot number two (No. 2), of the official subdivision of the original lot of land known and designated under number four thousand and eight (No. 4008), on said official plan and book of reference of said parish of Montreal.

4. That other lot of land known and designated under number two (No. 2), of the official subdivision of the lot known and designated under number two (No. 2), of the official subdivision of the original lot known and designated under number four thousand and eight (No. 4008), on said official plan and book of reference of said parish of Montreal.

5. That other lot of land known and designated under number one (No. 1), of the official subdivision of the lot of land known and designated under number one (No. 1), of the official subdivision of said original lot of land known and designated under number four thousand and eight (No. 4008), on said official plan and book of reference of said parish of Montreal.

6. That other lot of land known and designated under number two (No. 2), of the official subdivision of the lot known and designated under number one (No. 1), of the official subdivision of said original lot of land known and designated under number four thousand and eight (No. 4008), on said official plan and book of reference of the parish of Montreal.

7. That other lot of land known and designated under number three (No. 3), of the official subdivision of lot known and designated under number one (No. 1), of the official subdivision of said original lot of land known and designated under

mille huit (No 4008), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal.

8. Un autre terrain faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux (No 2), de la subdivision officielle du lot connu et désigné sous le numéro six (No 6), de la subdivision officielle du lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre mille neuf (No 4009), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant douze pieds de largeur sur dix pieds de profondeur, et borné comme suit: tenant au sud-est au lot No 4008-3-2, au nord-ouest au lot No 4009-3, une ruelle, d'un côté au sud-ouest au résidu du dit lot No 4009-6-2, appartenant aux débiteurs, et de l'autre côté au nord-est au lot No 4009-6-3 ci-après mentionné.

9. Un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro trois (No 3), de la subdivision officielle du lot de terre connu et désigné sous le numéro six (No 6), de la subdivision officielle du dit lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre mille neuf (No 4009), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal.

10. Un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro un (No 1), de la subdivision officielle du lot connu et désigné sous le numéro cinq (No 5), de la subdivision officielle du dit lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre mille neuf (No 4009), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal.

11. Un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro deux (No 2), de la subdivision officielle du lot connu et désigné sous le numéro cinq (No 5), de la subdivision officielle du dit lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre mille neuf (No 4009), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal.

12. Un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro un (No 1), de la subdivision officielle du lot connu et désigné sous le numéro quatre (No 4), de la subdivision officielle du dit lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre mille neuf (No 4009), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal.

13. Un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro deux (No 2), de la subdivision officielle du lot connu et désigné sous le numéro quatre (No 4), de la subdivision officielle du dit lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre mille neuf (No 4009), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal.

14. Un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro trois (No 3) de la subdivision officielle du lot connu et désigné sous le numéro quatre (No 4) de la subdivision officielle du dit lot de terre originaire connu et désigné sous le numéro quatre mille neuf (No 4009) aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal.

Avec trois maisons en bois lambrissées en briques comportant neuf logements portant respectivement les Nos 173, 175, 177, 179, 181, 183, 185, 187 et 189, de la dite rue Angers, du quartier Saint-Paul, Montréal, et autres dépendances, avec aussi droit de passage dans la dite ruelle No 4009-3.

Pour être vendus comme une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

number four thousand and eight (No. 4008), on said official plan and book of reference of said parish of Montreal.

8. That other lot of land forming part of the lot of land known and designated under number two (No. 2), of the official subdivision under number six (No. 6), of the official subdivision of the original lot of land known and designated under number four thousand and nine (No. 4009), on said official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twelve feet in width by ten feet in depth, and bounded as follows: on the south east by lot No. 4008-3-2, on the north west by lot No. 4009-3, a lane, on the south west side by the residue of said lot No. 4009-6-2, belonging to the debtors, and on the other side, to the north east, by lot No. 4009-6-3, hereunder described.

9. That other lot of land known and designated under number three (No. 3), of the official subdivision of the lot of land known and designated under number six (No. 6), of the official subdivision of said lot of land known and designated under number four thousand and nine (No. 4009), on said official plan and book of reference of said parish of Montreal.

10. That other lot of land known and designated under number one (No 1), of the official subdivision of the lot known and designated under number five (No 5), of the official subdivision of said original lot of land known and designated under number four thousand and nine (No. 4009), on said official plan and book of reference of said parish of Montreal.

11. That other lot of land known and designated under number two (No. 2), of the official subdivision of the lot known and designated under number five (No. 5), of the official subdivision of the original lot of land known and designated under number four thousand and nine (No. 4009), on said official plan and book of reference of said parish of Montreal.

12. That other lot of land known and designated under number one (No. 1), of the official subdivision of the lot known and designated under number four (No. 4), of the official subdivision of the original lot of land known and designated under number four thousand and nine (No. 4009), on said official plan and book of reference of said parish of Montreal.

13. That other lot of land known and designated under number two (No. 2), of the official subdivision of the lot known and designated under number four (No. 4), of the official subdivision of said original lot of land known and designated under number four thousand and nine (No. 4009) on said official plan and book of reference of said parish of Montreal.

14. That other lot of land known and designated under number three (No. 3), of the official subdivision of the lot known and designated under number four (No. 4), of the official subdivision of the original lot of land known and designated under number four thousand and nine (No. 4009), on said official plan and book of reference of the said parish of Montreal.

With three frame and brick buildings containing nine dwellings bearing respectively the Nos. 173, 175, 177, 179, 181, 183, 185, 187 and 189, in said Angers street of Saint Paul's ward, Montreal, and other dependencies, together with a right of way in said lane No. 4009-3.

To be sold as one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 février 1917. 819-7-2  
[Première publication, 17 février 1917.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **THE SUN LIFE ASSU-**  
No 3672. } **RANCE COMPANY**  
**OF CANADA**, corporation légale, ayant son bureau-chef dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs **THE MONTREAL TRUST COMPANY**, corporation légale, ayant son bureau-chef dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

L'emplacement du "Redpath Crescent", à "Redpath" dans ladite cité de Montréal, étant de forme irrégulière et composé de la totalité de la subdivision numéro soixante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq (1755-64), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, large de vingt pieds au nord-est sur toute la profondeur d'icelui, à savoir: cent quinze pieds de la subdivision unuméro soixante-trois, de la subdivision officielle du même lot officiel, dix-sept cent cinquante-cinq (1755);

Ladite partie de ladite subdivision soixante-trois est bornée au sud-est par "Redpath Crescent", au nord-ouest par Redpath Crescent, au nord-est par ladite subdivision numéro soixante-quatre, et au sud-ouest par le résidu de ladite subdivision numéro soixante-trois.

Ladite propriété apparaît avec contours en vert sur le plan qui a été fait par Malcolm D. Barclay, A. P. Q., le onze septembre mil neuf cent douze et annexée à l'acte de vente de ladite propriété de John-J. Carrick, à Charles-Edward Deaken, passé devant H.-M. Marler, N. P., le quinze mai 1913, enregistré sous le numéro 155355, et mesure en superficie onze mille quatre cent trente-huit pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec droit de passage en commun avec d'autres dans les ruelles indiquées audit plan de subdivision de "Redpath", comme étant la subdivision numéro quarante-un (41), dudit lot officiel, pour ledit droit de passage être exercé à pied seulement, à moins que telles ruelles ne soient ouvertes et nivelées d'une façon propre au trafic des voitures, auquel cas le droit de s'en servir communément avec d'autres pour le passage des voitures s'attache à ladite propriété, le tout tel que stipulé audit acte de vente.

Avec aussi le droit de passage en commun avec d'autres, à pied, en voiture et à dos d'animaux dans ledit "Redpath Crescent", tel qu'indiqué audit plan de subdivision.

Avec tous les bâtiments dessus construits sur ledit emplacement.

Dans l'état où se trouve actuellement ladite propriété, avec tous les droits, circonstances et dépendances, sans exception ou réserve.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 14 février 1917. 821-7-2  
[Première publication, 17 février 1917.]

on the TWENTY SECOND day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th February, 1917. 820-7-2  
[First publication, 17th February, 1917.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **THE SUN LIFE ASSU-**  
No. 3672. } **RANCE COMPANY**  
**OF CANADA**, a body politic and corporate, having its principal office at the city and district of Montreal, Plaintiff; vs **THE MONTREAL TRUST COMPANY**, a body politic and corporate, having its principal office at the city and district of Montreal, Defendant.

An emplacement in Redpath Crescent, in Redpath, in the said city of Montreal, being of an irregular figure and composed of the whole of subdivision number sixty-four, of the official subdivision of lot number seventeen hundred and fifty five (1755-64), on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, of the said city of Montreal, and of the north easterly twenty feet in width by the whole depth thereof, namely: one hundred and fifteen feet of subdivision number sixty three, of the official subdivision of the same official lot, seventeen hundred and fifty five (1755).

The said part of the said subdivision sixty three is bounded to the south east by Redpath Crescent, to the north west by Redpath Crescent, to the north east by said subdivision number sixty four, and to the southwest by the remainder of the said subdivision number sixty three.

The said property is shown edge in green on the plan thereof made by Malcolm D. Barclay, Q. L.S., dated the eleventh of September, nineteen hundred and twelve and annexed to the deed of sale of said property from John-J. Carrick to Charles-Edward Deaken, passed before H.-M. Marler, N. P., the fifteenth of May, 1913, registered under the number 155355 and contains a superficial area of eleven thousand four hundred and thirty eight square feet, english measure, more or less.

With the right of passage in common with others in the passage ways shown on the said subdivision plan of Redpath, as subdivision number forty one (41), of the said official lot, such right of passage to be exercised on foot only, unless such passage-ways are opened and graded in a manner for traffic with vehicles, in which case the right in common with others to use it for vehicular traffic will attach to the said property, the whole as stipulated in the said deed of sale.

With also the right in common with others of passage on foot and with vehicles and animals in the said Redpath Crescent, and as shown on the said subdivision plan.

With all the buildings erected on the said emplacement.

As the said property now subsists, with all its right, members and appurtenances without exception or reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th February, 1917. 822-7-2  
[First publication, 17th February, 1917.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **REVEREND JOSEPH-AVILA MAJEAU**,  
No 3469. }  
prêtre, esql et al, demandeurs; vs CLOVIS BEAULIEU dit MONTPELLIER, défendeur.

Deux lots de terre ayant front sur la rue Letourneux, à Maisonneuve, désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hoche-laga, sous les numéros 552 et 553, de la subdivision originaire du lot numéro 8, avec les constructions dessus érigées, portant les numéros civiques 784 à 802, de ladite rue, et avec l'usage en commun avec d'autres, de la ruelle en arrière desdits lots.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à MIDI.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 23 janvier 1917. 461—4—2  
[Première publication, le 27 janvier 1917.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **DAME AMANDA**  
No 1101. } **COUTURE**, veuve  
de feu Joseph Gagnon, demanderesse; vs FERDINAND GAGNON, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Maisonneuve, composé de deux lots de terre connus et désignés sous les Nos 237 et 238, de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-laga, sous le No 8 (8-237 et 238); borné en front par l'avenue Letourneux—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 23 janvier 1917. 463—4—2  
[Première publication, 27 janvier 1917.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **LOUIS-JOSEPH BOI-**  
No 2905. } **LEAU**, notaire, de la  
ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, district de Montréal, demandeur; vs ANTOINE BOILEAU, de la cité de Montréal, défendeur; et G. BOILEAU, curateur au délaissement fait par ledit A. Boileau.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Maplewood, de ladite cité, connu et désigné sous le numéro deux cent un (201), de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-huit (28-201), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges;

Un autre lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro trente-un (31); de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix (170), dudit lot numéro vingt-huit (28), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges;

Un autre lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, connu et désigné comme étant la partie sud-ouest des lots numéros deux cent deux, dudit lot numéro vingt-huit, et trente-deux, de la subdivision du lot cent soixante-dix, de la subdivision du lot numéro

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **REVEREND JOSEPH-AVILA MAJEAU**,  
No. 3469. }  
priest, esql et al, Plaintiffs; vs CLOVIS BEAULIEU dit MONTPELLIER, Defendant.

Those two lots of land fronting on Letourneux street, at Maisonneuve, designated on the official plan and book of reference of the village of Hoche-laga, under the numbers 552 and 553, of the original subdivision of the lot number eight—with the constructions thereon erected, bearing civic numbers 784 to 802, in said street, and with the use in common with others, of the lane in rear of said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 23rd January, 1917. 462—4—2  
[First publication, 27th January, 1917.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **DAME AMANDA COU-**  
No. 1101. } **TURE**, widow of the  
late Joseph Gagnon, Plaintiff; vs FERDINAND GAGNON, defendant.

An emplacement situate in the city of Maisonneuve, composed of two lots of land known and designated under the Nos. 237 and 238, of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hoche-laga under the No. 8 (8-237 and 238), bounded in front by Letourneux avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 23rd January, 1917. 464—4—2  
[First publication, 27th January, 1917.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **LOUIS JOSEPH BOI-**  
No. 2905. } **LEAU**, notary, of the  
town of Sainte-Anne-de-Bellevue, district of Montreal, Plaintiff; vs ANTOINE BOILEAU, of the city of Montreal, Defendant; and G. BOILEAU, curator to the surrender made by the said A. Boileau.

A lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Maplewood avenue, of the said city, known and designated under the number two hundred and one (201), of the official subdivision of the primitive lot number twenty eight (28-201), on the official plan and book of reference of the cadastre of the incorporated village of Côte-des-Neiges;

Another lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, known and designated as being the number thirty one (31), of the official subdivision of the lot number one hundred and seventy (170), of the said lot number twenty eight (28), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-des-Neiges;

Another lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, known and designated as being the southwest part of the lots numbers two hundred and two, of the said lot number twenty eight, and thirty two, of the subdivision of the lot one hundred and

vingt-huit (28-202 et 28-170-32), aux mêmes plan et livre de renvoi officiels mesurant lesdites parties sud-ouest desdits lots vingt-huit-deux cent-deux, et vingt-huit-cent-soixante-dix-trente deux, trois pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et bornées en front par ladite avenue Maplewood, en profondeur par la partie non subdivisée du lot numéro vingt-sept (27), d'un côté au sud-ouest par lesdits lots 28-201 et 28-170-31, et de l'autre côté, au nord-est, par le résidu desdits lots 28-202 et 28-170-32—avec les bâtisses dessus construites et le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 janvier 1917. 465—4-2  
[Première publication, 27 janvier 1917.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ULRIC MALO, de-  
No 655. } mandeur; vs PAUL  
LARCHER, défendeur, et TELESOPHORE DE-  
PATIE, curateur au délaissement fait par ledit  
P. Larcher.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé en la cité de Maisonneuve, district de Montréal, ayant front sur la rue Jeanne-d'Arc, de ladite cité, connu et désigné sous le No 617, de la subdivision officielle du lot No 14 (14-617), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-laga, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 23 janvier 1917. 467—4-2  
[Première publication, 27 janvier 1917.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LOUIS RONDEAU ET  
No 918. } AL, demandeurs; vs  
ISIDORE-CHARLES PICARD, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Boyer, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le No 161a, de la subdivision officielle du lot originai-re No 488, aux plan et livre de renvoi officiels du Sault-au-Récollet,—avec les bâtisses dessus construites et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à MIDI.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 janvier 1917. 469—4-2  
[Première publication, 27 janvier 1917.]

seventy, of the subdivision of the lot number twenty eight (28-202 and 28-170-32), on the same official plan and book of reference, (the said southwest parts of the said lots twenty eight—two hundred and two, and twenty eight—one hundred and seventy—thirty two), measuring three feet in width by one hundred and ten feet in depth, english measurement, and bounded in front by the said Maplewood avenue, in depth by the unsubdivided part of the lot number twenty seven (27), on one side to the southwest by the said lots 28-201 and 28-170-31, and on the other side, to the northeast, by the residue of the said lots 28-202 and 28-170-32—with the buildings thereon erected and the whole forming but one plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th January, 1917. 466—4-2  
[First publication, 27th January, 1917.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ULRIC MALO, Plaintiff;  
No. 655. } vs PAUL LARCHER,  
defendant, and TELESOPHORE DEPATIE, cura-  
tor to the surrender made by said P. Larcher.

That certain lot of land or emplacement lying and situate in the city of Maisonneuve, district of Montreal, fronting on Jeanne d'Arc street, in said city, known and designated under No. 617, of the official subdivision of lot No. 14 (14-617), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, more or less, english measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 23rd January, 1917. 468—4-2  
[First publication, 27th January, 1917.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } LOUIS RONDEAU ET AL,  
No. 918. } Plaintiff; vs ISIDORE  
CHARLES PICARD, Defendant.

That certain lot of land fronting on Boyer street in the city of Montreal, known and designated under the No. 161a, of the official subdivision of original lot No. 488, on the official plan and book of reference of Sault-au-Récollet,—with the buildings thereon erected and the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of FEBRUARY next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th January, 1917. 470—4-2  
[First publication, 27th January 1917.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JOSEPH-HENRI OLIVIER, notaire, demandeur; vs SAMUEL BERLIN et BENJAMIN BENOVOY, défendeurs.

Saisi comme appartenant auxdits défendeurs conjointement et solidairement:

1. Un lot de terre ou emplacement ayant front sur l'avenue Mozart, dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, portant le numéro onze cent trente-un, de la subdivision du lot originaire numéro dix (No 10-1131), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant 25 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins;

2. Un morceau de terre étant la partie sud-ouest du lot de terre ou emplacement portant le numéro onze cent trente, de la subdivision du lot originaire numéro dix (10-pt. S. O. 1130), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, joignant immédiatement la ligne nord-est du lot en premier lieu ci-dessus décrit à sa profondeur, contenant ledit morceau de terre un pied et un pouce de large dans sa ligne sud-est et un pied et 3 pouces dans sa ligne nord-ouest, par une profondeur de 29 pieds et 2 pouces, mesure anglaise, et plus ou moins, tel qu'actuellement occupé par le hangar et la galerie de la maison érigée sur l'arrière partie du lot en premier lieu ci-dessus décrit, ainsi que sur le morceau de terre présentement décrit—avec toutes les bâtisses érigées sur les lots ci-dessus décrits, et droit de passage dans la ruelle en arrière desdits lots et dans la ruelle se trouvant au sud-ouest du dit lot No 10-1131, en commun avec d'autres, le tout re forme nt qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 23 janvier 1917. 471—4-2  
[Première publication, 27 janvier 1917].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JOSEPH-DAMASE LAJEUNESSE, demandeur; vs DAME ALPHONSINE BRISEBOIS, épouse contractuellement séparée de biens de William Semmelhaack, défenderesse.

1. Deux lots de terre sis et situés dans la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, connus et désignés sous les numéros cinq cent soixante et cinq (565), cinq cent soixante et six (566), de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quarante-huit (348), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, contenant chacun cinquante pieds de largeur sur deux cents pieds de profondeur, plus ou moins; bornés en front par la rue Saint-Thomas, et en arrière par la rue Saint-Jean—sans bâtisses dessus érigées.

2. La moitié sud-est d'un lot de terre sis et situé dans ladite paroisse Saint-Antoine-de-Longueuil, connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante-et-quatre (564), de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quarante-huit (348), aux plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant ladite moitié sud-est du lot en dernier lieu mentionné, vingt-cinq pieds de largeur sur deux cents pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Thomas, et en arrière par la rue Saint-Jean, de ladite paroisse, d'un côté par le numéro cinq cent soixante, et de

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JOSEPH-HENRI OLIVIER, notary, plaintiff; vs SAMUEL BERLIN and BENJAMIN BENOVOY, Defendants.

Seized as belonging to said defendants, jointly and severally:

1. That certain lot of land or emplacement fronting on Mozart avenue, in Laurier ward, of the city of Montreal, bearing number eleven hundred and thirty one, of the subdivision of original lot number ten (No. 10-1131), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, containing 25 feet in width by 100 feet in depth, english measure, more or less;

2. That parcel of land being the south west part of the lot of land or emplacement bearing number eleven hundred and thirty of the subdivision of original lot number ten, (No. 10, S. W pt. of 1130), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, immediately adjacent to the north east line of the lot firstly hereabove described at the depth thereof, containing said parcel of land one foot and one inch in width in its south east line, and one foot and three inches in width north west line, by a depth of 29 feet and 2 inches, english measure, and more or less, as now occupied by the shed and gallery of the house erected on the rear part of the lot firstly hereabove described, and on the parcel of land herein described—with all the buildings erected on the above described lots, and a right of way in the lane in rear of said lots and the lane to the south west of said lot No. 10-1131, in common with others, the whole making up one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 23rd January, 1917. 472—4-2  
[First publication, 27th January, 1917].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JOSEPH DAMASE LAJEUNESSE, Plaintiff; vs DAME ALPHONSINE BRISEBOIS, wife separated as to property by marriage contract of William Semmelhaack, Defendant.

1. Two lots of land being and situated in the parish of Saint Antoine-de-Longueuil, known and designated under the numbers five hundred and sixty five (565), five hundred and sixty six (566), of the official subdivision of the lot number three hundred and forty eight (348), on the official plan and book of reference of the village of Longueuil, each containing fifty feet in width by two hundred feet in depth, more or less; bounded in front by Saint Thomas street, and in the rear by Saint John street—without buildings erected thereon.

2. The southeast half of a lot of land being and situate in the said parish of Saint Antoine-de-Longueuil, known and designated under the number five hundred and sixty four (564), of the official subdivision of the lot number three hundred and forty eight (348) on the aforesaid official plan and book of reference, the said southeast half of the lot lastly mentioned, containing twenty five feet in width by two hundred feet in depth, more or less; bounded in front by Saint Thomas street, and in the rear by Saint John street of the said parish, on one side by the

l'autre côté par le reste dudit lot numéro cinq cent soixante et quatre (564)—sans bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, le PREMIER jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 janvier 1917. 473—4-2  
[Première publication, 27 janvier 1917].

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } D A M E A L I C E  
No 466. } D'AOUST, épouse  
séparée de biens de Henri-René-Napoléon Viau, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs LES HERITIERS de feu Dame Kana Brittman, veuve de Judah Levitt, défendeurs.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 70, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec les bâtisses dessus érigées, portant les Nos 988-990b, avenue de l'hôtel-de-ville.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 24 janvier, 1917. 475—3-2  
[Première publication, 27 janvier 1917.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } L A BANQUE D'H O  
No 3737. } C H E L A G A, corporation légalement constituée ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs J.-O. HAMELIN, défendeur.

a. Un lot vacant situé en la cité de Verdun, connu et désigné comme étant partie du lot de terre No 4593, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front par la rue Galt, en arrière par le lot connu et désigné comme étant la subdivision No 1, du dit lot No 4593, d'un côté par la rue Wellington et de l'autre côté par partie du lot No 4592, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, mesurant 70 pieds de front par 93 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et formant une superficie totale de 6510 pieds, plus ou moins.

b. Un autre lot vacant situé au même endroit, désigné comme partie du lot No 4592, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front par la rue Galt, en arrière par le lot connu et désigné sous le No 1, de la subdivision dudit lot originaire No 4592, d'un côté par partie du lot No 4593, desdits plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté par le résidu dudit lot No 4592, mesurant 30 pieds de front par 92 pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, et formant une superficie totale de 2760 pieds.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 janvier 1917. 477—4-2  
[Première publication, 27 janvier 1917.]

number five hundred and sixty, and on the other side by the remainder of the said lot number five hundred and sixty four (564)—without buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine-de-Longueuil, on the FIRST day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd January, 1917. 474—4-2  
[First publication, 27th January, 1917].

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } D A M E A L I C E D'AOUST,  
No. 466. } wife separated as to  
property of Henri René Napoléon Viau, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, Plaintiff; vs THE HEIRS of the late Dame Kana Brittman, widow of Judah Levitt, Defendants.

That certain lot of land situate in the city of Montreal, known and designated under number 70, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 988-990b in City Hall Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 24th January, 1917. 476—4-2  
[First publication, 27th January, 1917.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } L A BANQUE D'H O  
No. 3737. } C H E L A G A, a body  
politic and corporate, having its head office in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs J.-O. HAMELIN, Defendant.

a. One vacant lot situate in the city of Verdun, known and designated as a part of the lot of land No.4593, on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal; bounded in front by Galt street, in rear by the lot known and designated as being subdivision No. 1, of the said lot No. 4593, on one side by Wellington street, and on the other side by part of lot No. 4592, of the same official plan and book of reference; measuring 70 feet in front by 93 feet in depth, more or less, english measure, and forming a total area of 6510 feet, more or less;

b. Another vacant lot situate at the same place, designated as part of lot No. 4592, of the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal; bounded in front by Galt street, in rear by the lot known and designated under No. 1, of the subdivision of the said original lot No. 4592, on one side, by part of lot No. 4593, of the said official plan and book of reference, and on the other side by the remainder of the said lot No. 4592, measuring 30 feet in front by 92 feet in depth, english measure, and more or less, and having a total area of 2760 feet.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd January, 1917. 478—4-2  
[First publication, 27th January, 1917.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JOSEPH DUQUETTE,  
No 2552. } demandeur; contre ELIE-  
WILLIAM JACOB, défendeur.

Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros onze et douze, de la subdivision officielle du lot numéro un, (1-11 et 12), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste; bornés en front par la rue de Lanaudière (autrefois Lassalle) et Panet—avec les bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 7a à 17a, de ladite rue de Lanaudière, et avec droit de passage dans les ruelles en arrière desdits lots, ainsi que le tout se trouve présentement, avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 24 janvier 1917. 479—4-2  
[Première publication, 27 janvier 1917].

**NICOLET**

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Nicolet.*

Nicolet, à savoir: } LA BANQUE NATIO-  
No 71. } NALE, de Nicolet, de-  
manderesse; vs JOSEPH DIONNE, Saint-  
Léonard, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située en la dite paroisse de Saint-Léonard, de forme irrégulière, contenant à son front cinq arpents et demi de largeur sur vingt-neuf arpents et demi de profondeur, en allant en rétrécissant jusqu'à sa profondeur où la dite terre a une largeur de deux arpents et demi, désignée au susdit cadastre pour Saint-Léonard, comme faisant partie, au bout nord-est et du côté nord-ouest, du lot numéro cent cinquante deux, et au bout nord-est du lot numéro cent cinquante-trois; bornée au nord-est à la rivière Nicolet, au sud-ouest à Joseph Boudreau, au nord-ouest à la ligne seigneuriale, et au sud-est, partie au ruisseau Rhéa, pour parti, et partie à Evariste Boudreau, et partie à Joseph Bourdeau.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léonard, comté de Nicolet, MERCREDI, le VINGT ET UNIEME jour de MARS prochain, 1917, à DIX heures du matin.

Le shérif,

J.-H.-O. HEBERT.

Bureau du shérif.

Nicolet, 12 février 1917. 783—7-2  
[Première publication, 17 février 1917].

**OTTAWA**

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir: } ALBERT SABOURIN,  
No 4329. } demandeur; contre  
DAME OLIVINA MALLETTE ET VIR., défen-  
deurs, à savoir:

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JOSEPH DUQUETTE,  
No. 2552. } Plaintiff; against ELIE  
WILLIAM JACOB, Defendant.

Two lots of land situated in the city of Montreal, known and designated under numbers eleven and twelve, of the official subdivision of the lot number one (1-11-12), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Saint Jean Baptiste; bounded in front by de Lanaudière street (formerly Lassalle) and Panet—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 7a to 17a of the said de Lanaudière street, and the right of way in the lanes in rear of the said lots, as the whole now subsists, with all circumstances and dependencies, active and passive, apparent and un-apparent servitudes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHT day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Montreal, 24th January, 1917. 480—4-2  
[First publication, 27th January, 1917].

**NICOLET**

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Nicolet.*

Nicolet, to wit: } LA BANQUE NATIO-  
No. 71. } NALE, of Nicolet, plaintiff;  
vs JOSEPH DIONNE, Saint Léonard, defendant.

As belonging to the defendant:

That certain farm situate in said parish of Saint Leonard, of irregular outline, containing in front five arpents and a half in width by twenty nine arpents and a half in depth, and narrowing towards the rear where it only measures two arpents and a half in width, designated on the aforesaid cadastre for Saint Leonard, as forming part, at the north east and on the north west side, of the lot number one hundred and fifty two, and at the north east end of lot number one hundred and fifty three; bounded on the north east by the Nicolet river, on the south west by Joseph Boudreau; on the north west by the seigniorial line, and on the south east, partly by Rhea brook, partly by Evariste Boudreau and partly by Joseph Boudreau.

To be sold at the church door of the parish of Saint Leonard, county of Nicolet, on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of MARCH, next, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-H.-O. HEBERT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Nicolet, 12th February, 1917. 784—7-2  
[First publication, 17th February, 1917].

**OTTAWA**

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit: } ALBERT SABOURIN,  
No. 4329. } Plaintiff; against DA-  
ME OLIVINA MALLETTE ET VIR., Defendants,  
to wit:

Une certaine portion de terre ou emplacement dépendant et faisant partie du lot No 12-A, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton d'Hartwell, au dit village Cheneville, district d'Ottawa, désigné comme suit: de quarante pieds de largeur, mesure anglaise, sur cent trente-cinq pieds de longueur, même mesure; tenant en front au chemin public du premier rang, d'un côté, au sud à l'emplacement d'un nommé David Joubert, et au nord à celui d'un nommé Hector Lacoste, à la profondeur tenant au terrain des représentants feu Hercule Chéné—avec une maison demeure privée et magasin, une écurie, une remise et d'autres bâtisses en bois.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Hartwell, à Cheneville, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.  
Hull, 20 janvier 1917. 437—4-2  
[Première publication, 27 janvier 1917.]

That certain parcel of land or emplacement detached from and forming part of the lot No. 12-A, of the official cadastral plan and book of reference for the second range of the township of Hartwell, in said village of Cheneville, district of Ottawa, designated as follows: of forty feet in width, english measure, by one hundred and thirty five feet in depth, same measure; bounded in front by the public road of the first range, on one side to the south, by the emplacement owned by a certain David Joubert, and on the north by that of a certain Hector Lacoste, in depth by the land of the representatives of the late Hercule Chéné—with a private house and a store, stable, shed and other wooden buildings thereon.

To be sold at the parochial church door of Hartwell, at Cheneville, on the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

C.-M. WRIGHT,  
Sheriff.

Sheriff's office,  
Hull, 20th January, 1917. 438—4-2  
[First publication, 27th January, 1917.]

## PONTIAC

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District d'Arthabaska.*

No 371. } **THE PLESSISVILLE FOUN-  
DRY**, corporation légale,  
ayant sa principale place d'affaires au village de Plessisville, dans la province de Québec, deman-  
deresse; vs **ALEXANDER LOISELLE**, indus-  
triel, du canton Makamik, dans le comté de  
Témiscaming, Qué., et maintenant de Saint-  
Victor-de-Tring, comté de Beauce, dans la pro-  
vince de Québec, défendeur.

Les droits et prétentions du défendeur sur l'emplacement ou lisière de terre faisant partie des lots sept et huit (7 et 8) dans le troisième rang (R. 3), du canton Royal-Roussillon, dans le comté de Témiscaming, mesurant six (6) acres de superficie et borné comme suit: en front par le chemin de fer Transcontinental, du côté est par la ligne latérale entre les lots huit et neuf (8 et 9), à l'ouest par la partie ouest ou arrière du lot huit (8) et partie de sept (7), et au nord par le côté nord du lot sept (7), du dit troisième rang, et la propriété des bâtisses sus-érigées et aussi les droits et prétentions du dit défendeur sur un moulin à scie comprenant une bouilloire, un engin, une machine à tailler les bouts, une machine à écorcer, toutes les scies, tous les arbres de couche et courrois s'y rattachant, et qui se trouve actuellement dans les bâtisses et sur les terrains ci-haut décrits et sujet aux termes d'un bail et aux lieu et place du demandeur, ainsi que les bâtiments et les dépendances dessus construits.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Témiscaming, au village de Ville-Marie, Qué., le VINGT-UNIEME jour de MARS mil neuf cent dix-sept, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
BERNARD-J. SLOAN.

Bureau du shérif,  
Bryson, 6 février 1917. 403—7-2  
[La publication du 27 janvier 1917 est nulle.]  
[Première publication 17 février 1917.]

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

No. 371. } **THE PLESSISVILLE FOUN-  
DRY**, a body politic and  
corporate, having its principal place of business  
in the village of Plessisville, in the province of  
Quebec, Plaintiff; vs **ALEXANDER LOISELLE**,  
manufacturer, of the township of Makamik, in  
the county of Temiskaming, Que., and now of  
Saint Victor de Tring, county of Beauce, in the  
province of Quebec, Defendant.

The claims and pretensions of the Defendant, in that certain parcel or tract of land forming parts of lots seven and eight (7 and 8), of the third range (3rd R.), of the township of Royal-Roussillon, in the county of Temiskaming, measuring six (6) acres in superficies and bounded as follows: in the front by the Transcontinental Railway, on the east side by the side line between lots eight and nine (8 and 9), on the west by the western or rear portion of lot eight (8) and part of seven (7), and the north by the north side of lot seven (7), of said third range, and the ownership of the buildings thereon erected and also the claims and pretensions of said defendant in one saw mill consisting of one boiler, one engine, one butting machine, all saws, shafts and belts thereto belonging, actually in the buildings and upon the lauds above described and subject to the conditions of lease and to the place of the plaintiff, as the buildings and appurtenances thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Temiskaming, in the village of Ville-Marie, Que., on the TWENTY-FIRST day of MARCH, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD-J. SLOAN,  
Sheriff.

Sheriff's office,  
Bryson, 6th February, 1917. 404—4-2  
[The publication of the 27th January, 1917, is null.]  
[First publication, 17th February, 1917.]

## QUEBEC

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **ARTHUR PANNETON**,  
No 3282. } financier, de la cité de  
Montréal; contre **LA CIE O. MASSICOTTE & COTE**, Itée, corporation ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, à savoir:

Avis est par le présent donné que les immeubles saisis en la présente cause, qui devaient être vendus à dix heures du matin, le troisième jour de mars 1916, à mon bureau, en la cité de Québec, et qui ne l'ont pas été, seront vendus à DIX heures du matin, le NEUVIEME jour de MARS prochain, au même endroit.

Le shérif,  
**CLEOPHAS BLOUIN**,

Bureau du shérif.

Québec, 14 février 1917. 827  
[Première publication, 17 février 1917].

## FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } **OMER ARCAND**, de  
No 2153. } Québec, mécanicien ;  
contre **JOSEPH-G. MAINGUY**, de la cité de Québec, à savoir:

Le lot No 80 (quatre-vingts), de la subdivision du No 2419 (deux mille quatre cent dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé ci-devant rue Houde et actuellement rue Fleurie—avec les bâtisses dessus construites; circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,  
**ED. BEGIN**.

Bureau du shérif.

Québec, 1er février 1917. 603—5-2  
[Première publication, 3 février 1917.]  
[Deuxième publication, 17 février 1917.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **JOSEPH GOSSELIN**, de la  
No 1287 } cité de Lévis, entrepreneur;  
contre **STANISLAS BILODEAU**, de la ville de Lauzon, à savoir:

1. La subdivision No 198 (cent quatre-vingt dix-huit), du lot No 206 (deux-cent-six), du cadastre officiel pour la partie est du village de Lauzon, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur l'avenue Davie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. La subdivision No 199 (cent quatre-vingt dix-neuf), du lot No 206 (deux cent-six), du cadastre officiel pour la partie est du village de Lauzon, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur l'avenue Davie—circonstances et dépendances.

Subject à une rente foncière de \$12.00 par année en faveur de MM. Paradis & de Billy.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Lévis, comté de Lévis, le HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le député shérif,  
**ED. BEGIN**.

Bureau du shérif.

Québec, 1er février 1917. 605—5-2  
[Première publication, 3 février 1917].  
[Deuxième publication, 17 février 1917].

## QUEBEC

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **ARTHUR PANNETON**,  
No. 3282. } financier, of the city of  
Montreal; against **LA CIE O. MASSICOTTE & COTE**, Itée, a body politic and corporate with its head office in the city of Montreal, to wit:

Notice is hereby given that the immoveables seized in the present cause formerly announced to be sold at ten o'clock in the forenoon, on the third day of march, 1916, at my office, in the city of Quebec, the sale of which did not take place, will be sold at TEN o'clock in the forenoon, on the NINTH day of MARCH next, at the same place.

**CLEOPHAS BLOUIN**,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 14th February, 1917. 828  
[First publication, 17th February, 1917].

## FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } **OMER ARCAND**, of Que-  
No. 2153. } bec, machinist; against  
**JOSEPH-G. MAINGUY**, of the city of Quebec, to wit:

The lot No. 80 (eighty), of the subdivision of lot No. 2419 (two thousand four hundred and nineteen), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situate on the street heretofore named Houde and now Fleurie street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the NINTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

**ED. BEGIN**,  
Deputy-sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 1st February, 1917. 604—5-2  
[First publication, 3rd February, 1917.]  
[Second publication, 17th February, 1917.]

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **JOSEPH GOSSELIN**, of the  
No. 1287. } city of Lévis, contractor,  
against **STANISLAS BILODEAU**, of the town of Lauzon, to wit:

1. Subdivision No. 198 (one hundred and ninety eight) of lot No. 206 (two hundred and six) of the official cadastre for the east part of the village of Lauzon, county of Lévis, being an emplacement situate on Davie avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Subdivision No. 199 (one hundred and ninety nine) of lot No. 206 (two hundred and six) of the official cadastre for the east part of the village of Lauzon, county of Lévis, being an emplacement situate on Davie Avenue—circumstances and dependencies.

Subject to an annual ground rent of \$12.00 in favor of Messrs Paradis & de Billy.

To be sold at the parochial church door of Saint Joseph de Lévis, county of Lévis, on the EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

**ED. BEGIN**,  
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office.

Quebec, 1st February, 1917. 606—5-2  
[First publication, 3rd February, 1917].  
[Second publication, 17th February, 1917].

## SAINT-HYACINTHE

## SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*  
 Saint-Hyacinthe, à savoir: } LA BANQUE  
 No 43. } CANADIENNE  
 DU COMMERCE, demanderesse; contre  
 JOSEPH PLOUFFE ET AL, défendeurs.

Comme appartenant au dit Joseph Plouffe:

Un terrain sis et situé en la cité de Saint-Hyacinthe, pris et détaché de la terre du curé d'office de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, ayant front sur la rue Bourassa, étant connu et désigné au cadastre officiel de la cité de Saint-Hyacinthe, comme la moitié nord-est du lot No 30, subdivision du lot originaire 704, borné comme suit: tenant en front à la rue Bourassa, en profondeur au No 704-35, du côté nord-est aux lots 704-31 et 704-32, et de l'autre côté au résidu du dit lot 704-30, et ce dernier contenant en totalité cent dix-sept pieds de front sur cent soixante-six pieds de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses y érigées.

Ledit immeuble actuellement en la possession et détenu par le dit défendeur, Joseph Plouffe, en vertu d'un bail emphytéotique à lui consenti par les Dominicains ou Frères Prêcheurs de la province de Québec, corporation ayant son bureau d'affaire en les cité et district de Saint-Hyacinthe, lequel bail passé devant Mtre Horace St-Germain, N. P., le 21 août 1916.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, le VINGTIÈME jour de MARS prochain (1917), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
 JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.  
 Saint-Hyacinthe, 12 février 1917. 757—7-2  
 [Première publication, 17 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.*  
 Saint Hyacinthe, to wit: } THE CANADIAN  
 No. 43. } BANK OF  
 COMMERCE, plaintiff; against JOSEPH  
 PLOUFFE ET AL, defendants.

As belonging to the said Joseph Plouffe:

A lot situate in the city of Saint Hyacinthe, to be detached of the glebeland of the parish of Notre Dame of Saint Hyacinthe, being front on Bourassa street, being known and designated on the official cadastre of the city of Saint Hyacinthe, as the north east half of lot No. 30, subdivision of lot No. 704, and bounded as follows: in front by Bourassa street, in depth by No. 704-35, on the north east side by lots 704-31 and 704-32 and on the other side by the residue of said lot 704-30, and this whole lot containing one hundred and seventeen feet in front by one hundred and sixty six feet in depth, more or less—with buildings thereon erected.

That said lot now in possession of the said defendant, Joseph Plouffe, in virtue of an emphyteutic lease to him by the Dominican, a body having its business office in the city and district of Saint Hyacinthe, said lease passed before Mtre H. St. Germain, N. P. on the 21st August, 1916.

To be sold at the sheriff's office, in the court house, in the city of Saint Hyacinthe, on the TWENTIETH day of MARCH next (1917), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,  
 Sheriff.

Sheriff's office.  
 Saint Hyacinthe, 12th February, 1917.  
 758—7-2  
 [Première publication, 17 février 1917.]

## Arrêté ministériel

## Order-in-Council

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 14 février 1917

Quebec, 14th February, 1917

PRESENT:

PRESENT:

Le lieutenant-gouverneur en conseil

The Lieutenant-Governor in Council

IL EST ORDONNÉ que les règlements ci-dessous soient adoptés conformément à la loi pourvoyant à l'inspection des hôtels et des maisons de pension pour la province de Québec, 4 Geo. V, ch. 41, art. 3866d S. R. Q., 1909.

BE IT ORDERED that the hereunder regulations be adopted pursuant to the Act providing for the inspection of hotels and boarding houses in the Province of Quebec, the Act 4 Geo. V, ch. 41, art. 3866d, Q. R. S., 1909.

Le greffier du conseil exécutif,  
 A. MORISSET,

A. MORISSET,  
 Clerk of the Executive Council.

## RÈGLEMENTS CONCERNANT L'INSPECTION DES HOTELS

## REGULATIONS FOR INSPECTION OF HOTELS

1. Tout propriétaire d'hôtel ou de maison de pension doit tenir un registre dans lequel seront entrés les noms et les adresses de toutes les personnes qu'il reçoit.

1. A register must be kept at the office of every hotel or boarding house in which shall be entered the names and addresses of all guests stopping at the house.

2. Toute chambre d'hôtel ou de maison de pension ou partie quelconque de tel immeuble auquel

2. Any room in any hotel or house or part thereof to which these regulations apply infected

ces règlements s'appliquent, qui sera infestée de vermine ou de punaises, sera fulmigée, désinfectée, restaurée aux dépens du propriétaire, jusqu'à ce que telles vermine ou punaises aient été détruites.

3. Toute chambre ou cuisine dans laquelle on prépare les aliments, sera tenue en bon état de réparation, et, durant la saison d'été, les portes et les fenêtres de telle pièce devront être protégées par des moustiquaires.

4. On aura également soin de tenir en parfait état de propreté et d'entretien tous les ustensiles, tables, huches, plats, casseroles, toiles, essuie-mains et accessoires dont on fait usage dans la préparation, la cuisson et la distribution de la nourriture.

5. Les salles à manger seront bien éclairées et ventilées, tenues en bon état, et les portes et les châssis de telles pièces seront aussi protégées contre l'invasion des mouches.

6. Tout l'ameublement, tels que tables, chaises, buffets, de même que la lingerie, serviettes et vaisselle, seront tenues en bon état d'entretien et de propreté.

7. Seront également tenus en parfait état de propreté tous les matelas et literie, tels que draps, couvertes, etc.

8. Toute chambre d'hôte sera munie d'un verrou de sûreté à l'intérieur de chaque porte, et, de plus, cette porte aura une forte serrure avec clef portative pour l'usage de la personne qui occupe la chambre. Toutes les serrures, tous les verrous et toutes les clefs seront constamment tenus en bon état de service.

9. Les hôtels situés dans les localités pourvues d'un service d'aqueduc et d'égout, devront avoir un lavoir, des lieux d'aisance et une chambre de bain. Dans les endroits où tel service n'existe pas, des cabinets intérieurs de système approuvé seront installés dans les chambres avec des fenêtres ouvrant directement sur le dehors et ventilateur communiquant avec l'air extérieur; ces cabinets sont en sus de ceux construits à l'extérieur de la bâtisse, lesquels doivent aussi être tenus dans un état irréprochable de propreté. On doit porter toute l'attention voulue à la ventilation, à la propreté et à la conservation en bon état de toutes ces commodités.

10. Aucun propriétaire licencié d'hôtel ne tolérera du désordre, des disputes, des paroles grossières ou un langage déshonnête ou une conduite reprehensible dans ou sur le terrain de l'hôtel.

11. Il est nécessaire que chaque hôtel ou maison de pension où l'on désire héberger des voyageurs de commerce, ait au moins une salle où ils puissent exhiber leurs échantillons.

12. Ces salles d'échantillons devront être pourvues d'au moins deux chaises et d'une petite table pour écrire.

13. Ces salles d'échantillons doivent aussi être construites de façon à donner la meilleure lumière possible. Il est très important que la porte soit munie d'une forte serrure et que tous les châssis soient pourvus d'appareils solides pour les fermer à l'intérieur.

14. Toute salle d'échantillons doit être tenue dans un état parfait sous le rapport de l'hygiène, et pourvue de crachoirs, qui devront être nettoyés tous les jours.

15. Les salles d'échantillons doivent être suffisamment chauffées durant l'hiver, et lorsqu'elles sont occupées par un voyageur, la température ne doit pas être moindre de 65 degrés.

with vermin or bed-bugs, shall be fumigated, disinfected and renovated at the expense of the proprietor until said vermin or bed-bugs are exterminated.

3. All rooms or kitchens in which food is prepared for consumption shall be kept in good repair, and the doors and windows of such shall during fly seasons be screened against the entrance of flies.

4. All utensils, tables, throughs, dishes, pans, clothes, towels and machinery used in the process of preparing, cooking and serving of food, shall be kept in a clean state and in a condition of good repair.

5. Dining rooms shall be well lighted and ventilated, kept in good repair and the doors and windows of such shall be screened against the entrance of flies.

6. All the furniture such as tables, chairs, counters, clothes, napkins and tableware shall be kept in good repair and in a cleanly condition.

7. All mattresses, bed linens, blankets and coverlets must be kept in a thoroughly clean, sanitary condition.

8. Every guest's room shall have a secure bolt on the inner side of every door, and, in addition thereto, the door into the public hall shall have a strong lock with portable key for use of the guest occupying the room. All locks, bolts and keys shall be constantly maintained in good order.

9. Hotels located where waterworks and sewer lavatory are available shall have adequate modern lavatory and water closet and bath accommodation. Where services as aforesaid are not available, dry inner closets of approved type shall be installed in rooms with windows opening directly into the outside air, and with ventilating flue also attached, leading to the outside air; these to be in addition to clean and properly kept outdoor closets. Due attention shall be paid to ventilation and cleanliness and maintenance of these conveniences in good order.

10. No hotel licensee shall allow improper noises, or wrangling, or profane or indecent language or unseemly conduct in his hotel premises.

11. It is necessary that each hotel or boarding house catering to the accommodation of commercial travellers, shall have at least one sample room.

12. Sample rooms must be furnished with at least two chairs and a small writing table.

13. Sample rooms must be so constructed as to give the best possible light. It is imperative that a substantial lock be placed on the door as well as strong catches on inside of all windows.

14. Every sample room must be kept in a perfect sanitary condition and be provided with cuspidors which will require to be cleaned daily.

15. Sample rooms must be kept warm in winter, and when occupied by a guest, the temperature must not be allowed to go below 65°.

## Lettres patentes

## Letters patent

**"Dunnett & Stewart, limited".**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du huitième jour de février 1917, constituant en corporation MM. Alexander Rives Hall, Louis Fitch et Solomon Vineberg, avocats, Isidore Friedman, comptable et Belle Rubinsky, sténographe, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers et marchands de vêtements de toute nature et description;

Exercer le commerce de marchandises sèches de soieries, garnitures, tissus de toutes sortes, des draps et cotonnades généralement, exercer aussi le commerce de tailleurs, habilleurs et drapiers;

Exercer aucun autre commerce semblable, de fabrication ou autre, se rapportant aux pouvoirs précités, que la compagnie croira propre à être convenablement exercé conjointement avec aucun des commerces ci-haut;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou qui se trouve en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété réelle ou personnelle, aucuns droits ou privilèges que la présente corporation croira nécessaires aux fins de son commerce, et particulièrement aucuns terrains, bâtiments, commodités, machines, usines et fonds de commerce;

Acquérir et détenir des parts dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation, sous le nom de "Dunnett & Stewart, limited", avec un fonds social de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,  
823—7-2 C.-J. SIMARD.

**"Smalls, limited".**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1917, constituant en corporation MM. George Reid Small, marchand, de Montréal; Charles MacKay Cotton et Frédéric Thomas Enright, avocats, de Westmount; Egbert Westover, et Humbert Cecil George Mariotti, avocats; de Montréal, pour les fins suivantes:

Fabriquer, acheter, vendre des sucreries, bonbons, sirops, pâtisseries de toutes espèces et en faire commerce;

Conclure aucun arrangement relatif à la fusion, à l'union des intérêts, à la concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne, société ou corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux dont la présente compagnie est autorisée à exercer;

Emettre des actions libérées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la corporation en paiement intégral ou partiel

**"Dunnett & Stewart, limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of February, 1917, incorporating, Alexander Rives Hall, Louis Fitch, and Solomon Vineberg, advocates; Isidore Friedman, accountant, and Belle Rubinsky, stenographer, of Montreal, for the following purposes;

To carry on the trade and business of manufacturer of and dealers in clothing of every kind and description;

To deal in dry-goods, silks, satins, tailors' trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally and to carry on the business of tailors and outfitters and clothiers;

To carry on any other similar business, whether manufacturing or otherwise, and which is germane to the foregoing powers, which may seem to the company to be capable of being conveniently carried on in connection with any of the above businesses;

To acquire and undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary for the purposes of its business, and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock in trade;

To acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, under the name of Dunnett & Stewart, limited, with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,  
824—7-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Smalls, limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1917, incorporating George Reid Small, merchant, of Montreal, Charles Mackay Cotton, and Frederick Thomas Enright, advocates, of Westmount, Egbert William Westover and Humbert Cecil George Mariotti, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in sugars, candies, syrups and confectionery of all kinds;

To enter into any arrangement for amalgamation, joinder of interest or reciprocal concession with any person, firm or corporation having objects altogether or in part similar to that which this company is authorized to carry on;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or in part payment for any real or per-

d'aucune propriété réelle ou personnelle, des droits ou autres biens que la compagnie acquerra en vertu d'aucun titre;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la corporation ou d'aucune partie d'icelle en compensation de ce que la compagnie croira avantageux, aux termes, conditions et prix jugés convenables; et, en paiement d'icelle considération, accepter du numéraire, des actions, des obligations, des débetures ou d'autres valeurs dans aucune autre corporation, et distribuer aux actionnaires de la compagnie, de temps à autre, aucune argent, les actions, obligations, les débetures ou autres propriétés appartenant à la corporation, sous le nom de "Smalls, limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,  
825-7-2 C.-J. SIMARD.

sonal property, rights, or other assets acquired by the company by any title;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof of for such consideration as the company may deem proper on such terms and conditions and for such consideration as may be deemed advisable, and, in payment of the consideration therefor, to accept cash, shares, bonds, debentures or other securities of any other corporation and to distribute among the share holders of the company from time to time any specie, shares, bonds, debentures or other property belonging to the company, under the name of "Smalls, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,  
826-7-2 Assistant Provincial Secretary.

### Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Saint-François. No 642. Cour supérieure. Dame Angéline Lefebvre, épouse commune en biens de Edmond Lebeau, mineur, d'Asbestos, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Edmond Lebeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8 février 1917.

Les procureurs de la demanderesse,  
NICOL, LAZURE & COUTURE.  
Sherbrooke, le 13 février 1917. 839-7-5

### Action for separation as to property

Province of Quebec, district of Saint Francis. No. 642. Superior court. Dame Angéline Lefebvre, wife separated as to property of Edmond Lebeau, miner, of Asbestos, said district, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Edmond Lebeau, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this case, this 8th day of February, 1917.

NICOL, LAZURE & COUTURE,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 13th February, 1917. 840-7-5

### Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1211.

Avis est par les présentes donné que Dame Florine Benoit, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Rufus Young, ci-devant polisseur, du même lieu, mais présentement de lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi, ce jour, ledit Rufus Young, en séparation de corps et de biens.

Avocat de la demanderesse,  
R.-G. DE LORIMIER,  
Montréal, 12 février 1917. 837-7-5

### Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1211.

Notice is hereby given that Dame Florine Benoit, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Rufus Young, formerly of the same place, polisher, but presently of parts unknown, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, sued the said Rufus Young for separation as to bed and board.

R.-G. DE LORIMIER,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 12th February, 1917. 838-7-5

### Faillite

Province de Québec, district de Montréal, No 237. Cour supérieure. Midway Company, limited, en liquidation.

Un dernier bordereau de dividende a été préparé en l'affaire ci-haut et sera sujet à contestation jusqu'au cinq mars 1917, après laquelle date les dividendes dues en veru d'icelui seront

### Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal. No. 231. Superior Court. Midway Company, limited, in liquidation.

A final dividend sheet has been prepared in the above matter and will be subject ocontestation until the fifth day of March, 1917, after which date the dividends due thereunder will be payable

payables à mon bureau, chambre 104, No 260 de la rue Saint-Jacques, à Montréal.

Le liquidateur,

A.-B. CLARKSON,

Henker, Chauvin, Baker & Walker,  
Avocats, Immeuble "Commercial Union".  
Montréal, 13 février 1917. 831

Association agricole du district des Trois-Rivières, en liquidation.

Avis est donné que le second et dernier dividende en cette affaire a été préparé et sera sujet à contestation jusqu'au cinq de mars prochain 1917, et après cette date ce dit second dividende sera payable à mon bureau, No 66 avenue Laviolette, à Trois-Rivières.

Le liquidateur,

CHS-DUPONT HEBERT.

Trois-Rivières, 13 février 1917. 833

Canada, province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, cour supérieure. *In re*: Philodor Ledoux, Marieville, insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 2 mars 1917, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

Le curateur,

C.-E. ARPIN.

Bureau: The Sun Trust Company, Ltd.,  
160 rue Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, 14 février 1917. 835

at my office, room 100, 260 Saint James street, Montreal.

A.-B. CLARKSON.

Liquidator

Henker, Chauvin, Baker & Walker,  
Advocates, 63 to 68 Commercial Union Bldg.  
Montreal, 13th February, 1917. 231

"Association agricole du district des Trois-Rivières", in liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter which will be open to objection until the fifth of March next, 1917, after which date said second dividend will be payable at my office, No. 66 Laviolette Avenue, at Three Rivers.

CHS-DUPONT HEBERT,

Liquidator

Three Rivers, 13th February, 1917. 834

Canada, province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe, Superior court. *In re*: Philodor Ledoux, Marieville, insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 2nd March, 1917, and after which date this dividend will be payable at my office.

C.-E. ARPIN,

Curator.

Office: The Sun Trust Company, Ltd.,  
160 Saint James street, Montreal.  
Montreal, 14th February, 1917. 836

### Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUÉBEC.

#### MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE SAINT-TITE.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre du conseil municipal de la ville de Saint-Tite, en date du neuf février mil neuf cent dix-sept, que le PREMIER MARS courant, à DIX heures de l'avant-midi, en la salle des séances du conseil de la ville de Saint-Tite, je procéderai à la vente à l'enchère publique de la propriété de M. Ludger Trottier, connue et désignée comme étant partie du numéro deux cent quatorze (214p), au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Tite; bornée en front à la rue Saint-Léon, en profondeur à MM. Lucien Lizotte et Arthur L'Heureux, d'un côté à M. Dolphis Fiset, et de l'autre côté à M. Frs. Duchesneault—avec les bâtisses dessus construites. Le présent avis est donné en exécution des articles 5758 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec.

Donné à Saint-Tite, ce douzième jour de février mil neuf cent dix-sept.

Le secrétaire-trésorier,

841-7-2

J.-J. CLOUTIER.

### Sale for Municipal Taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

#### MUNICIPALITY OF THE TOWN OF SAINT TITE.

Public notice is hereby given that under and by virtue of an order of the municipal council of the town of Saint Tite, dated ninth day of February, one thousand nine hundred and seventeen, that on the FIRST MARCH instant, at TEN o'clock in the forenoon, in the meeting room of the council of the town of Saint Tite, I will sell by public auction, the property of Mr. Ludger Trottier, known and designated as being part of lot number two hundred and fourteen (214 pt) on the official cadastre for the parish of Saint Tite; bounded in front by Saint Léon street, in rear by MM. Lucien Lizotte and Arthur L'Heureux, on one side by Mr. Dolphis Fiset, and on the other side by Mr. Frs. Duchesneault, with the buildings thereon erected. The present notice is given pursuant to articles 5758 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec.

Given at Saint Tite, this twelfth day of February, one thousand nine hundred and seventeen.

J.-J. CLOUTIER,

842-7-2

Secretary-treasurer.

### AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

### TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

**3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS. SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES, L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE**

Tarif des annonces:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemp., 21c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,  
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.  
Québec, 4 avril 1914.

519

**3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.**

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,  
King's Printer.

Government House.  
Quebec, 4th April, 1914.

520

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 7.

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 7.

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Cloutier vs Trottier.....	426
“ Dion vs Lemaire.....	426
“ Eliasewitz vs Fineberg.....	425
“ Landry vs Chevalier.....	427

### ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Dme Banville vs Lauzon.....	426
-----------------------------	-----

### ANNONCEURS, avis aux.....

459

### ARRÊTÉ MINISTÉRIEL:—

Règlements concernant l'inspection des hôtels.....	455
---	-----

### ASSEMBLÉE:—

Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Coy	427
--	-----

### COMPAGNIES AUTORISÉS A FAIRE DES AFFAIRES:—

Fellows Medical Manufacturing Coy, inc.	427
---	-----

### COMPAGNIE, bureau chef:—

Langlois & Paradis.....	328
-------------------------	-----

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Lebit vs Croney.....	426
“ Lefebvre vs Lebeau.....	458
“ Lipsey vs Arnovirz.....	425
“ Robin vs Duguay.....	426
“ Saint-Louis vs Bohemier.....	426

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:

Dme Benoit vs Young.....	458
--------------------------	-----

### ADVERTISERS, notice to.....

459

### ORDER IN COUNCIL:—

Regulations for inspection of hotels.....	455
---	-----

### MEETING:—

Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Coy	427
--	-----

### COMPANIES AUTHORIZE TO DO BUSINESS:—

Ohio Iron & Metal Coy.....	427
----------------------------	-----

### COMPANY, head office:—

Langlois & Paradis.....	328
-------------------------	-----

## DEMANDE POUR LETTRES PATENTES:—

Bonnier Frères, assurance funéraire, ltée. 422

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de l'Ange-Gardien,  
comté de Labelle..... 425  
Lachine à-to Très-Saint-Sacrement..... 424  
Martinville à-to Saint-Martin, village..... 424  
Grand-Remou à-to canton-township  
Lytton..... 424

## FAILLITE:—

Association agricole du district des Trois-  
Rivières..... 459  
Damien *et al.*..... 430  
Grenier..... 428  
Guérin..... 429  
Labbé..... 429  
Lambert..... 428  
Lauzon..... 430  
Ledoux..... 459

## LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Wabakin Fish Company, ltd..... 420

## LETTRES PATENTES:—

Actna Development Coy, ltd..... 419  
Club Laval-sur-le-Lac..... 414  
Dunnett & Stuart, ltd..... 457  
La Compagnie d'automobiles Martel, ltée..... 417  
Langlois & Paradis, limitée..... 412  
Le comptoir provincial, ltée..... 413

## LIQUIDATION:—

Bariteau Café, ltd..... 430  
Battle Island Coy, 7971..... 434  
Battle Island Coy, 7972..... 431

## NOMINATIONS:—

Cour des Commissaires:—Comtés de:—  
Nicolet, Compton..... 408Greffier de la cour de magistrat:—Comté  
du Lac Saint-Jean..... 407Juges de paix:—  
Montréal..... 408  
Sagueany..... 408Juges de paix en vertu de l'art. 3361, S.R.  
Q., 1909..... 407Percepteur du revenu:—District de  
Kamouraska..... 407

## VENTES PAR LICITATION:—

Courteau vs Mazurette *et al.*..... 437  
Ferris (Dme) vs Leahy..... 437

## VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—

Iberville (ville de)..... 438  
Saint-Tite (ville de)..... 459

## VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

## BEAUCE:—

Jacques vs Cloutier..... 439

## APPLICATION FOR LETTERS PATENT:—

Cie générale de frais funéraires, ltée..... 421

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School municipality of l'Ange Gardien,  
County of Labelle..... 425  
Sainte-Flore à-to Grand'Mère..... 425  
Notre-Dmae-de-Pontmain à-to Notre-  
Dame-du-Laus..... 425

## BANKRUPT:CY—

Martel..... 429  
Mercier..... 428  
Morauville..... 430  
McGowan (succession vacante-vacant  
estate)..... 429  
Midway Company, ltd..... 458  
Price..... 430  
Sibley & Huot (succession-estate)..... 428  
St. Vincent (Mme)..... 429

## SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Wabakin Fish Company, ltd..... 420

## LETTERS PATENT:—

Metropole Lumber Company, ltd..... 408  
Montreal Feather & Down Company, ltd..... 408  
Montreal Metropole, ltée..... 411  
Smalls, ltd..... 457  
The St. Mary's Telephone System, ltd.. 416

## WINDING UP:—

Battle Island Coy, 7973..... 433  
La Société Bienveillante Saint-Roch..... 431  
The Belair Tank & Tower Coy, ltd..... 431

## APPOINTMENTS:—

Commissioners' Court.—Counties of:—  
Nicolet, Compton..... 408Clerk of Magistrate's Court:—County of  
Lake Saint John..... 407Justices of the peace:—  
Montréal..... 408  
Sagueany..... 408Justices of the peace in virtue of art.  
3361, R.S.Q., 1909..... 407Collector of Revenue :— District of  
Kamouraska..... 407

## SALES BY LICITATION:—

Whealtesy *et al* vs Whealtesy *et al.*..... 436

## SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—

Iberville (town of)..... 438  
Saint Tite (town of)..... 459

## SHERIFFS' SALES:—

## BEAUCE:—

Jacques vs Cloutier..... 439

BEAUHARNOIS:—		BEAUHARNOIS:—	
Legris (Dme) vs Dufresne.....	439	Legris (Dme) vs Dufresne.....	439
GASPÉ:—		GASPÉ:—	
Chapados vs Huard.....	440	Chapados vs Huard.....	440
JOLIETTE:—		JOLIETTE:—	
Lafontaine vs Dme Blais.....	440	Robillard vs Tremblay.....	440
KAMOURASKA:—		KAMOURASKA:—	
La Compagnie Desjardins vs Levesque..	441	La Compagnie Desjardins vs Levesque..	441
MONTMAGNY:—		MONTMAGNY:—	
Tanguay vs Belanger.....	441	Tanguay vs Belanger.....	441
MONTREAL:—		MONTREAL:—	
Beaulieu (Dm <sup>c</sup> ) vs Joron.....	445	Lajeunesse vs Dme Brisebois.....	450
Boileau vs Boileau.....	448	La cité de—the city of Montreal vs Tritt <i>et al.</i> .....	443
Clarke vs McCauley.....	442	Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme Yon.....	443
Couture (Dme) vs Gagnon.....	448	Majeau <i>ès ql. et al</i> vs Beaulieu.....	448
D'Aoust (Dme) vs héritiers—heirs Britt- man.....	451	Malo vs Larcher.....	449
Dufresne vs Dme Dufresne.....	444	Olivier vs Berlin <i>et al.</i> .....	450
Duquette vs Jacob.....	452	Rondeau <i>et al</i> vs Picard.....	449
Jacobs, failli—insolvent.....	442	The Sun Life Assurance Coy of Canada vs The Montreal Trust Coy.....	447
Kydd vs Charbonneau.....	443		
La Banque d'Hochelega vs Hamelin.....	451		
NICOLET:—		NICOLET:—	
La Banque Nationale, de Nicolet vs Dionne.....	452	La Banque Nationale, de Nicolet vs Dionne.....	452
OTTAWA:—		OTTAWA:—	
Sabourin vs Dme Mallette <i>et vir.</i> .....	452	Sabourin vs Dme Mallette <i>et vir.</i> .....	452
PONTIAC:—		PONTIAC:—	
The Plessisville Foundry vs Loiselle.....	453	The Plessisville Foundry vs Loiselle.....	453
QUÉBEC:—		QUÉBEC:—	
Arcand vs Mainguy.....	454	Panneton vs La Cie O. Massicotte & Côté, ltée.....	454
Gosselin vs Bilodeau.....	454		
SAINT-HYACINTHE:—		SAINT-HYACINTHE:—	
La Banque Canadienne du Commerce vs Plouffe <i>et al.</i> .....	455	La Banque Canadienne du Commerce vs Plouffe <i>et al.</i> .....	455